Amadeo Bordiga (1899-1970)

Socialiste italien

PROPRIÉTÉ ET CAPITAL

TRADUCTION DE L'ITALIEN
dans la tradition anonyme européenne

Texte paru ans le journal italien
Il Programma Comunista, 1980

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jean-marie_tremblay@uqac.ca

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf., .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Amadeo BORDIGA

PROPRIÉTÉ ET CAPITAL

Texte publié dans le journal italien *Il Programma Comunista*, 1980. Titre original : “Proprietà e capitale” Traduction de l’Italien achevée le 18 septembre 2008.

Texte publié avec l’autorisation des traducteurs qui préfèrent publier dans la tradition des traducteurs anonymes européens.

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 12 points.

Pour les citations : Times New Roman, 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5’’ x 11’’)

Édition numérique réalisée le 19 septembre 2008 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.

Table des matières

PREMIÈRE PARTIE

Chapitre I. LES RÉVOLUTIONS DE CLASSE

Technique productive et formes juridiques de la production

Chapitre II. LA RÉVOLUTION BOURGEOISE

L'avènement du capitalisme et les rapports juridiques de propriété

Chapitre III. LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Les termes de la revendication socialiste

Chapitre IV. LA PROPRIÉTÉ RURALE

La révolution bourgeoise et la propriété des biens immeubles

NOTE : **LE PRÉTENDU FÉODALISME DE L'ITALIE MÉRIDIONALE**

Chapitre V. LA LÉGALITÉ BOURGEOISE

L'économie capitaliste dans le cadre juridique du droit romain

NOTE : **LE MIRAGE DE LA RÉFORME AGRAIRE EN ITALIE**

Chapitre VI. LA PROPRIÉTÉ CITADINE

Le capitalisme et la propriété urbaine des édifices et des sols

NOTE : **LE PROBLÈME DES TRAVAUX PUBLICS EN ITALIE**

THÈSES RELATIVES AUX CHAPITRES I à VI

DEUXIÈME PARTIE

Chapitre VII. LA PROPRIÉTÉ DES BIENS MEUBLES

Le monopole capitaliste sur les produits du travail

Chapitre VIII. L'ENTREPRISE INDUSTRIELLE

Le système d'entreprise fondé sur l'exploitation des ouvriers et le gaspillage social de travail

Chapitre IX. LES ASSOCIATIONS ENTRE ENTREPRISES ET MONO-POLES

Le nécessaire monopole, conséquence du jeu de la prétendue libre concurrence

Chapitre X. LE CAPITAL FINANCIER

Entreprises de production et de crédit et accroissement du parasitisme économique de classe

Chapitre XI. LA POLITIQUE IMPÉRIALISTE DU CAPITAL

Les conflits entre groupes et États capitalistes pour la conquête et la domination du monde

Chapitre XII. L'ENTREPRISE MODERNE SANS PROPRIÉTÉ ET SANS FINANCE

L'adjudication et la concession, formes annonciatrices de l'évolution capitaliste moderne

Chapitre XIII. L'INTERVENTIONNISME ET LE DIRIGISME ÉCONOMIQUE

L'orientation moderne de l'économie contrôlée, soumission encore plus grande de l'état au capital.

Chapitre XIV. CAPITALISME D'ÉTAT.

La propriété d'État. L'entreprise sans propriété et sans finance.

Chapitre XV. LA FORMATION DE L'ÉCONOMIE COMMUNISTE.

Conditions du passage du capitalisme au communisme et exemples d'anticipation des nouvelles formes.

Chapitre XVI. PHASES DE LA TRANSFORMATION ÉCONOMIQUE EN RUSSIE APRÈS 1917.

Chapitre XVII. UTOPIE, SCIENCE, ACTION.

Unité, dans le mouvement prolétarien révolutionnaire, de la théorie, de l'organisation et de l'action.

Amadéo BORDIGA
PROPRIÉTÉ ET CAPITAL (1980) ¹

Il Programma Comunista, n°21, 19 novembre - 03 décembre 1953.

PREMIÈRE PARTIE

Chapitre I. LES RÉVOLUTIONS DE CLASSE

Technique productive et formes juridiques de la production

[Retour à la table des matières](#)

[Dans le but d'étudier avec soin la formule traditionnelle qui définit le socialisme comme l'abolition de la propriété privée, on rappelle les concepts marxistes sur la succession des révolutions de classe en tant que conséquence de la contradiction entre les nouvelles forces et exigences de la production d'une part et les anciens rapports de propriété de l'autre. Des différents régimes de classe, fondés sur les institutions de la propriété individuelle exercée sur les différents objets selon les caractéristiques différentes de l'organisation productive et de la technique du travail, le plus récent est le régime capitaliste]

C'est par une formule simple et justifiée par les exigences de la propagande que l'on a toujours défini le socialisme comme abolition de la propriété privée, en

¹ L'édition italienne utilisée est *Proprietà e capitale*, éditions Iskra, Florence 1980.

ajoutant la précision : des moyens de production, ainsi qu'une autre : et des moyens d'échange.

Même si une telle formule n'est pas complète ni absolument adéquate, elle ne doit pas être répudiée. Mais les questions essentielles anciennes et récentes concernant la propriété personnelle, collective, nationale et sociale imposent d'élucider le problème de la propriété face à l'antagonisme théorique, historique et de lutte entre capitalisme et socialisme.

Tout rapport économique et social se reflète dans des formulations juridiques ; et en partant d'une telle position le *Manifeste* dit que les communistes mettent en avant à chaque stade du mouvement la "question de la propriété" puisqu'ils mettent en avant la question de la production, et plus généralement celle de la production, de la distribution et de la consommation, c'est-à-dire celle de l'économie.

À une époque où le grand antagonisme historique entre féodalisme et régime bourgeois était apparu avant tout comme un conflit idéologique et juridique plutôt que comme un rapport économique et un changement des formes de la production, on ne pouvait pas ne pas faire porter tout l'accent, même dans les formulations élémentaires, sur la forme juridique des revendications économiques et sociales prolétariennes. Dans le passage fondamental de la préface à la *Critique de l'économie politique* Marx énonce la doctrine de la contradiction des *forces* productives avec les *formes* de la production et il ajoute aussitôt : "ou, *ce qui n'en est que l'expression juridique*, avec les rapports de propriété (...)" ².

La juste acception de la formulation juridique ne peut donc se fonder que sur la juste présentation du rapport productif et économique que le socialisme se propose de briser.

En adoptant donc, dans la mesure où il nous est utile, le langage de la science juridique courante, il s'agit de rappeler les traits distinctifs du type capitaliste de production - qui doivent être définis en rapport avec les types de production qui le

² *Contribution à la critique de l'économie politique*, éditions sociales, 1972, p. 4. [Texte disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

précédèrent - et ultérieurement de distinguer ceux que le socialisme conservera et ceux qu'au contraire il devra dépasser et supprimer dans le processus révolutionnaire. Une telle distinction doit évidemment être établie sur le terrain de l'analyse économique.

Capitalisme et propriété ne coïncident pas. Les différentes formes économico-sociales qui ont précédé le capitalisme avaient des institutions de la propriété bien déterminées. Nous verrons tout de suite que le nouveau système de production a eu intérêt à modeler son édifice juridique sur des formules et des principes directement dérivés des précédents régimes, quoique dans ceux-ci les rapports d'appropriation fussent très différents. Et la thèse selon laquelle dans la vision socialiste le capitalisme figure comme la dernière des économies fondées sur la forme juridique de la propriété, de sorte que le socialisme, en abolissant le capitalisme, abolira également la propriété, est non moins élémentaire. Mais cette première abolition, ou plus exactement, cette suppression violente et révolutionnaire, est un rapport clairement dialectique et elle est plus fidèle au langage marxiste qui nous est propre que l'abolition de la propriété qui a une saveur un peu métaphysique et apocalyptique.

Revenons toutefois à l'origine de nos concepts bien connus. La propriété est un rapport entre l'homme, la personne humaine, et les choses. Les juristes l'appellent la faculté de disposer de la chose de la façon la plus étendue et la plus absolue, et, selon la formule classique, d'en user et d'en abuser. On sait que ces définitions éternelles ne nous plaisent pas à nous marxistes, et nous pourrions plus exactement donner une définition dialectique et scientifique du droit de la propriété en disant qu'il est la faculté d'« empêcher » une personne humaine d'user d'une chose, de la part d'une autre personne ou d'un groupe.

Combien ce rapport est historiquement variable, cela ressort par exemple du fait que pendant des siècles et des millénaires la personne humaine elle-même figurait parmi les choses susceptibles de former un objet de propriété (esclavagisme). Que d'autre part, l'institution de la propriété ne pouvait pas prétendre à la prérogative apologétique d'être naturelle et éternelle, c'est ce que nous avons prouvé mille fois en nous référant à la société communiste primitive dans laquelle

la propriété n'existait pas puisque tout était acquis et utilisé en commun par les premiers groupes d'hommes.

Dans l'économie relativement originelle, ou si l'on préfère la pré économie, le rapport entre homme et chose était le plus simple possible. En fonction du nombre limité d'hommes et de la gamme limitée de besoins, besoins à peine supérieurs aux besoins animaux de l'alimentation, les choses susceptibles de satisfaire ces besoins, que le droit appela ensuite biens, sont mis par la nature à la disposition de l'homme de façon illimitée et le seul acte productif consiste à les prendre quand on en a besoin. Ces choses se réduisent aux fruits de la végétation spontanée puis plus tard aux produits de la chasse, de la pêche, etc.. Si les objets d'usage étaient en quantité exubérante, il n'y avait pas encore de « produits » nés d'une intervention physique, technique, d'un travail même embryonnaire de l'homme sur la matière telle que l'offre la nature ambiante.

Avec le travail, la technique productive, l'augmentation des populations, la limitation des terres vierges libres sur lesquelles s'installer, les problèmes de distribution surgissent et il devient difficile d'affronter toutes les nécessités, les demandes d'utilisation et de consommation des produits. C'est alors que naissent les contrastes entre individu et individu, entre tribu et tribu et entre peuple et peuple. Il n'est pas nécessaire de rappeler ces étapes de l'origine de la propriété, c'est-à-dire de l'appropriation, pour la consommation, pour la formation de réserves, pour le début de l'échange de ce qu'a produit le travail des hommes et des communautés, échange destiné à la satisfaction d'autres exigences toujours plus vastes.

Par diverses voies le commerce apparaît, les choses qui étaient seulement objets d'usage deviennent des marchandises, la monnaie apparaît et la valeur d'échange se superpose à la valeur d'usage.

Chez les différents peuples et à des époques différentes nous devons comprendre quel était l'état d'avancement de la technique productive du point de vue de la capacité d'intervention du travail de l'homme sur les choses ou sur les matières premières, quel était le mécanisme de la production et de la répartition des actes et des efforts productifs entre les membres de la société, quel était le jeu de la circulation des produits d'individu à individu, de maison à maison, de pays à

pays jusqu'à leur consommation. C'est à partir de telles données que nous pouvons réussir à comprendre les formes juridiques correspondantes qui tendent à coordonner les règles de tels processus, en attribuant à des organisations déterminées la tâche de les discipliner et la possibilité de contraintes et de sanctions envers les transgresseurs de ces règles.

De même que la propriété des choses ou des biens de consommation ainsi que la propriété de l'esclave ne remontent pas à l'humanité primitive, la propriété du *sol*, c'est-à-dire de la terre et de ce que l'homme y ajoute de durable, les *biens immeubles* pour le droit, y remonte encore moins. Une telle propriété dans sa forme personnelle arrive en retard par rapport à la propriété des biens meubles et des esclaves eux-mêmes, dans la mesure où, au début, tout est, sinon commun, du moins attribué au chef du groupement familial, de tribu ou de cité et de région.

Mais même si l'on voulait contester que tous les peuples soient partis de cette première forme communiste et si l'on voulait ironiser sur un tel âge d'or, l'analyse qui nous intéresse selon laquelle l'institution juridique dépend des stades de la technique reste valide et il suffit de rappeler la grande importance qu'Engels et Marx donnèrent à la mise en route de ces études sur la préhistoire, nous réservant d'y revenir plus à fond.

En nous limitant aux lignes élémentaires et aux choses connues de tous, les rapports sur la propriété des biens meubles consommables et dans tous les cas utilisables, de l'homme esclave ou serf, et de la terre, suffisent à définir les lignes fondamentales des types historiques successifs de sociétés de classe.

La propriété, dit le juriste, naît de l'occupation. Il le dit en pensant au bien immobilier, mais la formule reste valable aussi pour la propriété de l'esclave et de l'objet marchandise. En effet « les biens meubles appartiennent à leur possesseur ». Non moins évident est le passage de la possession à la propriété. Si moi j'ai une chose quelconque entre les mains, et en général même un autre homme ou un morceau de terre (dans ce cas je ne le tiens pas entre les mains - mais je ne tiens pas non plus constamment entre les mains l'homme et la marchandise), sans qu'un autre réussisse à se substituer à moi, j'en suis le possesseur. Possession matérielle jusqu'ici. Mais la possession devient légitime et juridique, et elle s'élève

jusqu'au droit de propriété, quand j'ai la possibilité, contre un éventuel prétendant ou perturbateur, d'obtenir l'appui de la loi et de l'autorité, c'est-à-dire de la force matérielle organisée dans l'État qui viendra me protéger. Pour le bien meuble ou la marchandise, la simple possession démontre la propriété juridique tant que personne ne prouve que je lui ai soustrait la chose en question par la force ou la fraude. Pour l'esclave, dans les États bien organisés, il existait un registre d'état-civil familial dans lequel il était enregistré au nom de son maître. Pour les biens immeubles, même aujourd'hui, la machine légale est beaucoup plus compliquée, la propriété dépend de titres de formes données et d'enregistrements publics, et le contrôle légal des transferts de propriété est de même plus compliqué. Dans tous les cas la possession matérielle est toujours une grande ressource par son effet expéditif et la loi la défend dans un premier temps quitte dans un second temps à mettre en route une difficile et sérieuse enquête sur le droit de propriété. On dit, comme paradoxe juridique, que même le voleur peut demander à la loi de protéger sa possession s'il en est exproprié (même par le propriétaire lui-même, pour faire une hypothèse absurde) et les avocats les plus avisés disent que tous les codes peuvent se réduire au seul « article cinq : qui tient en main l'emporte. »

Donc à la base de tout régime de la propriété il y a un fait d'appropriation des biens en général. Les fils de l'esclave restaient la propriété du patron, s'ils s'enfuyaient ce dernier pouvait les faire poursuivre par la loi qui les lui ramenait.

Dans le régime médiéval du féodalisme, la technique de la production avec de la main-d'oeuvre d'esclaves et l'édifice juridique correspondant qui discipline la propriété sur les personnes humaines est en général abolie. La disposition de la terre agricole revêt une forme plus complexe que celle, classique, du droit romain dans la mesure où toute une hiérarchie de seigneurs, qui culmine dans le souverain politique qui distribue aux vassaux dépendants les terres au moyen d'un régime juridique très complexe, repose sur elle. La base économique est le travail agricole au moyen non plus des esclaves, mais des serfs de la glèbe qui ne sont pas objets d'une véritable propriété et d'une véritable aliénation de patron à patron ; ces serfs ne peuvent pas en général quitter le fief sur lequel ils travaillent avec leur famille. Qui s'approprie les produits du travail ? Dans une certaine mesure le travailleur serf, en lui donnant en général une petite pièce de terre dont les fruits doivent lui suffire pour nourrir lui et les siens ; en revanche il est tenu à tra-

vailler seul ou avec d'autres sur les terres plus vastes du seigneur dont les produits plus abondants reviennent à ce dernier. Un tel travail est appelé la corvée. Dans les formes les plus récentes, le serf se rapproche du colon dans la mesure où toute la terre du seigneur est fragmentée en petites entreprises familiales ; cependant un fort quota du produit de chacune est remis au patron.

Sous ce régime, le travailleur a un droit partiel de s'approprier des produits de son travail pour les consommer selon son bon vouloir. Partiel seulement puisque pèsent sur lui les tributs, que ce soit en temps de travail ou en denrées, dus au patron féodal, au clergé et ainsi de suite.

La production non agricole a un faible développement, à cause de la technique encore arriérée, la faible urbanisation et le niveau primitif général de la vie et des besoins des populations. Mais les producteurs d'objets manufacturés sont des hommes libres, c'est-à-dire non liés au lieu de naissance et de travail. Ce sont les artisans, enfermés dans le carcan d'organismes et de règles corporatives, mais cependant totalement autonomes sur le plan économique. Dans la production artisanale des petites et très petites entreprises et boutiques existe la propriété du travailleur sur différentes espèces de biens : les instruments simples de son travail, les matières premières qu'il acquiert pour les transformer, les produits manufacturés qu'il vend. Mis à part les charges des corporations et des communes et certains droits féodaux pesant sur les bourgs, l'artisan ne travaille que pour lui-même et jouit du fruit de toute la durée et de tout le produit de son travail.

Le réseau de circulation de ce système social est peu compliqué. La grande masse des travailleurs agricoles consomme sur place ce qu'elle produit et vend peu pour acquérir les quelques vêtements ou autres objets qu'elle utilise. Les artisans et les marchands échangent avec les paysans et entre eux dans le cercle le plus souvent restreint des villes, des villages et des campagnes ; une petite minorité de seigneurs privilégiés va chercher au loin les objets dont elle a besoin pour sa jouissance personnelle et, il y a peu de siècles encore, ignorait même la fourchette et le savon, pour ne pas parler de cent autres choses aujourd'hui utilisées par tous.

Peu à peu cependant, les prémisses de la nouvelle ère capitaliste se mettent en place, avec les nouveautés techniques et scientifiques qui enrichissent de mille

façons les procès de fabrication des produits, avec les découvertes géographiques et les inventions de nouveaux moyens de transport de personnes et de marchandises qui élargissent continuellement le cercle des zones de circulation et allongent les distances entre le lieu de fabrication et celui de l'utilisation des produits.

Le processus de ces transformations se déroule de façon très variée et connaît d'étranges lenteurs et des périodes d'expansion bouleversante. Alors qu'au début de l'ère moderne déjà des millions de consommateurs apprenaient à connaître et à utiliser des épices et des marchandises ignorées et exotiques, et que de nombreux nouveaux besoins (café, tabac, etc.) naissaient, il était encore possible à l'époque de la première guerre mondiale d'apprendre qu'une dame calabraise, grande propriétaire, avait en une année entière dépensé en tout et pour tout « un sou » pour les aiguilles, *tout* le reste étant fourni par sa propriété.

Une fois arrivés à ce point solide avec le rappel de ces quelques traits, rappel volontairement simplifié pour tenter de mettre les mots justes à leur place, demandons-nous quels sont les véritables traits distinctifs de la nouvelle production, de l'économie capitaliste et du régime bourgeois auquel elle fournit la base. Et nous voyons immédiatement en quoi consiste réellement le changement que les nouveaux systèmes techniques, les nouvelles forces productives mises à la disposition de l'homme, suscitent après une longue et dure lutte dans les rapports de production, c'est-à-dire dans les possibilités et dans les facultés d'appropriation des différents biens, en opposition à ce qui se passait dans la société précédente, féodale et artisanale.

Nous commencerons ainsi à établir de façon claire les bases de notre enquête ultérieure sur les relations effectives entre le système capitaliste et la forme d'appropriation des différents biens : marchandises prêtes à la consommation, instruments de travail, terre, maisons et équipements diverses fixées au sol, pour étendre ensuite cette enquête au processus de développement de l'ère capitaliste et de sa fin.

Chapitre II.

LA RÉVOLUTION BOURGEOISE

*L'avènement du capitalisme
et les rapports juridiques de propriété*

[Retour à la table des matières](#)

[Le capitalisme triomphe au moyen d'une révolution qui brise une série de rapports. Parmi ceux-ci, le droit du feudataire sur les paysans serfs et le droit des corporations sur les artisans sont des rapports entre personne, et non des rapports de propriété sur les choses.

Le capitalisme supprime de plus la propriété des travailleurs artisans sur leurs produits et sur leurs instruments, de même que, dans une large mesure, celle des petits paysans sur leur terre, pour les transformer, comme les ex-serfs de la glèbe, en masses de salariés sans-réserves.]

La naissance de l'économie capitaliste dans ses effets sur les rapports de propriété se présente non comme une instauration, mais comme une très large abolition des droits de propriété privée. Cette thèse ainsi formulée non seulement ne doit pas paraître étrange mais ne doit pas paraître neuve puisqu'elle est entièrement conforme, dans la forme comme dans la substance, à l'exposé de Marx.

En ce qui concerne les propriétaires terriens féodaux, la révolution bourgeoise consista en une radicale abolition des privilèges mais non pas en une suppression du droit de propriété sur la terre. On ne doit pas penser ici à la révolution dans le sens d'une brève période de lutte, aux mesures contre les rebelles et les émigrés, ni même aux mesures postérieures de suppression des privilèges sur les terres des organismes du culte, mais il faut se référer au contenu économique et social de la grande transformation qui, dans son bouleversement, commence bien avant et finit bien après les dates classiques des insurrections, des proclamations et des promulgations de nouveaux statuts.

L'avènement du capitalisme a le caractère d'une destruction des droits de propriété pour la nombreuse classe de petits producteurs artisanaux et également dans une large mesure, surtout dans certains pays, pour les paysans propriétaires travaillant leur terre.

L'histoire de la naissance du capitalisme et de l'accumulation primitive coïncide avec l'histoire de la féroce et inhumaine *expropriation* des producteurs qui est consignée dans les pages les plus sculpturales du *Capital*.

Le chapitre final du premier livre, comme d'autres écrits fondamentaux du marxisme, présente la démolition future du capitalisme comme l'expropriation des anciens expropriateurs et même - mais nous parlerons de cela dans une partie ultérieure de ce texte - comme une revendication de cette « propriété » détruite et foulée aux pieds.

Pour que tout ceci soit correctement compris il faut justement poursuivre l'enquête en appliquant correctement notre méthode et ne jamais perdre de vue les relations qui existent entre les formulations du langage ou du droit courant et celles qui nous sont spécifiques, à nous socialistes marxistes.

L'explication de l'instauration du capitalisme dans le domaine de la technique productive se relie aux multiples perfectionnements de l'application du travail humain aux matières travaillées, elle commence avec les premières innovations technologiques nées sur l'établi de l'artisan isolé, patient et génial, elle parcourt ensuite un formidable cycle avec la naissances des premières usines, manufactures à l'origine, puis basées sur les machines opératrices qui remplacent la main de l'ouvrier, puis encore sur l'emploi des grandes forces mécaniques motrices.

À l'époque moderne, le capitalisme se présente à nous comme un formidable complexe d'équipements, de constructions, d'ouvrages, de machines, dont la technique a recouvert le sol des pays les plus avancés, et pour cette raison il paraît évident de définir le système capitaliste comme celui de la propriété et du monopole de ces colossaux moyens de production modernes, ce qui n'est exact qu'en partie.

Les conditions techniques de la nouvelle économie consistent en de nouveaux procédés basés sur la différenciation des actes productifs et sur la division du travail, mais historiquement, avant même ce phénomène, nous avons le phénomène plus simple du rapprochement et de la réunion en un lieu de travail commun de nombreux travailleurs qui continuent à opérer selon la même technique, utilisant les mêmes instruments simples que ceux qu'ils utilisaient quand ils étaient isolés et autonomes.

Le caractère vraiment distinctif de l'innovation ne réside donc pas dans le fait qu'un possesseur ou un conquérant de nouveaux moyens de production ou de grandes machines serait apparu, moyens de production qui auraient produit les objets manufacturés plus facilement, supplantant ainsi la production artisanale traditionnelle. Ces grands équipements viennent après, puisque, grâce à la simple coopération, comme dit Marx, c'est-à-dire le regroupement de nombreux travailleurs, il suffit d'un local même primitif qui peut facilement être loué par le « patron » - et dans le *sweating-system* (travail à domicile) les travailleurs restent même chez eux. Le caractère distinctif est donc ailleurs, c'est un caractère négatif et donc destructeur et révolutionnaire. On a ôté aux travailleurs la possibilité de posséder pour leur propre compte les matières premières, les instruments de travail et donc la possibilité de rester en possession du produit de leur travail, libres en tout cas de le consommer ou de le vendre. Pour reconnaître l'existence d'une première économie capitaliste en action, il nous suffit donc de constater qu'il existe une masse de producteurs artisanaux qui ont perdu la possibilité de se procurer des matières premières et des instruments - et, comme condition complémentaire, que d'importantes masses de moyens d'échange se retrouvent entre les mains de nouveaux éléments économiques, les capitalistes qui se trouvent en mesure d'un côté d'accaparer les matières premières et les outils de travail et de l'autre d'acheter la force de travail des artisans devenus salariés, ces capitalistes restant possesseurs et propriétaires absolus *de tout le produit du travail*.

C'est à cette seconde condition que correspond le fait de l'accumulation primitive du capital, dont l'origine est étudiée dans d'autres contributions scientifiques du marxisme et qui remontent à de multiples facteurs historiques et économiques.

La diminution des frais de transport et de ravitaillement, la meilleure utilisation du temps que les travailleurs consacrent aux phases du travail, encore très simples sur le plan technologique, expliquent que le simple rapprochement des ouvriers suffit à rendre le nouveau système plus efficace et l'amène à supplanter l'ancien. Nous avons un premier dépassement par rapport au rendement de l'artisanat en boutique et en atelier isolé. Mais celui-ci est définitivement battu avec les développements ultérieurs dus à la division du travail. Ce n'est plus le simple artisan, aidé par un ou deux commis, qui prépare le produit manufacturé, celui-ci naît des interventions successives des travailleurs de différents métiers, chacun d'eux isolément ne sachant ni ne pouvant le produire. Encore plus tard, nombre des plus difficiles opérations auparavant faites à la main après un long apprentissage sont effectuées par une machine, et la même production est obtenue par des efforts bien moindres, tant physiques qu'intellectuels, de l'ouvrier au travail.

En suivant ce processus nous voyons grandir démesurément la masse des équipements industriels qui naturellement n'appartiennent pas juridiquement au travailleur, de même qu'en général, au stade initial, même les simples ustensiles manuels ne lui appartenaient plus. Mais l'appartenance juridique de ces grands équipements à l'employeur capitaliste n'est pas une condition nécessaire ; nous l'avons prouvé en rappelant qu'avant même que ceux-ci apparaissent, nous avons dans la première manufacture un capitalisme économique et social au sens propre du terme. Il nous reste maintenant à examiner les nombreux cas où, dans l'économie moderne, les équipements productifs ne sont pas la propriété juridique du propriétaire de l'entreprise. Il nous suffit pour l'instant de rappeler les locations, concessions, adjudications, etc. dans l'industrie ainsi que le grand bail de fermage capitaliste dans l'agriculture.

La véritable circonstance qui nous fait constater l'avènement du capitalisme réside donc, outre l'accumulation primitive, dans la « séparation violente du producteur d'avec ses outils et les produits de son travail » ³.

³ Traduit de l'italien. Nous n'avons pas retrouvé la citation exacte.

Le capitalisme, économiquement et socialement, apparaît comme une destruction de la faculté d'appropriation *des produits* de la part des travailleurs, et comme une appropriation de ceux-ci de la part des capitalistes.

Avec la perte de tout droit sur les biens produits, le travailleur perdit évidemment tous ses droits sur les outils, les matières premières et le lieu de travail. De tels droits étaient un rapport de propriété individuelle que le capitalisme a détruit pour y substituer un nouveau droit d'appropriation, de propriété, qui *nécessairement* est un droit sur les produits du travail mais qui n'est pas nécessairement pour autant un droit sur les moyens de production. Le titre de propriété juridique de ces derniers peut changer sans que l'entreprise perde son caractère capitaliste. De plus, le nouveau type d'appropriation n'est pas *nécessairement* - c'est-à-dire pour que l'on ait le droit de parler de capitalisme au sens marxiste - un droit de type *individuel* et personnel, comme c'était au contraire le cas dans l'économie artisanale qui ne dépassait que rarement les limites familiales.

Le capitalisme, chez Marx - puisque nous ne faisons qu'exposer la doctrine telle qu'elle a toujours été professée - est non seulement instituée par une *expropriation*, mais il fonde une économie et donc un type de propriété *sociales*. Nous pouvions parler au sens classique de propriété personnelle quand la possibilité existait de réunir tous les actes productifs et économiques sous le titre de propriété d'un seul individu, mais lorsque le travail devient fonction collective et associée de nombreux producteurs - caractère fondamental et indispensable du capitalisme - la propriété sur la totalité de la nouvelle entreprise est un fait de portée et d'ordre social même si l'intitulé légal ne mentionne qu'une seule personne.

Cette conception, essentielle dans le marxisme, débouche directement sur celle de lutte et d'antagonisme de classe inhérents au système capitaliste. L'appropriation des produits de la part de l'employeur qui fait face non plus à des esclaves et à des serfs mais à des travailleurs salariés « libres », est un rapport qui se déplace dans le domaine social et qui n'intéresse plus seulement l'unique patron et ses cent ouvriers, mais toute la classe ouvrière opposée au nouveau système de domination et à la force politique que ce système a fondé avec le nouveau type d'État. Cette fonction sociale se lit clairement dans la loi marxiste de l'accumulation et de la reproduction élargie du capital. Le maître d'esclaves et le seigneur terrien féo-

dal tiraient du surtravail fourni par leurs dépendants leur revenu personnel, mais ils pouvaient très bien le consommer entièrement sans que le système économique cesse de fonctionner à l'échelle sociale. La part des produits de leur travail laissée aux esclaves et aux serfs suffisait à les faire survivre et à perpétuer le système. Pour cette raison le droit de propriété du maître des esclaves et des serfs de la glèbe est un véritable droit individuel. Non moins individuel est celui du paysan libre et de l'artisan qui ne cèdent de surtravail à personne (il n'est pas encore ici question du fisc - et dans ces régimes l'État était « à bon marché ») et qui peuvent consommer tout le produit de leur travail coïncidant avec celui de leur bien réduit à un peu de terre ou à la petite boutique (entendue comme entreprise et non comme local). Le capitalisme tire certes un profit du surtravail non payé de ses ouvriers qui reçoivent seulement ce qui leur suffit pour vivre, mais le trait fondamental de la nouvelle économie ne consiste pas, en théorie et selon la loi écrite, à *pouvoir consommer* individuellement la totalité du produit ; il réside au contraire dans le fait général et social que les capitalistes *doivent réserver* une part toujours plus grande du profit aux nouveaux investissements, à la *reproduction* du capital. Ce fait nouveau et fondamental a plus d'importance que celui du profit consommé par celui qui ne travaille pas. Si ce dernier rapport est plus suggestif et s'est toujours mieux prêté à la contre-propagande sur le terrain juridique ou moral visant les apologistes du régime bourgeois, la loi fondamentale du capitalisme est pour nous la seconde : c'est la destination d'une grande partie du profit à l'accumulation du capital.

Les caractéristiques distinctives de l'apparition de l'économie capitaliste sont donc l'accumulation, aux mains de quelques individus, d'une masse de moyens d'achat avec lesquels on peut acquérir sur le marché matières premières à travailler et instruments, et la suppression pour de larges couches de producteurs autonomes de la possibilité de posséder des matières premières, des instruments et les produits de leur travail.

Dans notre langage marxiste cela sert à expliquer la genèse du capitaliste industriel d'un côté et des masses de travailleurs salariés sans-réserves de l'autre. Et ceci a été, comme nous avons l'habitude de le dire, le résultat d'une révolution économique, sociale et politique.

Nous ne prétendons pas cependant que les bourgeois et les nouveaux capitalistes auraient réalisé tout ce procès en conquérant le pouvoir dans une guerre civile, puis en promulguant une loi déclarant qu'il est interdit à toute personne qui n'appartient pas à la classe capitaliste victorieuse d'acheter des matières premières, des outils, et des machines, puis de vendre des produits manufacturés. Les choses se sont passées bien autrement. Aujourd'hui encore, non seulement il n'est pas interdit par la loi d'être artisan, mais, alors que l'accumulation capitaliste accélère sous nos yeux son rythme véritablement infernal, nous voyons les fascistes, les socialistes nationaux et les sociaux-chrétiens rivaliser dans l'apologie de l'économie artisanale en communiant avec le vieux *béguin* ⁴ des mazziniens. Et il faut en dire autant du producteur agricole autonome, propriétaire de son lopin de terre.

Le véritable procès de l'accumulation primitive fut tout autre et l'on peut le présenter avec le langage de la philosophie et de l'éthique courante, avec celui du droit positif, ou avec celui du marxisme, bien autrement approprié.

La propriété comme droit de disposer du produit de son travail personnel était encore défendue, à l'aube du capitalisme, par des idéologues conservateurs et par des théologiens, et Marx fit la satire de leur embarras devant le transfert de la propriété aux mains de ceux qui n'avaient rien fait. Dans tous les cas toutes leurs théories sur la justification du profit capitaliste par l'épargne, l'abstinence, le travail personnel antérieur, ne réussirent pas à moraliser le fait que le producteur d'épingles ne puisse en mettre une dans sa poche sans se rendre coupable de vol qualifié.

Dans le système juridique contingent le rapport de propriété d'une personne individuelle sur une boutique, une fabrique, un stock de matières à travailler et de produits, n'était exclu ni par les vieux codes du régime féodal ni par ceux qu'élabora la révolution bourgeoise.

Le rapport économique et social est cependant élucidé à la lumière du marxisme par la considération de la valeur du produit mise en rapport avec la quantité de force de travail nécessaire pour l'obtenir. Si dans la manufacture tel produit

⁴ En français dans le texte.

s'obtient en quatre heures alors que l'artisan l'obtient en huit, l'artisan, fort de son plein droit de propriété, pourra le porter au marché, mais il en retirera un prix réduit de moitié avec lequel il ne pourra pas acquérir les subsistances de sa journée. Ne pouvant physiquement travailler seize heures par jour pour équilibrer son bilan, il sera contraint d'accepter les conditions du capitaliste, c'est-à-dire travailler, disons, douze heures pour celui-ci et de lui laisser les produits, recevant en salaire l'équivalent de six heures de travail, avec lequel il pourra vivre, serait-ce plus misérablement.

Cette transition brutale et féroce contient en soi la condition nécessaire pour le progrès de la technique productive : c'est seulement en retirant à l'artisan asservi au capital cette marge de valeur due à sa force de travail que l'on peut créer les bases sociales de l'accumulation du capital, fait économique qui accompagne le fait technique de la diffusion des équipements et moyens de production caractéristiques de la nouvelle époque scientifique et mécanique.

Pourquoi donc l'affirmation du nouveau système de production et d'appropriation des fruits du travail dut-elle (pour triompher) briser certains obstacles dans les formes de la production, c'est-à-dire dans les rapports de propriété de l'ancien régime ? Parce qu'il existait une série de sanctions et de normes limitatives contraires aux nouvelles exigences, c'est-à-dire à la liberté de mouvement des capitalistes et à la disponibilité d'une offre massive de travail salarié. D'un côté, le monopole du pouvoir étatique de la part des ordres de la noblesse et du clergé exposait les premiers accumulateurs de capital, marchands, usuriers ou banquiers, au risque de vexations continuelles et parfois de spoliations, de l'autre les lois et règlements des corporations laissaient aux organismes des maîtres artisans des villes le privilège du monopole sur la production de certains articles manufacturés et donc sur leur vente dans certains territoires. Et les masses des travailleurs de l'industrie n'auraient pas pu se former si le lien des serfs avec la glèbe et celui des commis et maîtres artisans ruinés avec les boutiques n'avait pas été rompu.

La révolution ne conduisit donc pas à un nouveau code positif de la propriété mais fut indispensable pour abolir les vieilles lois féodales qui encadraient les rapports de production et de commerce dans les campagnes et dans les villes.

En considérant le système capitaliste comme opposé au régime féodal sur les ruines duquel il surgit, nous ne devons pas voir comme son acte principal la fondation d'un nouveau droit de propriété attribué à une personne physique ou juridique sur les machines, les fabriques, les chemins de fer, les canaux ou autres choses,.

Nous devons voir au contraire clairement quelles sont les lignes distinctives, le véritable signalement de l'économie capitaliste, sans cela nous ne pourrions pas suivre avec sûreté le procès de son évolution et juger les caractères de son dépassement.

Par rapport à l'évolution des rapports de propriété, et en restant pour l'instant dans le domaine du droit de propriété sur les biens meubles - puisque nous allons traiter tout de suite après de la propriété du sol et des équipements durables - les caractéristiques essentielles et nécessaires du capitalisme sont les suivantes :

Premièrement. L'existence d'une économie de marché sur lequel les travailleurs doivent acquérir tous leurs moyens de subsistance au sens large.

Deuxièmement. L'impossibilité pour les travailleurs de s'approprier et de porter directement sur le marché les biens meubles constitués par les produits de leur travail, c'est-à-dire l'interdiction de la propriété personnelle du travailleur sur son produit.

Troisièmement. Le paiement aux travailleurs de moyens d'achat et plus généralement de biens et de services dans une mesure inférieure à la valeur ajoutée par eux aux produits et l'investissement d'une grande partie de cet excédent dans de nouveaux équipements (accumulation).

En se fondant sur ces critères de base il faut se demander si le titre de propriété personnel sur la fabrique et sur les équipements productifs est indispensable à l'existence du capitalisme, et si non seulement il ne pourrait pas exister une économie purement capitaliste sans une telle propriété mais même si, dans certaines phases, il ne convient pas au capitalisme de la dissimuler sous d'autres formes.

Une telle enquête doit avoir pour prémisse quelques précisions notables sur l'importance économique et l'évolution juridique du droit de propriété sur le sol, sur ce qui est au dessous et au-dessus de lui, de la part des personnes et des sociétés privées à l'époque contemporaine.

Chapitre III. LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Les termes de la revendication socialiste

[Retour à la table des matières](#)

[La lutte de la classe des salariés contre la bourgeoisie capitaliste a pour objectif, en conservant la division technique du travail et la concentration des forces productives créée par le capitalisme, d'abolir, en même temps que l'appropriation patronale du produit et que la propriété privée des moyens de production et d'échange, le système de production par entreprises et celui de la distribution mercantile et monétaire, puisque c'est seulement en supprimant de telles formes que le système d'exploitation et d'oppression que constitue le salariat peut disparaître.]

Avant d'entrer dans le sujet de cette recherche concernant les institutions juridiques de la propriété qui accompagnent l'économie capitaliste dans son cours historique, il est cependant nécessaire de rappeler encore quels ont toujours été les véritables termes de la grande revendication socialiste.

Celle-ci consiste historiquement, en laissant de côté les allusions littéraires et philosophiques au communisme des biens qu'on trouve dans les régimes prébourgeois depuis l'antiquité et qui se rattachaient eux aussi à des reflets particuliers des bouleversements de classe, dans le mouvement qui dès son origine part à l'assaut des pivots sociaux du régime et du système capitaliste. Mouvement de critique et de combat dont la forme complète n'est pas séparable de l'intervention effective

dans les luttes sociales de la classe ouvrière salariée et de son organisation en parti de classe international faisant sienne la doctrine du *Manifeste des communistes* et de Marx.

La revendication socialiste, des millions de fois énoncée dans les pages des volumes de théorie ou dans les modestes paroles de discours et brochures de propagande, ne peut pas être vivante et effective si on ne lui applique pas la méthode dialectique du marxisme, en même temps dans sa simplicité directe et dans sa puissante profondeur.

Le cri de protestation contre les absurdités, les injustices, les inégalités, les infamies dont est fait le capitalisme ne suffit pas à édifier la revendication socialiste prolétarienne. En ce sens, les innombrables positions pseudo-socialistes ou semi-socialistes de philanthropes humanitaires, d'utopistes, de libertaires, d'apôtres plus ou moins excités par de nouvelles éthiques et mystiques sociales furent insuffisantes.

Le cri du prolétariat et du marxisme adressé au régime bourgeois n'est pas un « vade retro Satana ! ». Il est en même temps un cri de bienvenue puis, à une époque historique donnée, une offre d'alliance et enfin une déclaration de guerre et une sentence de destruction. Position incompréhensible à tous ceux qui fondent l'explication de l'histoire et de ses luttes sur des croyances religieuses et des systèmes moraux, comme en général sur des méthodes non scientifiques et même inconsciemment métaphysiques, cherchant en chaque événement et en chaque stade de l'histoire de la société humaine le jeu de critères fixes dûment affublés de majuscules comme le Bien, le Mal, la Justice, la Violence, la Liberté, l'Autorité...

Parmi les traits de l'organisation sociale que le capitalisme a mis en place par son avènement, certains sont des acquisitions que le socialisme prolétarien non seulement accepte, mais sans lesquelles il ne pourrait pas exister, d'autres sont des formes et des structures qu'il se propose d'anéantir après qu'elles se soient développées.

Ses revendications doivent être donc définies en rapport avec différents points en lesquels nous avons réordonné les éléments typiques, les caractères distinctifs

du capitalisme au moment de sa victoire. Celle-ci est une révolution et une pré-misse historique générale à l'avènement du régime pour lequel les socialistes luttent. La prise de position anticapitaliste presque immédiate, pour radicale et inflexible qu'elle soit, n'a pas le caractère d'une restauration et d'une apologie des conditions et des formes précapitalistes en général. Il faut aujourd'hui rétablir clairement tout ceci, bien qu'il y ait plus d'un siècle que les efforts réitérés de notre école tendent à la même fin, puisqu'à chaque pas de l'histoire de la lutte de classe de dangereuses déviations ont donné lieu à des mouvements et à des doctrines qui falsifiaient de très importantes positions du socialisme révolutionnaire.

Dans le chapitre précédent nous avons d'abord rappelé les caractéristiques technico-organisatives bien connues de la production capitaliste dans son opposition à la production artisanale et féodale. Dans leur ensemble de telles caractéristiques sont conservées et intégralement revendiquées par le mouvement socialiste. La collaboration de nombreux ouvriers dans la production d'un même type d'objet, la division progressive du travail, c'est-à-dire la répartition des travailleurs entre les différentes phases successives de l'élaboration qui finit par produire un même objet, l'introduction dans la technique productive de toutes les ressources de la science appliquée, avec les machines motrices et opératrices, toutes ces choses sont des apports de l'époque capitaliste auxquels on ne se propose certes pas de renoncer et qui seront même la base de la nouvelle organisation socialiste. La libération des procédés techniques du mystère, du secret et de l'exclusivité des corporations, base sûre, dans la vision déterministe, du difficile développement de la science hors des antiques entraves des sorcelleries, des religions et manies philosophiques, etc. est une acquisition tout aussi importante et irrévocable. La démonstration du fait que la bourgeoisie a réalisé ces apports avec des méthodes accablantes et barbares, en précipitant les masses productives dans la misère et l'esclavage du salariat, reste toujours fondamentale. Mais ce n'est certes pas pour cette raison que nous proposons le retour à la libre production de l'artisan autonome.

Au moment où ce dernier ainsi que le petit paysan étaient dépouillés de toute possession et réduits à l'état d'ouvriers salariés, ils s'appauvrirent et leurs résistances étaient surmontées par la violence. Mais les nouveaux critères d'organisation de l'effort productif permettaient d'en accroître le résultat et le rendement

dans un sens social. A l'échelle sociale, malgré les prélèvements du patron industriel, les masses furent mises en mesure de satisfaire avec le même temps de travail des besoins nouveaux et plus variés ⁵. Avant même de considérer les énormes avantages du point de vue du rendement productif auquel aboutirent la division du travail et le machinisme, nous retenons comme un avantage définitif, auquel il n'est pas question de renoncer, la simple économie de transports, d'opérations commerciales et de gestion à laquelle aboutit la manufacture par rapport aux simples boutiques. Tout artisan était son propre comptable, caissier, placier et commis, avec un énorme gaspillage de temps de travail, alors que dans les grandes usines un seul employé accomplit ces mêmes services pour cent ouvriers. Toute proposition de revenir à une fragmentation des forces productives concentrées par le capital est, pour les socialistes, réactionnaire. Et nous parlons des forces productives non seulement à propos des hommes chargés du travail, dont nous venons de parler, mais naturellement des masses de matières premières à travailler et déjà travaillées, des instruments de travail, et de tous les complexes équipements modernes utiles à la production en masse et en série.

Que n'apparaisse pas comme une digression le fait de remarquer que l'acceptation par la revendication socialiste de la progressive concentration des équipements et des locaux de travail, en opposition à l'économie basée sur la petite entreprise, ne signifie pas du tout l'acceptation de cette conséquence du système capitaliste qu'est l'industrialisation technique accélérée de certaines zones en laissant les autres dans des conditions arriérées, tant comme rapport de pays à pays que de ville à campagne. Ce rapport subsiste historiquement tant que le régime bourgeois n'a pas été jusqu'au bout de sa phase de spoliation et de réduction des anciennes classes productives au rang de salariés sans-réserves. Dialectiquement, la revendication socialiste ne peut pas ne pas s'appuyer sur la fonction révolutionnaire dirigeante des ouvriers que le capitalisme a urbanisés en masses imposantes,

⁵ Dans une autre partie de cette même revue, le lecteur pourra trouver les termes authentiques de la thèse de Marx sur la misère croissante, qui ne contredit pas la loi sur l'augmentation du taux du salaire réel, dans l'exposé explicatif du texte fondamental de l'économie marxiste. (Note de Bordiga). [Cette note fait référence aux *Éléments d'économie marxiste*, traduits en français par la revue *Programme communiste* (n^{os} 2, 3, 4). (Note des traducteurs).]

mais elle tend à la diffusion dans tous les territoires des ressources techniques modernes et de la vie moderne plus riche en manifestations comme c'est énoncé dès le *Manifeste*, au point 9 du programme immédiat : « mesures tendant à supprimer progressivement l'opposition ville-campagne » ⁶ - sans contradiction avec toutes les autres mesures de caractère nettement centralisatrices du point de vue de l'organisation. Le même critère guide la prise de position socialiste à propos des rapports entre métropoles et colonies ; on veut soustraire les dernières à l'exploitation des premières sans oublier que seul le capitalisme et son développement pouvaient permettre d'accélérer de plusieurs siècles ce résultat, bien que dans ce domaine il ait dépassé toutes limites dans l'emploi de méthodes impitoyables de conquête.

Héritant donc de la révolution capitaliste l'énorme développement des forces productives, les socialistes se proposent de bouleverser l'édifice correspondant de *formes* et de *rapports* de production qui se reflète dans les institutions juridiques, ceci après avoir accepté que les prolétaires, le quart état, combattissent en alliance avec la bourgeoisie quand celle-ci brisa les formes et les institutions du régime précédent pour fonder et consolider les siennes propres et pour les répandre tant dans le monde avancé que dans le monde arriéré. Mais dans quel sens précis notre revendication historique comporte-t-elle la démolition et le dépassement de ces formes ?

La révolution productive capitaliste a séparé violemment les travailleurs de leur produit, de leur instrument de travail, de tous les moyens de la production, en ce sens qu'elle a supprimé leur droit d'en disposer directement, individuellement. Le socialisme condamne cette spoliation, mais il ne postule certes pas de restituer à chaque artisan son outil et l'objet de consommation qu'il a fabriqué avec cet outil pour qu'il aille sur le marché l'échanger contre des moyens de subsistance. En un certain sens la séparation brutalement réalisée par le capitalisme est historiquement définitive. Mais dans notre perspective dialectique une telle séparation sera dépassée sur un plan supérieur et plus vaste. L'outil et le produit étaient à la disposition individuelle de l'artisan libre et autonome ; ils sont passés à la disposi-

⁶ Cf. *Manifeste du parti communiste*, éditions sociales, 1972, p. 87 (texte bilingue).

tion du patron capitaliste. Ils devront revenir à la disposition de la *classe* des producteurs. Ce sera une disposition sociale et non plus individuelle ni même corporative. Ce ne sera plus une forme de propriété mais d'organisation technique générale, et si nous voulions dès maintenant affiner la formule en anticipant sur le développement nous devrions parler d'une disposition de la part de la société et non d'une classe puisqu'une telle organisation tend vers un type de société sans classes.

De toutes façons, sans pour l'instant parler de disposition et de « propriété » de la part de l'individu sur l'objet à consommer, nous ne pouvons pas inclure dans la revendication socialiste l'arbitraire personnel du travailleur sur l'objet qu'il a fabriqué.

Si en régime bourgeois l'ouvrier d'une usine de chaussures en emporte une paire, il n'évitera pas la prison en démontrant qu'elle correspond bien à sa pointure et ce sera encore pire s'il entend au contraire la vendre pour avoir, disons, du pain. Le socialisme ne consistera pas à permettre que le travailleur sorte avec une paire de chaussures en bandoulière, mais non pas parce que les chaussures auraient été volées au patron, mais plutôt parce que cela serait un système ridiculement lent et pesant de distribution des chaussures à tous. Et avant de voir là un problème de droit ou de morale, qu'on y voie un problème concrètement technique ; il suffira pour s'en convaincre de penser aux travailleurs d'une fabrique de roues de chemins de fer, ou, pour illustrer avec des exemples évidents les révolutions auxquelles conduit l'innovation tant dans la technique que dans la vie, à ceux qui travaillent dans une centrale électrique ou dans une station émettrice de radio et qui n'ont aucune raison, comme dans cent autres cas, d'être fouillés à la sortie...

Or la question du droit de propriété sur le produit fini ou même semi-fini est en réalité la question cruciale, et elle est beaucoup plus importante que celle du droit de propriété sur l'instrument de production, sur la fabrique, l'usine ou quelque équipement que ce soit.

La véritable caractéristique du capitalisme est l'attribution à un patron privé des produits et de la faculté qui s'ensuit de les vendre sur le marché. En général, au début de l'époque bourgeoise, cette attribution dérivait de celle de l'usine, de la

fabrique, de l'établissement à un propriétaire privé, le capitaliste industriel, sous une forme juridique analogue à celle qui attribue la propriété du sol agricole ou des maisons.

Mais une telle propriété privée individuelle est un fait statique, formel, elle est le masque du véritable rapport qui nous intéresse, qui est dynamique et dialectique et qui réside dans la nature du mouvement productif, dans l'enchaînement des cycles économiques incessants.

Par conséquent, la revendication socialiste, tandis qu'elle devait accepter la substitution du travail associé au travail individuel, proposa de supprimer l'attribution en possession privée des produits du travail collectif à un propriétaire unique, chef de l'entreprise, libre de les vendre à son gré. Logiquement, elle exprima un tel postulat relatif à l'ensemble de la dynamique économique comme étant l'abolition du libre droit privé de l'industriel sur les équipements productifs.

Une telle formulation est cependant incomplète, même sur le plan auquel nous nous limitons dans ce paragraphe, c'est-à-dire celui du contenu négatif et destructeur de la position économique socialiste, sans aborder encore le type d'organisation de la production et de la distribution en régime socialiste, et le chemin à parcourir pour y arriver dans le domaine des mesures économiques et de la lutte politique.

La formulation est incomplète dans la mesure où, après avoir expliqué qu'on veut dépasser la forme d'attribution de tous les produits fabriqués dans une entreprise complexe à un propriétaire unique de cette dernière et de ces produits, elle ne dit pas ce qu'on veut qu'il advienne des autres formes propres à l'économie capitaliste.

En effet, l'économie capitaliste ne fut rendue possible que dans la mesure où la séparation des travailleurs d'avec leurs moyens de production et les produits de leur travail trouva un mécanisme de distribution mercantile déjà en action, de telle façon que le capitaliste pût porter les produits sur le marché et créer le système du salariat en donnant aux ouvriers une partie du gain pour qu'ils se procurent leurs moyens de subsistance sur ce même marché. L'artisan avait recours au marché

comme vendeur et acheteur, le salarié ne peut le faire que comme acheteur et avec des moyens limités par la loi de la survaleur.

La revendication socialiste consiste classiquement en l'abolition du salariat. Seule l'abolition du salariat implique l'abolition du capitalisme. Mais le socialisme, ne pouvant pas abolir le salariat au sens de redonner au travailleur l'absurde figure rétrograde de vendeur de son produit sur le marché, revendique dès les premiers temps *l'abolition de l'économie de marché*.

Le cadre mercantile de la distribution a précédé, comme nous l'avons déjà rappelé, le capitalisme et il a englobé toutes les précédentes économies différenciées, en remontant jusqu'à celle où existait un marché de personnes humaines (esclavagisme).

Économie mercantile moderne veut dire économie monétaire. La revendication anti-mercantile du socialisme implique donc l'abolition de la monnaie non seulement comme moyen pratique de formation des capitaux mais comme moyen d'échange.

Dans un cadre de distribution mercantile et monétaire, le capitalisme tend inévitablement à renaître. Si ce n'était pas vrai, il conviendrait de déchirer toutes les pages du *Capital* de Marx.

L'argumentation anti-mercantile se trouve dans tous les textes du marxisme et spécialement dans les polémiques de Marx contre Proudhon et contre toutes les formes de socialisme petit-bourgeois. C'est le mérite du programme communiste rédigé par Boukharine, si prolixe soit-il, d'avoir remis en pleine lumière cette thèse au plus haut point vitale.

Mais à la fin du précédent paragraphe nous avons ajouté un troisième trait distinctif du capitalisme par rapport aux régimes qu'il vainquit : la soustraction au produit de l'effort productif des travailleurs d'une forte quote-part allant au profit patronal et surtout la destination d'une part importante de celle-ci à l'accumulation de nouveau capital.

Il est évident que la revendication socialiste, si elle voulait ôter au patron bourgeois le droit de disposer du produit et de le porter au marché, lui ôtait le droit sur la propriété de la fabrique et en même temps aussi la possibilité de disposer de la survalueur et du profit. Il y a plus d'un siècle, elle proclama que l'on pouvait abolir le salariat et que cela signifiait : dépasser le type d'économie de marché connu jusqu'alors. En détruisant le marché des produits sur lequel arrivait timidement le petit artisan médiéval avec quelques articles manufacturés et sur lequel les produits du travail associé moderne arrivent en revêtant le caractère capitaliste de marchandises, il est non moins clair que l'on détruit aussi le marché des instruments de production et le marché des capitaux et donc l'accumulation du capital.

Mais tout ceci ne suffit pas encore.

Nous avons déjà dit que dans le procès de l'accumulation il y a une dimension sociale. Nous avons rappelé que dans la propagande sentimentale - et qui de nous socialistes n'en a pas abusé ?... - nous mettions en avant, au regard d'une abstraite justice distributive, l'iniquité du prélèvement de la survalueur qui allait à la consommation du capitaliste ou de sa famille, ce qui lui assurait un niveau de vie bien supérieur à celui des travailleurs. Abolition du profit, clamions-nous donc et c'était parfaitement juste. Aussi juste qu'insuffisant. Les économistes bourgeois nous refont le même compte depuis cent ans suivant lequel, en divisant la totalité du revenu national d'un pays par le nombre de citoyens on obtient un revenu à peine supérieur à celui de l'humble ouvrier. Le compte est exact mais la réfutation est aussi vieille que le système socialiste, même si jamais un Pareto ou un Einaudi ne sera capable de la comprendre.

Les diverses réserves que fait le capitaliste avant de prélever son dernier bénéfice qui lui permet de s'amuser, ont dans une certaine mesure un but rationnel et social. Même une économie collective devra mettre de côté des produits et des instruments en proportion suffisante pour conserver et faire progresser l'organisation sociale. En un certain sens existera une accumulation sociale.

Nous, socialistes, dirons-nous que nous voulons substituer l'accumulation sociale à l'accumulation personnelle privée ? Ce ne serait pas encore ça. Si la

consommation de la part du capitaliste d'une partie de la survaleur est un fait privé, dont nous demandons l'abolition, mais qui est quantitativement de peu de poids, l'accumulation *même capitaliste* est déjà un fait social et un facteur tendanciellement utile à tous sur le plan social.

Les vieilles économies qui se contentaient de thésauriser sont restées immobiles pendant des millénaires entiers, l'économie capitaliste qui accumule a, en quelques décennies, centuplé les forces productives, travaillant ainsi pour notre révolution.

Mais l'*anarchie* que Marx impute au régime capitaliste réside dans le fait que le capitaliste accumule par *entreprises*, par *firmes* qui se meuvent et vivent dans un milieu *mercantile*.

Ce système, et nous étudierons mieux par la suite cette thèse technico-économique ardue mais centrale dans quelques exemples, ne s'efforce qu'à s'organiser en fonction du maximum de profit *de l'entreprise*, ce qui bien des fois ne se réalise qu'en soustrayant des profits à d'autres entreprises. Au départ, et là les économistes classiques de l'école bourgeoise avaient raison, la supériorité de la grande entreprise organisée sur la *super-anarchie* de la petite production conduisait à un rendement tellement plus important que, outre le profit du capitaliste individuel et des réserves optimales pour de nouveaux équipements et de nouveaux progrès, l'ouvrier de l'industrie évoluée posait sur sa table des plats ignorés du petit artisan.

Mais au cours du développement chaque entreprise, fermée sur elle-même, avec sa comptabilité mercantile de versements et de recettes, recherchant le profit maximum, les problèmes de rendement général du travail humain sont mal résolus ou carrément à l'envers.

Le système capitaliste empêche de poser le problème de maximiser non pas le *profit* mais le *produit* à égalité d'effort et de temps de travail, de telle façon qu'une fois prélevées les quotes-parts réservées à l'accumulation sociale, on puisse élever la consommation et réduire le travail, l'effort productif, l'obligation de travail. Seulement préoccupé d'écouler le produit de l'entreprise à un prix élevé et de

payer à bas prix les produits des autres entreprises, le système capitaliste ne peut atteindre l'adéquation globale de la production et de la consommation et se précipite dans des crises successives.

La revendication socialiste se propose donc d'abattre non seulement le droit et l'économie de la *propriété privée* mais en même temps l'*économie de marché* et l'*économie d'entreprise*.

C'est seulement quand on ira dans la direction menant au dépassement de ces trois formes de l'économie actuelle : propriété privée sur les produits, marché monétaire et organisation de la production par entreprises, qu'on pourra dire qu'on va vers l'organisation socialiste.

Il s'agit dans la suite de voir qu'en en supprimant un seul terme, la revendication socialiste s'effondre. Le critère de l'économie privée individuelle et personnelle peut être largement dépassé, y compris en plein capitalisme. Nous combattons le capitalisme en tant que classe et non seulement les capitalistes en tant qu'individus. Il y a capitalisme chaque fois que les produits sont apportés au marché ou de quelque façon « comptabilisés » à l'actif de l'entreprise entendue comme îlot économique distinct, serait-il vaste, tandis que les rétributions du travail sont portées à son passif.

L'économie bourgeoise est une économie en partie double. L'individu bourgeois n'est pas un être humain, c'est une firme. Nous voulons détruire toute firme. Nous voulons supprimer l'économie en partie double, fonder l'économie en partie simple que l'histoire connaît depuis que le troglodyte sortit cueillir autant de noix de cocos qu'il avait de compagnons dans sa caverne et en n'utilisant que ses bras.

Tout ceci nous le savions dès 1848, ce qui ne nous empêche pas de le répéter avec une ardeur juvénile.

Nous verrons qu'en cent années de nombreuses choses se sont produites dans le jeu des rapports que nous avons considérés, toutes choses qui nous ont rendus encore plus durs dans l'affirmation de ces mêmes thèses.

Non sans avoir averti le lecteur que, dans le système socialiste, même le pronom le plus courant devient pronom social.

Chapitre IV. LA PROPRIÉTÉ RURALE

La révolution bourgeoise et la propriété des biens immeubles

[Retour à la table des matières](#)

[À l'époque précapitaliste, la possession de la terre est répartie entre la forme communautaire, la forme féodale, et la forme privée libre. Le capital mobilier, en conquérant le droit d'acquérir des biens immeubles, regroupe dans les mains de la bourgeoisie dominante les trois formes d'exploitation : rente foncière, intérêt de l'argent avancé, profit d'entreprise.]

Dans l'acception courante, on appelle biens immeubles, la terre et les constructions et équipements que l'homme a édifiés sur elle et que l'on ne peut pas transporter d'un lieu à un autre. A l'époque de l'avènement du régime capitaliste, la propriété immobilière avait principalement pour objet les terrains agricoles, les bâtiments d'habitation, les bâtiments de production ; et c'est seulement ensuite qu'avec la diffusion des outillages fixes ou transportables, puis des réseaux de communication, de transport, de transmission et distribution d'énergies diverses que l'on eut des cas toujours plus complexes où la distinction technique, sociale et juridique entre biens immeubles et meubles donne lieu à de plus grandes subtilités.

Pour plus de clarté nous nous arrêterons d'abord sur la propriété du sol. La distribution de celle-ci dans les derniers temps du régime féodal était plutôt complexe puisqu'il y avait une zone de domaine collectif appartenant aux communes ou à l'Etat, des grands fiefs attribués par les pouvoirs politiques centraux aux familles de la noblesse, et même des petites possessions indépendantes d'agri-

culteurs. La première forme découlait de très anciens modes de gestion communistes de la terre soumis à de continuelles attaques de la part des seigneurs, des paysans et de la bourgeoisie naissante ; elle tirait principalement son origine des peuples et des systèmes de droit germanique où, à l'époque des migrations et invasions vers le sud, elle se développa en féodalisme militaire et dynastique.

La troisième forme de la petite possession autonome dérivait de l'empire et du droit romains dans la mesure où l'organisation de Rome, dans la mère patrie et dans les pays conquis, se fondait sur la répartition des terres agricoles entre les citoyens libres, soldats en temps de guerre, alors que d'autres lots de terre beaucoup plus grands restaient la propriété du patriciat qui les exploitait grâce au travail de masses d'esclaves privés de droits politiques mais aussi exempts de l'obligation du service militaire. Dans le système romain, en l'absence tant de la gestion en commun de la terre que de l'institution d'un droit souverain qui pût la faire passer arbitrairement d'un seigneur à l'autre, mis à part le contrôle de l'État dans le partage des territoires occupés, on était parvenu à une délimitation et parcellisation précises des propriétés foncières, classiquement disciplinées par le droit civil en vigueur dans tout l'empire et historiquement organisées jusque dans l'empire d'Orient. Après avoir ainsi mis l'accent sur deux formes collatérales de la propriété féodale, observons maintenant quelles sont ses caractéristiques. C'est le chef militaire vainqueur, l'élus d'un groupe de chefs et de princes alliés, puis le monarque absolu ainsi que la hiérarchie ecclésiastique qui effectuent les assignations et répartitions de l'autorité entre les différents seigneurs et vassaux distribués eux-mêmes en ordres hiérarchiques successifs, fixant ou même changeant fréquemment et arbitrairement les limites des circonscriptions. À l'intérieur de ces formes plus ou moins enchevêtrées, tout l'échafaudage de seigneurs, de guerriers et d'ecclésiastiques vit du travail de la masse paysanne contrainte à ne pas abandonner le fief auquel elle appartient.

Dans ce système social, comme Marx l'observe plusieurs fois, plus que le rapport juridique entre le propriétaire et la terre prévaut le rapport entre le titulaire du fief, et du titre nobiliaire qui l'accompagne, et la masse des familles de ses serfs. C'est moins d'avoir beaucoup de terres que de nombreux serfs qui intéresse le seigneur puisqu'il dispose d'une certaine partie du produit du travail de ces derniers. Un autre axe de l'organisation féodale est le fait que le seigneur, quelle que

soit sa gestion économique, ne peut pas perdre son fief ; celui-ci n'est pas aliénable, ne peut pas être exproprié et le système du majorat en évite même la subdivision lors des héritages, ce qui au contraire était une institution importante dans le système romain. Par conséquent, et au moins pour ce qui concerne les énormes étendues de terre, objets d'investiture féodale, il n'y a pas de *marché* foncier, la terre ne peut pas être échangée contre de l'argent.

Cette appréciation du régime pré-bourgeois dont nous partirons pour évaluer la position du capital triomphant vis-à-vis de la propriété foncière est fondamentale dans l'analyse marxiste. On lit dans le chapitre XXIV du *Capital*, en référence à l'époque de la servitude de la glèbe :

« Dans tous les pays d'Europe, la production féodale est caractérisée par le partage des terres entre le plus grand nombre possible de gens assujettis au seigneur. Le pouvoir du seigneur féodal, comme celui de tout souverain, ne se mesurait pas à la longueur du rôle ou étaient consignées ses rentes, mais au nombre de ses hommes, lequel dépendait à son tour du nombre de paysans exploitant eux-mêmes leur terre ». ⁷

Comme nous ne voudrions pas que les développements que nous tirerons de ces prémisses semblent nouveaux ou originaux, nous rappelons également, à propos du rapport entre le sol et la monnaie, un passage fondamental du chapitre II :

« Souvent les hommes ont fait de l'homme même, en la figure de l'esclave, le matériau-monnaie originel, mais jamais de la terre. Une telle idée ne pouvait germer que dans une société bourgeoise déjà mûre. Elle date du dernier tiers du XVII^e siècle, et sa mise en oeuvre à l'échelle d'une nation ne fut tentée qu'un siècle plus tard, au cours de la révolution bourgeoise des Français. » ⁸

⁷ *Le Capital*, Livre I, PUF, 1993, p.807-808 (trad. J.-P. Lefebvre). MEW, Dietz Verlag, Berlin, t. 23, p.745.

⁸ *Le Capital*, id., p. 101. Traduction revue et corrigée par nos soins. Nous donnons ci-après le texte allemand: « Die Menschen haben oft den Menschen selbst in der Gestalt des Sklaven zum ursprünglichen Geldmaterial gemacht, aber niemals den Grund und Boden. Solche Idee konnte nur in bereits ausgebildeter bürgerlicher Gesellschaft aufkommen. Sie datiert vom letzten Drittel des 17. Jahrhunderts, und ihre Ausführung, auf nationalem Maßstab, wurde erst ein Jahrhundert später in der bürgerlichen Revolution der Franzosen versucht. » (MEW, id., p. 104).

Le capital moderne n'est donc pas la même chose que la propriété en général et il ne suffit pas d'abolir celle-ci, en théorie et dans le droit, pour l'avoir vaincu. Le capital est une force sociale dont la dynamique a des aspects bien plus complexes qu'un platonique droit de propriété. Il se présente comme opposé à la propriété foncière traditionnelle, et l'un des principaux éléments de l'antithèse est que la seconde est véritablement personnelle alors que le premier sort des limites des pouvoirs d'un particulier :

« Historiquement, c'est d'abord sous la forme de la monnaie que le capital se présente partout face à la propriété foncière, en tant que fortune en argent, capital commercial et capital usuraire » ⁹

dit Marx au chapitre IV pour établir que la circulation mercantile a pour produit final l'argent et que celui-ci est la première forme sous laquelle apparaît le capital (que nous rencontrerons par la suite comme usine, machines, stock de matières premières, masse salariale). Dans une des notes suggestives du texte il est dit ensuite :

« L'opposition entre le pouvoir de la propriété foncière, reposant sur des rapports personnels de domination et de servitude, et le pouvoir *impersonnel* de l'argent, est bien saisie dans les deux proverbes français : "Nulle terre sans seigneur" et "L'argent n'a pas de maître" ». ¹⁰

La signification de l'économie moderne qui succède ensuite à la destruction des rapports féodaux est contenue dans une autre citation que nous tirerons du chapitre XXII :

« Résultat général : en s'incorporant les deux créateurs primitifs de la richesse, la force de travail et la terre, le capital acquiert une force d'expansion »

⁹ *Le Capital*, id., p. 165. MEW, id., p. 161.

¹⁰ *Le Capital*, id., p. 165. Soulignement de Bordiga. Traduction revue et corrigée par nos soins. Nous donnons ci-après le texte allemand: « Der Gegensatz zwischen der auf persönlichen Knechtschafts- und Herrschaftsverhältnissen beruhenden Macht des Grundeigentums und der unpersönlichen Macht des Geldes ist klar gefasst in den zwei französischen Sprichworten (...) » (MEW, id., p. 161).

sion qui lui permet d'étendre les éléments de son accumulation au-delà des limites apparemment fixées par sa propre grandeur, par la valeur et la masse des moyens de production déjà produits, dans lesquels il a son existence ». ¹¹

Quand ensuite Marx traite avec force détails de la période transitoire qui se situe dans l'histoire anglaise entre la suppression de la servitude médiévale de la glèbe et le démarrage brutal de la grande accumulation capitaliste, qui fonde la richesse bourgeoise sur la diffusion d'une impitoyable misère des masses, une autre note rappelle que la société japonaise contemporaine, avec une organisation féodale de la propriété foncière, flanquée d'une petite propriété rurale très répandue, offrait une image plus fidèle du moyen âge européen que les livres d'histoire imbus de préjugés bourgeois.

Quant aux opportunistes de notre temps qui, dans leur incommensurable bêtise, sont saisis d'horreur chaque fois que les formes médiévales sont sur le point, prétendent-ils, de refaire surface, mettant en danger les *conquêtes de civilisation* de l'époque capitaliste, qui ne savent plus à quelle sauce nous cuisiner les combinaisons bâtardes entre les idéaux de la bourgeoisie et les revendications socialistes, qu'on applique comme un soufflet sur leur face obtuse le trait final de cette note de Marx : « *Il est par trop commode d'être « libéral » aux dépens du Moyen Âge* » ¹².

* * *

Dans les dernières années de l'Ancien Régime, quand la puissance de la bourgeoisie dans le domaine économique est déjà considérable, le capital liquide accumulé dans les mains des marchands et des banquiers exerce une violente pression pour supprimer les obstacles qui l'empêchent de s'emparer des propriétés immobilières. Indubitablement le fait central de l'accumulation capitaliste consiste à stocker, grâce à l'argent entassé, les matières premières qui pourront être livrées au travail des ouvriers salariés et les moyens de subsistances de ces derniers. Mais il faut aussi pour la formation des premières usines disposer de lieux de travail,

¹¹ *Le Capital*, id., p. 676. MEW, id., p. 630-631.

¹² *Le Capital*, id., p. 808. MEW, id., p. 745.

acquérir des bâtiments à transformer en équipements manufacturières et des terrains pour pouvoir les construire. En outre, la nouvelle classe détentrice de richesses est poussée à rivaliser avec les anciens seigneurs féodaux qu'elle aspire à dépasser et à déposséder même des maisons, des palais et de la terre agricole, tandis que les fermiers enrichis tendent à se détacher d'une position de dépendance en acquérant la propriété du bailleur qui leur louait la terre et en dirigeant en patrons absolus l'entreprise agricole qui, comme Marx le note plusieurs fois, est une véritable et authentique industrie.

Toute l'histoire et la littérature même des dernières périodes précédant la révolution bourgeoise est pleine des manifestations de cette lutte que les bourgeois, les enrichis et parvenus ¹³ menèrent pour rivaliser, même en prestige, avec les nobles. Ces derniers, même quand ils sont à court d'argent et qu'ils doivent recourir à des affairistes et à des usuriers pour maintenir l'éclat de leur train de vie, non seulement méprisent et humilient ceux qui vivent de commerce et de trafics, mais le droit en vigueur lui-même les aide à se défendre d'eux, à leur refuser le remboursement des prêts, et la scène du créancier importun auquel les serviteurs du seigneur administrent une volée de bois vert est traditionnelle.

Le Tiers État ne pourra se libérer complètement de cet état de sujétion et d'infériorité qu'avec la conquête révolutionnaire du pouvoir politique avant laquelle c'est en vain qu'il rivalisera stupidement avec la grandeur de ses rivaux de classe en prodiguant les fruits de ses spéculations.

Dans la comédie de Molière *Le bourgeois gentilhomme* nous voyons le marchand qui veut se donner des allures de noble féroce ment ridiculisé. L'auteur le représente berné dans un simulacre de cérémonie d'investiture chevaleresque par une troupe ¹⁴ de bouffons qui lui chantent, en cet espèce d'italien propre à la comedia dell'arte : « Ti star nobile, non star fabbola. Pigliar schiabbola. » ¹⁵. Le

¹³ En français dans le texte.

¹⁴ En français dans le texte.

¹⁵ Molière, **Le Bourgeois gentilhomme**, Acte V, scène I. C'est le mufti qui parle ici et non la troupe de comédiens italiens de la scène 5 (quatrième entrée) comme semble le suggérer Bordiga. Robert Jouany, éditions Garnier, Molière, *Œuvres Complètes*, tome II, p. 912, traduit ainsi en note : « Toi être

bourgeois, comme pour démontrer en anticipant beaucoup la thèse marxiste selon laquelle ce n'est pas le travail qui permet d'accumuler le capital, voudrait faire oublier qu'il a manié le marteau du forgeron et ceindre l'épée du chevalier.

Mais bien vite la classe des capitalistes se vengea des humiliations, des bastonnades et des moqueries en vainquant dans la révolution sociale la classe des nobles et des prêtres, instaura sa propre domination et ne mit plus de frein à l'expansion de ses forces économiques. Le système de la propriété féodale s'effondra alors et l'acquisition des biens immeubles de la part des porteurs de capital monétaire, qui jusqu'ici n'avaient que très difficilement pu satisfaire ce besoin particulier, se répandit de façon irrésistible. Tel fut l'un des caractères les plus importants de la révolution capitaliste qui parvint, toujours dans le style lapidaire de Karl Marx, à « transformer la terre en article de commerce » ¹⁶ et, de même qu'elle put se vanter d'avoir libéré les travailleurs des campagnes de la servitude féodale et les travailleurs des villes des liens corporatifs pour pouvoir en faire ses salariés et ses exploités, elle put également se vanter d'avoir « incorporé la terre au capital » ¹⁷.

Nous pourrions caractériser cette première période de consolidation du capitalisme vainqueur comme période d'immobilisation du capital mobilier, en entendant par immobilisation l'investissement à grande échelle dans l'acquisition de propriétés, de terres agricoles et d'édifices urbains, nécessaire complément économique de la possession des grands moyens industriels de production. Et cette nécessité économique devenait en même temps une nécessité d'ordre politique, puisque pour vaincre complètement les anciens seigneurs et les prétentions de restauration de l'ordre féodal il fallait les humilier aussi dans les positions de prestige qu'ils avaient assumées dans les grandes villes qui étaient nées des effets de l'expansion des formes capitalistes et dans lesquelles cependant rois, courtisans, militaires et ecclésiastiques occupaient les demeures les plus importantes. Mais

noble, et (ceci) pas être fable. Prendre sabre ». Jouany écrit que le mufti parle en sabir, jargon parlé sur les côtes de Méditerranée, mélange d'espagnol, de portugais, d'italien et de maltais. C'était, ajoute-t-il, la langue diplomatique.

¹⁶ *Le Capital*, id., p. 815. MEW, id., p. 752.

¹⁷ *Le Capital*, id., p. 825. MEW, id., p. 761.

c'était pour ces classes une autre prétention à la domination et au prestige que de conserver de très vastes étendues de terre cultivable du pays pour leurs différents buts de luxe, de divertissement, de chasse, de villégiature, de vie religieuse, etc. alors qu'il était urgent pour l'économie bourgeoise de mettre le tout en culture soit en vue d'ultérieurs investissements juteux ou en vue d'intensifier la production de moyens de subsistances nécessaires à l'armée des travailleurs industriels.

Nous avons voulu rappeler cette première période de conquête de la propriété immobilière de la part du capital parce qu'en allant plus avant nous verrons qu'à cette période s'oppose une période ultramoderne où le capital entrepreneur tend au contraire toujours plus à se libérer de la propriété en titre des biens immeubles, puisqu'il peut tout à fait exercer ses fonctions avec une intensité maximale et mener à bien la formation de profits vertigineux sans avoir besoin de détenir en pleine propriété des biens immeubles et sans, d'autre part, avoir le moindre motif historique de craindre que ces biens ne retombent aux mains des classes aristocratiques terriennes désormais disparues.

Dans la période intermédiaire d'un capitalisme stable, qu'il convient d'examiner un peu avant d'en venir à l'analyse de cette troisième période ultramoderne à laquelle, pour la clarté de l'exposition, nous avons fait allusion, les rapports entre propriété et entreprise se présentent de diverses manières. Si cependant on examine attentivement les différentes formes économiques et les forces sociales correspondantes, il apparaît toujours bien clairement que le trait distinctif de l'époque capitaliste doit résider dans l'entreprise et non dans la propriété.

Nous ne pouvons concevoir le bourgeois de la première période, le romantique maître de forges, que comme une sorte de patron unique aux mains duquel les éléments et les facteurs de la production se concentrent. La terre sur laquelle s'élève l'usine lui appartient tout comme la mine qui lui donne le minerai, les bâtiments dans lesquels on le travaille, les machines et les outils. Il achète toutes les matières premières et toutes les matières auxiliaires qui entrent dans la fabrication, ainsi que la force de travail en engageant ses ouvriers. Il est le maître exclusif de tout le produit et le place sur le marché là où il pense que cela lui sera le plus profitable. Il est lui-même un technicien de la branche de production dans laquelle il travaille, mais il rétribue aussi comme employés des techniciens et des

comptables. Dans un premier temps ce qu'on appelle frais généraux est limité puisque l'usine doit tout produire par elle-même, lumière, chaleur, force motrice ; les taxes elles-mêmes que l'on paie à l'État sont très réduites parce que dans les premiers régimes libéraux la bourgeoisie applique pleinement la politique économique du *laissez faire, laissez passer*, et supprime toutes les limites et impôts qui peuvent être un obstacle aux initiatives de production et de commerce. L'enregistrement comptable s'avère donc simple et unitaire et tout le bénéfice résultant de l'excès des recettes sur les dépenses finit dans les poches du capitaliste qui n'a pas besoin d'y prélever les loyers et redevances pour les terrains, les équipements et les bâtiments qu'il utilise. Dans ce cas classique, primitif, le capitaliste dispose aussi de liquidités assez abondantes pour pouvoir être son propre banquier et ne débourse donc pas d'intérêts du capital numéraire dont il a besoin pour ses achats de marchandises et les avances de salaires.

Si nous voulions trouver dans l'agriculture l'équivalent de cette entreprise modèle, nous le trouverions dans le cas où le gérant est également propriétaire foncier du sol, de tout le matériel mort et vif, c'est-à-dire des machines, des instruments, des provisions de semences et d'engrais, des troupeaux de bêtes, etc. ; il dispose en outre d'une encaisse suffisante pour avancer les salaires des travailleurs journaliers ou engagés à l'année. Dans tous ces cas l'unique différence d'actif que le patron réalise à titre de prime entre le fruit de la vente des produits et la somme de toutes les avances, comprend la rente foncière proprement dite de la terre, l'intérêt du capital financier et le profit d'entreprise, éléments économiques que l'on peut considérer comme distincts.

L'économiste bourgeois les considère comme distincts parce qu'il prétend qu'ils naissent de prétendues sources dont chacune est suffisante pour engendrer de la richesse : la terre génératrice de la rente foncière, l'argent générateur d'un intérêt de prêt, l'entreprise génératrice d'un profit qui vient compenser l'activité, la capacité et l'adresse de celui qui a su réunir rationnellement les différents éléments de la production.

Pour l'économie marxiste, toutes ces marges sont produites par le travail humain et représentent la différence d'actif entre la valeur qu'il a produite et la somme inférieure que les salariés ont reçu en échange de leur force de travail.

La distinction entre les différents éléments du profit patronal est cependant une distinction historique, correspondant à une répartition de la survalue extorquée à la classe ouvrière entre le propriétaire foncier, le capitaliste qui prête l'argent et l'entrepreneur.

La distinction est de nature historique parce qu'avant même que ne surgisse l'industrie capitaliste proprement dite occupant des salariés, la terre était susceptible de donner un bénéfice au propriétaire foncier, de même que l'argent en tant que tel pouvait rapporter un intérêt à celui qui en disposait, banquier ou usurier.

Il s'agit maintenant de voir quelle est la véritable caractéristique de la production capitaliste eu égard à ces différents éléments quand ceux-ci, au lieu de se trouver réunis dans les mains d'un titulaire unique, se trouvent séparés ; c'est-à-dire quand sont des personnes différentes le propriétaire juridique du sol ou de la fabrique, le banquier qui avance l'argent, et l'entrepreneur qui, après avoir payé les deux premiers et tous les autres organismes divers, de nature publique ou semi-publique, qui se superposent dans l'économie moderne, reste libre d'encaisser à titre de rétribution et bénéfice le prix de vente des produits qu'il a déversés sur le marché.

Dans tous ces cas, le propriétaire du terrain, de l'aire, des bâtiments et même, dans certains cas, de l'outillage, est rétribué par des taxes locatives appropriées, le banquier qui a avancé l'argent reçoit un intérêt adéquat pour les sommes prêtées, l'Etat et éventuellement d'autres organismes concessionnaires touchent taxes et droits divers, et tout ce qui reste constitue le bénéfice de l'entreprise elle-même que la comptabilité capitaliste tend à mettre faussement en évidence comme quelque chose qui naît après que les différents capitaux, immeubles et meubles, ont déjà été rémunérés.

Le marxisme est venu prouver que cette troisième forme, maquillée par les apologies de classe en indice de progrès, de science, de civilisation, est, plus que les deux autres, toxique et virulente, faisant croître l'exploitation, la spoliation et la misère. Le socialisme est tout entier dans la négation révolutionnaire de l'*entreprise* capitaliste et non dans la conquête de celle-ci par ses employés.

Ces différents éléments et leurs rapports se différencient dans les formes capitalistes modernes de manière très diverse, mais c'est vraiment dans un rapport économique loin d'être nouveau que nous trouvons des entreprises capitalistes auxquelles ne correspond aucune forme de propriété immobilière, ni même, dans certains cas, un siège fixe, des machines et outillages évaluables, alors que néanmoins la dynamique du procès capitaliste subsiste pleinement et dans sa forme la plus pure. Ainsi s'instaure une espèce de divorce entre propriété et capital par lequel le second se mobilise toujours plus et la propriété se dilue, se dissimule, ou se présente même comme propriété d'institutions collectives dans les étatisations, socialisations et nationalisations qu'on prétend faire passer pour des formes de gestion post-capitalistes.

NOTE : le prétendu féodalisme de l'Italie méridionale

[Retour à la table des matières](#)

[La thèse centrale des opportunistes selon laquelle en Italie il y aurait des restes de rapports féodaux prédominants dans l'ensemble du Mezzogiorno reflète pas seulement une tactique politique de compromis et de reniement du socialisme classiste, mais se fonde sur une triple série d'erreurs énormes de fait à propos de la nature de l'économie et des relations sociales féodales, de l'histoire politique du sud de l'Italie et de la situation de l'agriculture méridionale.]

Un formidable et répugnant « pivot » ¹⁸ du pire opportunisme régnant dans le mouvement socialiste et communiste italien est celui de l'existence regrettable et de la survivance du *féodalisme* dans le sud de l'Italie et dans les îles, en particulier à propos de la question rebattue du latifundium agricole méridional, véritable cheval de bataille du cabotinage rhétorique et du maquerellage politique italien. Déduire de cette constatation imaginaire et forgée de toute pièce une tactique poli-

¹⁸ Ital.: *Chiodo*, littéralement: clou.

tique de blocs et de collaboration avec les partis bourgeois radicaux, y compris ceux de l'Italie du Nord (à laquelle ces messieurs concèdent du bout des lèvres le statut de pays capitaliste) au niveau et dans le cadre du fangeux État unitaire de Rome, suffisait et suffirait à les qualifier de renégats de la doctrine et de l'action révolutionnaire. Mais ces gens-là, nos socialo-communistes, champions de la collaboration démocratico-bourgeoise, n'affichent que mépris pour le respect des principes, en revendiquant l'emploi de l'arme générale du compromis et font tout découler de l'appréciation contingente des situations. C'est donc l'occasion de mettre en pleine lumière le fait que leur jugement sur la situation semi-féodale du sud foule aux pieds toute sérieuse connaissance de la situation réelle de l'économie et de l'agriculture méridionales, de ce que sont les caractères distinctifs de la gestion féodale de la terre, et enfin des grands traits des vicissitudes historiques du royaume des Deux-Siciles.

Ce que l'on considère banalement comme une arriération du développement social du Mezzogiorno, à l'image de l'évolution sociale de l'Italie en général, prétendument insuffisante et déficiente, n'a rien à faire avec un retard historique dans l'élimination des institutions féodales, et même là où il présente les fameuses *ré-gions sous-développées*, c'est au contraire un produit direct des pires aspects et effets du devenir capitaliste de l'époque post-féodale en particulier en Europe méditerranéenne. Si nous regardons l'histoire des luttes politiques, il y a peu de pays où, comme dans le Royaume des Deux-Siciles, le féodalisme en tant qu'influence de l'aristocratie foncière fut combattu, affronté et défait par les pouvoirs de l'administration centrale de l'État, tant sous le règne des Bourbons et la domination espagnole que sous les précédentes monarchies, ceci dès le règne de Frédéric de Souabe. La lutte fut à de nombreuses reprises appuyée par le mouvement des masses paysannes et urbaines, et les intendants et gouverneurs des solides pouvoirs centralisés de Palerme et de Naples furent bien vite les arbitres de la situation du royaume. Les résultats de la lutte se traduisirent par une législation largement en avance par rapport à celle des autres petits États italiens, y compris le Piémont très arriéré ; on peut en dire autant du contrôle auquel l'autorité politique soumettait les communautés religieuses et l'Église séculière ; et il n'y a pas besoin de rehausser de couleur ce rappel évident par les luttes des élus du peuple à Naples et l'impossibilité d'établir le tribunal de l'Inquisition dans cette ville. Le processus historique et juridique, après la révolution républicaine de 1789 conduite

par une bourgeoisie audacieuse et consciente, s'amplifia sous le robuste pouvoir de Murat, et les Bourbons restaurés se gardèrent bien de s'attaquer à la législation compacte et avisée laissée par ce régime dans le droit public et privé. C'est donc une erreur grossière que de confondre l'histoire sociale du Mezzogiorno avec celle des boyards et des junkers de l'Europe du nord-est, qui continuèrent à gouverner leurs serfs dans des fiefs indépendants, à les rançonner et à les juger selon leur bon plaisir, alors que depuis des siècles les habitants de l'Italie méditerranéenne étaient citoyens d'un système juridique et étatique moderne bien qu'absolutiste.

Quant à la structure de l'économie agricole, le tableau d'un pays féodal nous présente l'envers de celui qui réunit les insuffisances des zones latifundiaires du Mezzogiorno italien. Ce tableau présente une agriculture qui, sans être décidément intensive, est homogène et répartie en petites exploitations, avec une population laborieuse uniformément répandue sur la surface cultivée, vivant en habitat dispersé et dans de petits hameaux. Le village, que malheureusement notre Mezzogiorno ignore, est la cellule de base de la richesse agricole de nombreux pays d'Europe que les seigneurs féodaux exploitaient pour leur gloire et sur lesquels s'abattit la rapacité bourgeoise, laissant parfois derrière elle le désert et la lande, comme le décrit Marx à propos de l'Angleterre, laissant d'autres fois vivre cette riche source de revenu et se limitant à la saigner, comme dans les campagnes françaises.

Les latifundia du sud et des îles sont de grandes zones à demi incultes où l'homme ne peut séjourner et où l'on ne trouve ni fermes ni villages dans la mesure où un urbanisme préindustriel et malgré tout nettement anti-féodal a regroupé la population dans de gros centres de plusieurs dizaines de milliers d'habitants, comme dans les Pouilles et en Sicile. La population est surabondante, mais la terre ne peut pas être occupée par manque d'organisation et d'investissement en travail et en technique que, depuis des siècles, aucun régime étatique – qu'il soit national ou non - ne réussit à réaliser ou ne trouve conforme aux exigences de la classe dominante. Il n'y a pas de maisons, pas d'eau, pas de routes, la montagne a été dénudée, le régime des eaux naturelles de la plaine a été dérégulé et la malaria est omniprésente. L'origine de cette décadence de la technique agricole est très ancienne, plus ancienne que le féodalisme qui, s'il avait été fort, l'aurait combattue (de même qu'au Moyen Âge la bonification technique et économique aurait mieux

favorisé un véritable régime de seigneurie féodale décentralisée et autonome). Si l'on pense qu'à l'époque de la Grande Grèce ces régions étaient les plus florissantes et les plus civilisées du monde connu et qu'elles restèrent très fertiles sous la domination de Rome, on doit considérer que les causes de leur déclin résident soit dans leur position marginale par rapport aux invasions germaniques féodales lors la chute de l'Empire romain (qui les exposèrent aux alternances d'invasions et de destructions par les peuples du nord et du sud), soit dans la dépression de l'économie méditerranéenne du fait des découvertes géographiques océaniques, soit justement dans l'expansion du régime capitaliste moderne, industriel et colonial, qui fut amené à déplacer ailleurs, conformément à la localisation des matières premières de base de l'industrialisation, ses centres de production et ses grandes voies commerciales, soit enfin dans la constitution de l'État unitaire italien dont l'analyse nous conduirait très loin et qui institua un rapport typiquement moderne, capitaliste et impérialiste, voire même précurseur des temps les plus modernes.

Cependant, avant et après cette unification, le jeu des forces et des rapports économiques fut plus que conforme aux caractères de l'époque bourgeoise, constituant un secteur essentiel de l'accumulation capitaliste en Italie dont la limitation est *quantitative et non qualitative*.

En effet, avant et après 1860, malgré le faible développement industriel (sur lequel on ne doit pas oublier que l'influence de l'unité nationale fut gravement négative en provoquant la décadence et la fermeture d'importantes usines), le milieu économique a été de nature totalement bourgeoise. On peut dire du Mezzogiorno italien et de son prétendu féodalisme ce que dit Marx pour l'Allemagne de 1849 dans son discours au procès de Cologne pour mettre justement en lumière le fait – notez bien – que la révolution politique bourgeoise et libérale devait encore triompher :

« La grande propriété foncière constituait réellement la base de la *société féodale* et moyenâgeuse. La *société bourgeoise* moderne, *notre société*, repose en revanche sur le commerce et l'industrie. La propriété foncière elle-même a perdu ses anciennes conditions d'existence, elle a été placée sous la dépendance du commerce et de l'industrie. De ce fait, l'agriculture est à l'heure actuelle pratiquée industriellement et les anciens seigneurs féodaux sont tombés au rang de fabri-

cants de bétail, de laine, de blé, de betteraves, d'eau de vie, etc.; au rang de gens qui négocient des produits industriels comme tout commerçant ! Ils ont beau tenir à leurs anciens préjugés, ils ne s'en transforment pas moins pratiquement en bourgeois produisant le plus possible et au minimum de frais possible, achetant au meilleur marché et vendant au plus offrant. Le mode de vie, de production, d'acquisition de ces Messieurs, fait apparaître le mensonge des chimères ambitieuses qui leur ont été transmises. La propriété foncière, élément social dominant, sous-entend un *mode de production et de transport moyenâgeux* ». ¹⁹

Si surtout la possession de charbon et de minerai de fer a fait qu'après cette période, (et aussi après la rédaction du *Capital* qui dut prendre l'Angleterre pour modèle d'une société pleinement capitaliste) l'Allemagne est devenue un grand pays d'industrie extractive et mécanique, outre son agriculture gérée de façon économique et la plus moderne, il apparaît toutefois évident que ce jugement de Marx sur le milieu et la situation sociale s'applique encore plus radicalement au Mezzogiorno italien après un siècle et après 90 bonnes années de régime politique entièrement bourgeois libéral et démocratique, régime qu'après les défaites de 1848 l'Allemagne attendit jusqu'en 1871, et, s'il faut en croire les bavardages lassants sur le féodalisme teuton, bien plus tard.

¹⁹ Cf. *La Nouvelle Gazette Rhénane*, éd. Sociales, t. 3, p. 31. Soulignements de Marx. MEW, t. 6, p. 244. Der Landtag vertrat vor allem das große Grundeigentum. Das große Grundeigentum war wirklich die Grundlage der mittelaltigen, der *feudalen Gesellschaft*. Die *moderne bürgerliche Gesellschaft*, unsre Gesellschaft, beruht dagegen auf der Industrie und dem Handel. Das Grundeigentum selbst hat alle seine ehemaligen Existenzbedingungen verloren, es ist abhängig geworden von dem Handel und der Industrie. Die Agrikultur wird daher heutzutage industriell betrieben, und die alten Feudalherrn sind herabgesunken zu Fabrikanten von Vieh, Wolle, Korn, Runkelrüben, Schnaps u. dgl., zu Leuten, die mit Industrieprodukten Handel treiben wie jeder andre Handelsmann! Sosehr sie an ihren alten Vorurteilen festhalten mögen, in der Praxis verwandeln sie sich in Bürger, die zu wenigstens möglichen Kosten möglichst viel produzieren, die einkaufen, wo am wohlfeilsten einzukaufen, und verkaufen, wo am teuersten zu verkaufen ist. Die Lebens-, die Produktions-, die Erwerbweise dieser Herrn zeugt also schon ihre überkommenen hochtrabenden Einbildungen der Lüge. Das Grundeigentum, als das herrschende gesellschaftliche Element, setzt die *mittelaltige Produktions- und Verkehrsweise* voraus.

Dans le sud de l'Italie existe un marché de la terre très actif avec une fréquence de transferts certainement beaucoup plus élevée que dans les provinces hautement industrialisées ; et c'est là le critère déterminant et crucial qui départage économie féodale et économie moderne. Il s'accompagne d'un marché non moins actif des grands et petits fermages et naturellement des produits du sol. C'est justement là où la culture est latifundiaire et extensive qu'elle se pratique dans de grandes unités économiques en employant exclusivement des salariés et des ouvriers agricoles, et, depuis de nombreuses décennies, la figure du grand fermier capitaliste, grand détenteur de liquidités et de stocks, l'emporte économiquement sur celle du propriétaire foncier, souvent en grande difficulté financière et accablé d'hypothèques. Que ce soit là où le produit se réduit aux céréales ou là où prévaut l'élevage zootechnique de type arriéré et même à l'état sauvage, non seulement le capital meuble est entre les mains des grands fermiers et non des propriétaires fonciers, mais un grand nombre des premiers accaparent et exploitent à fond les terres appartenant à divers propriétaires, en entraînant parfois non la bonification mais la détérioration.

L'examen de la gestion de la propriété urbaine conduit à des considérations analogues. Même en faisant abstraction de l'activité industrielle dans les zones les plus évoluées, autour des villes principales et des ports, tout ce mouvement des marchés au volume et aux cycles désormais modernes est à l'origine, depuis de nombreuses décennies, d'une accumulation de capitaux qui a largement servi de base à l'industrie libérale, semi-protégée et protégée du nord (l'Italie, bien avant Mussolini, était un pays protectionniste d'avant-garde). Non seulement les dépôts en banque des bourgeois méridionaux, propriétaires, entrepreneurs et spéculateurs, ont toujours alimenté par de forts courants la finance privée nationale, mais le fisc, qui atteint beaucoup plus facilement la richesse immobilière et tout mouvement économique lié à la terre que les profits et surprofits industriels, commerciaux et spéculatifs, a largement puisé dans les ressources du sud. L'économie capitaliste italienne est donc à cheval entre ces rapports de caractère totalement moderne, qu'il est simplement risible de vouloir comparer à une situation féodale et de présenter autrement que comme une solide alliance, sous le masque d'un conflit inexistant entre une bourgeoisie évoluée et consciente, toujours avide de *révolutions libérales ou méridionales* améliorées et renouvelées, et les légendaires

« classes rétrogrades » et « couches réactionnaires » de la dégoûtante démagogie à la mode.

La méprisable fonction de la *classe dirigeante* du sud est en rapport avec ce clair tableau des liens économiques. Les restes de l'aristocratie historique appauvrie vivent dans des palais à moitié effondrés des plus grandes villes ; dans toute la région ce ne sont pas les seigneurs féodaux qui font la loi, ce sont des bourgeois enrichis, propriétaires, marchands, banquiers, affairistes qui tiennent davantage du parvenu que du seigneur. En marge du mouvement de leur richesse, les prétendus « intellectuels » se sont abaissés au rang d'intermédiaires et d'entremetteurs du pouvoir central de l'État bourgeois de Rome auquel ils offrent le meilleur de leur personnel pléthorique, parasite des forces productives de toutes les provinces, du commissaire de la sécurité publique au juge en robe, du député soutenu par tous les préfets et qui vote pour tous les gouvernements à l'homme d'État prêt à servir les monarchies comme les républiques capitalistes.

Pour les vrais marxistes, la lutte sociale dans le Mezzogiorno, non moins que celle se déroulant dans le cadre de l'État italien en général, a mis à l'ordre du jour, avant, pendant et après *les vingt ans* ²⁰ dont on nous rabat les oreilles, le dépassement des dernières et des plus récentes formes historiques de l'ordre capitaliste et non plus la modernisation sur le modèle transalpin de rapports et d'institutions restées « réactionnaires ».

Cette thèse de la survivance féodale méridionale mérite d'être rapprochée de cette autre qui interprète le mouvement fasciste comme un sursaut des classes agraires contre la bourgeoisie industrielle. L'orientation du groupe qui enleva aux marxistes révolutionnaires le contrôle du parti communiste d'Italie (le groupe dit de l'« *Ordine Nuovo* ») s'appuyait dès l'origine sur ces deux bévues fondamentales, ces deux coups d'épée dans l'eau qui suffisaient dès le départ à construire toute une praxis et une politique d'alliance entre capitalistes industriels et représentants traîtres du prolétariat, comme on l'a vu appliquée par la suite en Italie. L'injection du virus défaitiste, facteur de dégénérescence, par la centrale internationale stalinienne, dans son orientation mondiale de négociation et de collaboration entre les

²⁰ Ceux du fascisme.

pouvoirs du capitalisme et ceux de l'État faussement défini comme socialiste et prolétarien, n'était pas indispensable.

Chapitre V. LA LÉGALITÉ BOURGEOISE

L'économie capitaliste dans le cadre juridique du droit romain

[Retour à la table des matières](#)

La révolution bourgeoise systématisa la possession de la terre en rétablissant le concept juridique de *liberté de la terre* qui était le fondement du droit civil de Rome.

« Au bas Moyen Âge, dans presque toute l'Europe occupée par les conquérants germaniques, on avait vu presque totalement disparaître le concept de la liberté de la terre qui avait fait la prospérité économique de l'empire romain. À sa place le féodalisme avait prévalu, celui-ci avait été imposé par la nécessité pour les faibles de se défendre contre les invasions des Normands, des Hongrois et des Sarrasins, d'où le fait qu'ils *se recommandaient* à un puissant, se reconnaissant en sa possession avec obligation de redevance ainsi que de services personnels à condition qu'il les défendît des plus grands malheurs ; ce qui explique l'apparition précoce de la maxime : *Nulle terre sans Seigneur*. Au contraire, le droit romain reconnaissait comme unique origine de la possession le titre de propriété, à savoir le contrat librement stipulé entre les ayants droit et portant sur le même objet » ²¹.

Au dicton français, que nous avons déjà trouvé chez Marx en regard de la devise de l'économie nobiliaire « *l'argent n'a pas de maître* », s'oppose, dans les régions où le féodalisme ne s'est pas implanté, la devise romaine : « nulle propriété sans titre ». Il ne sera pas inutile de noter que le pays dans lequel la séculaire

²¹ Cf. Oreste Bordiga, *Trattato di economia rurale*, éd. E. Della Torre, Portici, 1926 (3e édition), p. 74-75.

mise entre parenthèses des droits personnels due au féodalisme a été la moins profonde est justement l'Italie.

Notre langue n'a en effet jamais eu de mot correspondant au français *suzeraineté*, qui signifie la mainmise du seigneur féodal sur la terre. En Italie « toutes les formes du droit romain ne périrent pas, et même, dans certaines régions du Mezzogiorno, elles durent persister sans interruption, parce que ces régions ne furent pas occupées par les barbares et restèrent sous la domination de l'empire byzantin, gardien de la tradition romaine, ou parce qu'elles lui firent retour, une fois démantelé le duché du Bénévent » ²².

« Ailleurs, la jouissance absolument libre de la terre de la part de ses possesseurs ne date pas d'une époque aussi ancienne que chez nous. En France par exemple, elle ne trouva complète application qu'à partir de *l'abolition des prestations féodales dans la fameuse nuit du 4 août 1789*. Alors et par des lois successives, l'Assemblée Nationale abolissait simplement les servitudes personnelles (*corvées* ²³) mais rendait légalement rachetables les droits réels (*cens, champarts, lods, ventes, rentes foncières* ²⁴, etc.). Mais les insurrections des paysans et les incendies de différents châteaux seigneuriaux contraignirent à les abolir sans compensation bien que nombre d'entre eux ne fussent pas d'origine féodale. Les petites et moyennes propriétés déjà existantes furent ainsi libérées d'une infinité de liens et d'intéressement qui étaient autant d'entraves » ²⁵.

Abandonnons maintenant l'auteur que nous avons cité jusqu'ici, un spécialiste en économie agraire d'orientation *non socialiste*, nous citerons les phrases par lesquelles cette révolution agraire française est évoquée par Marx dans *les Luites de classe en France*.

« La population campagnarde, qui dépasse les deux tiers de la population française, est composée dans sa plus grande partie de *propriétaires fonciers* prétendument libres. La première génération, affranchie gratuitement par la révolution de 1789 des charges féodales, n'avait rien payé pour la terre. Mais les générations suivantes payèrent, sous la forme de *prix du sol*, ce que leurs aïeux demi-serfs avaient payé sous forme de rente, de dî-

²² Op. cit., p. 75.

²³ En français dans le texte.

²⁴ Id..

²⁵ Op. cit., p. 78.

me, de corvées, etc. Plus, d'une part, s'accroissait la population, plus, d'autre part, augmentait le partage des terres - et plus le prix de la parcelle montait, car le chiffre de la demande croissait avec son exigüité » ²⁶.

Ce passage de Marx continue avec un examen serré de l'appauvrissement du paysan dans le système parcellaire qui abaisse la technique agricole et le produit brut, fait monter le prix de la terre et tous le passif par les hypothèques, les intérêts bancaires et usuraires, les impôts, etc. et réduit l'apparent propriétaire à perdre, au bénéfice des capitalistes, jusqu'à la part du salaire qui reviendrait à son travail s'il n'était juridiquement qu'un sans-réserves ; il conclut :

« Seule la chute du capital peut élever le paysan, seul un gouvernement anticapitaliste prolétarien peut le faire sortir de sa misère économique, de sa dégradation sociale. La *république constitutionnelle*, c'est la dictature de ses exploiters coalisés ; la république *social-démocrate*, la république rouge, c'est la dictature de ses alliés » ²⁷.

Cette position politique est celle que Marx, écrivant en 1850, attribue aux socialistes révolutionnaires français *de 1848*. Et c'est dans ce passage que l'on trouve la phrase classique : *les révolutions sont les locomotives de l'histoire* ²⁸.

Une confirmation du fait que l'évaluation marxiste correcte considère l'extrême parcellisation de la propriété paysanne comme un des multiples agents de l'accumulation capitaliste expropriatrice, et non comme une introduction aux principes d'une prétendue justice sociale, se trouve également dans ce passage, relatif à l'Angleterre, tiré d'un écrit de Engels de 1850 :

« La tendance de toute révolution bourgeoise à détruire la grande propriété foncière pouvait faire apparaître aux ouvriers anglais, pendant un certain temps, cette parcellisation comme quelque chose de révolutionnaire, bien qu'elle soit régulièrement complétée par l'inévitable tendance de la petite propriété à se concentrer et à disparaître devant la grande agriculture. La fraction révolutionnaire des chartistes oppose à cette revendication de la

²⁶ Marx, *Les luttes de classe en France*, éd. sociales, 1974, p. 137-138. Soulignements de Marx.

²⁷ Id., p. 140. Soulignements de Marx.

²⁸ Id., p. 140.

parcellisation celle de la confiscation de toute la propriété foncière, réclamant qu'elle ne soit pas divisée mais reste propriété nationale ». ²⁹

Au contraire la révolution bourgeoise en France avait déversé sur le marché d'immenses biens nationaux provenant des confiscations et saisies de propriétés ecclésiastiques.

Sur le processus différent qui en Angleterre, nettement après la défaite du féodalisme et la suppression de la servitude, conduisit à la formation de la grande propriété agraire *bourgeoise* des *landlords* actuels, qu'on se rapporte au *Capital*, chapitre XXIV, et à l'exposé sur les éléments d'économie marxiste que cette revue est en train de publier.

À la place des apologies démocratiques des Grandes Révolutions, le langage marxiste, sur la base de l'acceptation dialectique des nouvelles conditions qu'elles produisirent, met à nu les infamies de la naissance du régime capitaliste, soit qu'il se développe sur la parcellisation de la terre, soit qu'il fonde au contraire la grande propriété bourgeoise, aussi " *libres* " l'une que l'autre.

« Pillage des biens d'Eglise, aliénation frauduleuse des domaines de l'Etat, vol de la propriété communale, transformation usurpatoire de la propriété féodale et de la propriété du clan en propriété privée moderne, menée à son terme avec un terrorisme impitoyable : autant de méthodes idylliques de l'accumulation initiale. » ³⁰

La citation est fondamentale et a été de nombreuses fois répétée, mais l'engance socialiste ³¹ d'aujourd'hui, comme dit Scelba ³², ne voit la réaction, l'usurpation et la terreur, en sonnant le tocsin pour la sauvegarde de la liberté capitaliste, que lorsque, sous l'action des drogues stupéfiantes de la démagogie électorale, elle fait un rêve freudien sur le retour du féodalisme dans le giron de notre société moderne, laquelle est bien plus obscène que lui.

²⁹ Traduit par nos soins. MEW, t. 7, p. 446: Revue, Mai bis Oktober [1850] in: *Neue Rheinische Zeitung. Politisch-ökonomische Revue*, Fünftes und Sechstes Heft, Mai bis Oktober 1850.

³⁰ *Le Capital*, Livre I, op. cit., p. 824-825. MEW, t. 23, id., p. 760-761.

³¹ Ital.: socialistame.

³² M. Scelba, à l'époque Ministre de l'Intérieur.

* * *

La conquête bourgeoise tant vantée de la *liberté de la terre* et de la libération des serfs de la glèbe, équivalente dans la pratique à la conquête par le capital monétaire de la possibilité illimitée d'acquisition des biens immeubles, trouva sa systématisation dans le droit civil faisant retour au classique mécanisme romain, dans ce Code Napoléon qui, exalté comme monument de sagesse, servit de modèle à la législation de tous les États modernes. Tout le système tourne autour du principe de la propriété ayant pour origine un titre et accessible à tout citoyen, au fameux « quiconque » par lequel commencent tous les articles des codes bourgeois. Il n'est plus nécessaire que le maître de la terre appartienne à une caste ou à un ordre privilégié et oligarchique. Pour détenir ce *titre* il suffit à « quiconque » d'apporter une somme appropriée d'argent liquide. Lorsque la locomotive de la révolution bourgeoise se mit en branle, il suffit toutefois, comme titre de départ, de l'occupation matérielle du lopin de terre de la part de ceux qui, durant des années et des générations, l'avaient durement travaillé. Mais dès que la révolution consolida sa victoire dans un nouveau système à règles stables, le transfert héréditaire ou bien le paiement d'un prix de marché fut nécessaire à l'acquisition de la propriété et de son titre. La terre fut donc libre puisque quiconque pouvait l'acheter, *quiconque* s'entend possédait l'*argent* suffisant.

Ce retour à l'édifice juridique propre au droit romain qui suivit l'abolition des systèmes de droit féodal et germanique, ne signifie pas du tout, évidemment, un retour aux rapports de production et à l'économie sociale de l'époque antique. Il suffit de rappeler qu'en Grèce, à Rome et dans les pays dominés par elles, à côté de la démocratie qui rendait égaux en droit les *citoyens libres*, l'esclavagisme était en vigueur, et qu'existait donc toute une classe contrainte au travail de la terre dont les membres non seulement ne pouvaient pas aspirer à en posséder mais étaient eux-mêmes considérés comme la propriété d'autrui, échangeables contre argent et transférés avec l'héritage familial des maîtres. Quoiqu'il existât, parmi les citoyens libres devant la loi, différentes classes, celle des grands propriétaires patriciens, des paysans propriétaires de leurs petits lots de terre, pour la plupart sans esclaves et donc travailleurs directs, des artisans et même des marchands et des premiers capitalistes détenteurs de numéraire, il est évident que la présence

d'une classe exploitée en bas de l'échelle sociale créait de tout autres rapports jusqu'à mener aux grandes tentatives révolutionnaires des esclaves.

En conséquence le droit écrit classique qui règle la propriété en titre de la terre et en général des biens immeubles, la transmission par héritage, par achat-vente, etc., avec tous les autres rapports prédiaux ³³ complexes, doit se lire à la seule réserve que le sujet auquel se rapporte le traditionnel pronom *quiconque* n'est pas, même virtuellement, un quelconque membre du complexe social, mais qu'il doit appartenir à la classe supérieure restreinte et privilégiée des citoyens libres, des non esclaves.

Cela veut dire que c'est seulement dans l'abstrait que le droit réel, expression théorique d'un rapport physique entre homme et chose, et dans notre exemple entre homme et sol, semble céder le pas à un système prédominant de droits personnels propres à l'époque médiévale et féodale, droits qui sont l'expression d'un rapport de force entre homme et homme (comme l'interdiction d'abandonner le fonds cultivé ou de changer de métier). En effet dans le monde romain le droit personnel domine le large domaine social constitué par la production esclavagiste, étendant le rapport de maître à esclave jusqu'au droit de vie et de mort. Cependant le maître a directement intérêt à maintenir la vie, la force et la santé de l'esclave, et Marx fait la remarque suggestive que, dans la Rome antique, le *villicus*, comme régisseur dirigeant les esclaves agricoles, recevait une ration inférieure à celle de ces derniers dans la mesure où son travail était moins pénible (citation de Theodor Mommsen) ³⁴.

La révolution qui se place entre les deux ères sociales - sous l'aspect économique de la chute de rendement du travail des esclaves par rapport à leur coût, sous l'aspect politique des révoltes grandioses, la plus classique étant celle de Spartacus tombé après deux années de guerre civile dans la bataille qui se livra près du Vésuve, tandis que six mille des ses partisans étaient massacrés, sous l'aspect idéologique de l'égalité morale des hommes prêchée par les chrétiens - élimina

³³ C'est-à-dire fonciers (du latin *praedium*, bien-fonds).

³⁴ Cf. Le Capital, Livre I, ch. 4, note 43, op. cit., p. 192. MEW, id., p. 185.

vraiment dans une large mesure le jeu des droits personnels, en interdisant que la personne humaine puisse être traitée comme une marchandise.

Par conséquent, la reprise du droit romain théorique par la révolution bourgeoise pour régler les rapports entre l'homme et les biens immeubles présenta une substantielle innovation : le nouveau droit réel concerne tous les citoyens membres de la société et pas seulement une partie privilégiée comme dans l'antiquité. Ce droit moderne se vante d'avoir complété la conquête de la liberté à l'égard de l'esclavage par celle de la liberté à l'égard du servage de la glèbe et des entraves corporatistes, il se vante d'avoir rendu tous les membres de la société égaux et libres de liens personnels au regard de la loi. Dans le domaine de la propriété du sol et des biens immeubles qui nous occupe encore, les nouveaux codes dictés par les juristes napoléoniens, ou copiés, selon la loi dialectique de l'histoire, par les juristes des pouvoirs adverses que Napoléon avait défaits, règlent les rapports des citoyens vis-à-vis de la terre libre ³⁵.

Mais en réalité, les formes juridiques garanties par le pouvoir d'État et par ses forces matérielles sanctionnent et protègent toujours des rapports de force et de dépendance entre homme et homme, et le droit réel de l'homme sur la chose reste une forme abstraite. Le citoyen Titus a pu devenir propriétaire du terrain de Tullius puisque il disposait de la somme d'argent nécessaire pour en obtenir le titre de propriété en la versant au citoyen Sempronius puisque, sous le régime de la liberté de la terre, le terrain de Tullius pouvait être aliéné au gré du précédent propriétaire. Que signifie le titre de droit réel de Titus, libre citoyen d'une libre république bourgeoise, sur le libre terrain qu'il a acheté ? Il signifie qu'il peut le fermer et, même sans supporter les frais d'une clôture matérielle, il peut en exclure tous les libres citoyens, y compris Sempronius, et, si certains passaient outre, son titre de propriété lui permet d'en appeler aux forces de l'État et même, sous certaines conditions, de les tuer. La *liberté* de Titus et son libre droit de *propriété*, répandus par la philosophie ou le droit théorique, s'expriment dans le rapport personnel consistant à limiter, même avec des moyens violents, les initiatives d'autrui.

³⁵ Les éditions Iskra notent ici (*Proprietà e Capitale* p. 52) qu'une ligne du texte ayant manifestement sauté dans cette phrase, elle a été reconstruite par leur soin.

Le nouveau régime de liberté bourgeoise est un régime de propriété consacré à nouveau dans les tables du droit, même si cette propriété n'est plus fermée aux castes d'esclaves, de serfs ou de villageois. Il est donc toujours un régime de rapports de force entre homme et homme, et, socialement parlant, tous les « quiconque » du code se divisent en deux classes, celle des possesseurs du sol et celle des non possesseurs du sol, dépourvus de titre juridique et des moyens économiques nécessaires pour se les procurer.

* * *

Le christianisme abolit les *castes*, la révolution libérale abolit les *ordres*, les *classes* subsistent non dans le droit écrit mais dans la réalité économique. Marx découvrit non leur existence et leur lutte, connue et constatée avant lui, mais le fait qu'entre elles règnent, davantage et pire qu'entre les antiques castes et les ordres médiévaux, écart économique, antagonisme et guerre sociale.

Dans le chapitre II, paragraphe 3, de *L'État et la Révolution*, Lénine a fondamentalement mis en évidence que Marx, dans une lettre du 5 mars 1852, précise lui-même le contenu original de sa théorie avec ces mots précis :

« Ce que je fis de nouveau ce fut : 1) de démontrer que *l'existence des classes* n'est liée qu'à *des phases du développement historique de la production*; 2) que la lutte de classe conduit nécessairement à *la dictature du prolétariat* ; 3) que cette dictature elle-même ne constitue que la transition à *l'abolition de toutes les classes* et à une *société sans classes* » ³⁶.

À ce point Lénine établit, à la base de son éreintement historique des opportunistes, que l'essentiel dans la doctrine de Marx n'est pas la lutte des classes, mais la dictature du prolétariat.

« C'est avec cette pierre de touche qu'il faut éprouver la compréhension et la reconnaissance *effectives* du marxisme » ³⁷.

³⁶ Cf. Lénine, *Oeuvres*, t. 25, éditions De Moscou, 1970, p. 445. Soulignements de Marx.

³⁷ Ibid.. Soulignements de Lénine.

Le troisième point dans sa relation avec le premier est non moins essentiel, dans la mesure où la dialectique de Marx parvient à établir que les grands faits historiques de la lutte des classes, de la dictature de classe, ne sont pas inhérents à toute société et à toute période historique, n'ayant pas été déduits de spéculations vides sur la « nature de l'homme » ou sur la « nature de la société ». L'homme n'est par sa nature ni bon ni mauvais, ni propriétaire ni esclave, ni autoritaire ni libertaire, son espèce n'est pas prédestinée à être inéluctablement classiste ou égalitaire, étatiste ou anarchiste! Bien loin et au delà de toutes ces balourdises philosophiques, l'école marxiste, en enquêtant sur les développements successifs des phases de la production, établit que la classe prolétarienne moderne, étant donnés les rapports sociaux dans lesquels elle se meut, est amenée à se servir de la lutte de classe, de la violence révolutionnaire, de l'État dictatorial, pour rendre possible le cours vers un système de production et de vie collective toujours plus exempt de servitude, de violence et de charpente étatique autoritaire.

En revenant à la formation initiale de la société capitaliste, ce que nous avons dit sur le changement révolutionnaire dans les rapports entre le capital monétaire et la propriété foncière vient démontrer que l'on aurait une vision unilatérale du procès historique si, négligeant ce domaine fondamental, on rappelait seulement la diffusion victorieuse de la manufacture et de l'industrie capitaliste ainsi que la constitution de la classe des entrepreneurs en classe dominante dans la société et dans l'État.

Les vieux socialistes, et nous rappellerons entre tous le bon Constantin Lazzari quoiqu'il ne fût pas un théoricien, de même qu'ils évitaient de parler d'abolition de la propriété en général, ne se limitaient pas à la contradiction entre les ouvriers salariés des usines et leurs patrons, et utilisaient la formule (les formules ont une grande importance, et la clarification de Lénine, cité à l'instant, suffit à le prouver) de : *lutte contre l'ordre constitué de la propriété et du capital*.

Marx, dans sa lettre à Brake critiquant fièrement le programme de Gotha de la social-démocratie allemande, condamne l'expression : « dans la société actuelle, les moyens de travail sont le monopole de la classe des capitalistes ». Marx objecte résolument :

« Dans la société actuelle, les moyens de travail sont le monopole des propriétaires fonciers (le monopole de la propriété foncière est même la base du monopole capitaliste) *et* des capitalistes. Les statuts de l'Internationale, dans le passage en question, ne nomment ni l'une ni l'autre classe monopoléuse. Ils parlent du « *monopole des moyens de travail, c'est-à-dire des sources de la vie* ». L'addition des mots « *sources de la vie* » montre suffisamment que la terre est comprise parmi les moyens de travail » ³⁸.

Dans ce passage il y a une phrase de Marx d'une extraordinaire importance pour l'analyse que nous avons commencée à mener : « en Angleterre, le plus souvent, le capitaliste n'est pas même le propriétaire du sol sur lequel est bâtie sa fabrique » ³⁹. Le rappel est dirigé contre Lassalle qui, en Allemagne, négligeait la lutte contre les propriétaires fonciers et pensait même que l'État de Bismarck pouvait ne pas s'opposer à la lutte des ouvriers contre les industriels. Toute la lettre est dictée par le souci de la confusion théorique naissant de l'unification du parti avec les lassalliens : « on sait que le seul fait de l'union donne satisfaction aux ouvriers, mais on se trompe si l'on pense que ce résultat immédiat n'est pas trop chèrement payé » ⁴⁰. Le bilan de la prévision faite par Marx le 5 mai 1875 peut être tiré de la condamnation de l'opportunisme des sociaux-démocrates signée par Lénine le 30 novembre 1917 quand il interrompit son écrit sur *L'État et la Révolution* pour cause d'empêchement dû à la révolution russe.

* * *

Le régime bourgeois réside donc dans la domination de la classe des entrepreneurs industriels, des capitalistes du commerce et de la banque, et des propriétaires de biens immeubles. Ces derniers sont *aussi bourgeois que les autres, et n'ont rien à faire avec l'aristocratie féodale*, déjà démantelée socialement et politiquement ; ils descendent d'anciens détenteurs d'argent, marchands, financiers, usuriers qui ont finalement pu acheter la terre devenue juridiquement accessible au capital et concentrer les achats successifs de lots de diverses étendues.

³⁸ Cf. Critique des programmes de Gotha et d'Erfurt, éditions Sociales, 1972, p. 26.

³⁹ Ibid..

⁴⁰ Op. cit., p. 20.

Comme le dit le *Manifeste*, le prolétariat ne peut se soulever sans briser le bloc entier des couches supérieures qui constituent la société officielle.

Nous avons déjà rappelé que l'économie bourgeoise elle-même distingue qualitativement les trois gains suivants : rente foncière, intérêt du capital monétaire, profit d'entreprise. Leur ensemble constitue, pour nous marxistes, le produit de l'exploitation du travail prolétarien. À la fin de ce chapitre sur la régulation par le droit bourgeois du privilège foncier, nous ferons une distinction qualitative essentielle quant à la portée des trois éléments du gain patronal qui démontrera que la troisième forme, c'est-à-dire le profit d'entreprise, outre le fait qu'elle est la plus moderne, est la plus efficace et la plus virulente et constitue toujours plus, sur le plan quantitatif, le coeur de l'oppression capitaliste.

Le rendement de la rente foncière a une limite assez basse par rapport à l'ensemble du patrimoine (montant de l'argent converti dans l'achat, valeur vénale en libre commerce), et cette limite est fixée par la nature saisonnière de la production agricole. Le produit brut ne peut être augmenté dans le temps que jusqu'à une certaine limite, réduite même pour le petit nombre de terrains très fertiles et les cultures les plus intensives. L'économie doit donc parler toujours de rente brute et nette *annuelle*, et la seconde, dans la plupart des cas, ne dépasse pas 5-6% de la valeur-capital, patrimoniale, du fonds.

Par contrecoup de la convertibilité effective entre biens fonciers et monnaie, même l'intérêt que retire le possesseur d'un capital liquide quand il se contente de le prêter à des spéculateurs, des propriétaires, à l'État lui-même, ne peut dépasser cette limite temporelle et ces taux annuels de 5-6% sauf cas exceptionnels et hasards spéciaux entraînant la perte du patrimoine.

Les deux formes traditionnelles qui caractérisent le propriétaire bourgeois ou *rentier* ont donc un pouvoir limité d'exploitation et d'extorsion de survaleur et sont liées à l'insurmontable obstacle du cycle annuel.

Bien différents sont au contraire le pouvoir de reproduction du capital et l'importance du profit dans l'entreprise moderne qu'il faut comprendre avec une am-

pleur encore plus grande qu'en tant que simple organisation productive dans de grands établissements et usines. Aucune limite saisonnière ou temporelle n'est ici posée au cycle engendrant le produit brut et donc le profit net. Le rapport entre celui-ci et la valeur patrimoniale de l'entreprise peut dépasser n'importe quelle limite, et la régénération de tous les facteurs du cycle reproductif peut avoir lieu de très nombreuses fois avant le terme annuel classique.

Marx bouleversa donc radicalement l'algèbre de l'économie bourgeoise quand, dans sa puissante enquête, il mit en rapport le profit non pas avec la commode fiction bourgeoise de la valeur patrimoniale de l'usine, mais avec la valeur du produit brut lui-même, et ensuite avec la seule partie de cette valeur constituée par les salaires versés aux travailleurs.

Une quantité déterminée de produit (nous nous sommes déjà arrêtés sur le critère d'après lequel la véritable caractéristique du privilège capitaliste est la propriété du produit, davantage que la propriété du sol, des bâtiments et des machines qui peut présenter des régimes très variés), dont la valeur serait par exemple de 1 million de lires sur le marché, pourra contenir, disons, neuf cent mille lires de coûts (loyers, intérêts, amortissements, dépenses générales, traitements et salaires), le profit de l'entreprise étant alors de cent mille lires, et donc 10 % en quote-part du produit ; le taux de survaleur selon Marx sera, si les salaires représentent deux cent mille lires, de 50%.

Mais le cycle qui a engendré cette masse de produits peut se répéter d'innombrables fois en une année d'exercice, et le bénéfice de l'entreprise s'accroîtra de façon vertigineuse, alors que la dépense annuelle pour les locations de biens immeubles et pour les intérêts bancaires restera la même. La valeur patrimoniale de cette entreprise est une grandeur difficilement définissable parmi les innombrables trucages et ruses comptables de la moderne spéculation affairiste, elle disparaît même carrément puisque la valeur des installations et celle de l'encaisse apparaissent comme déjà rémunérées par les loyers et les intérêts portés au passif.

Le bourgeois entrepreneur-spéculateur peut donc tirer un million du néant (de son habileté!), le bourgeois propriétaire foncier ou *l'homme aux écus* ⁴¹ doit, pour obtenir le même bénéfice, disposer d'environ vingt millions, et de plus attendre une année, alors que le premier peut parfois boucler son cycle dans des délais plus serrés, et même parfois anticiper la réalisation du dit bénéfice dans la production.

Avec ces critères de distinction entre les bilans patrimoniaux et les bilans de gestion, il faut déchiffrer, ce qui n'est pas facile, la tendance historique de l'entreprise capitaliste, en tant que bien meuble, dans le bouleversement complexe de ses formes modernes, et les rapports de celle-ci avec les formes de propriété foncière et les sources de financement - formes déjà connues par des économies, d'un côté plus anciennes, et de l'autre moins féroceusement exploiteuses des classes pauvres, moins porteuses de désordres, de contradictions et d'incessante destruction, dans le mécanisme productif, de moyens socialement utiles, elles furent aussi les bases de types de société moins spoliatrices, sanguinaires et féroces que la très moderne société capitaliste.

NOTE

LE MIRAGE DE LA RÉFORME AGRAIRE EN ITALIE

[Retour à la table des matières](#)

Une équivoque fondamentale réside dans tout ce qui s'écrit et se dit à des fins politiques au sujet de la transformation agraire, qu'elle soit présentée comme une révolution parallèle à la révolution bourgeoise ou ouvrière, ou comme une réforme dans le cadre de l'ordre établi.

Les révolutions brisent les anciens rapports de propriété et de droit qui entravaient le libre jeu des forces productives déjà présentes, avec leurs prémisses techniques déjà développées. Nous pouvons appeler réformes, dans un large sens historique, les mesures radicales successives qu'un pouvoir révolutionnaire récent

⁴¹ Ital.: *contantista*. De *contante*, argent liquide.

réalise pour rendre pratiquement possible cette transition technique, mais dans le sens commun et actuel les réformes sont les promesses continuelles de rapiéçage en vue d'émousser et de masquer les contradictions, les conflits et les blocages d'un système qui vit depuis longtemps dans le cadre conformiste qui lui est propre.

En agriculture comme dans tout autre secteur économique, il faut distinguer entre propriété et entreprise, de quelque façon et de quelque point de vue que l'on veuille tracer un programme innovateur. La propriété est un fait de droit, protégé par l'État, système de contraintes s'imposant aux faits sociaux. L'entreprise et son fonctionnement sont un fait d'organisation productive, déterminé fondamentalement par les conditions et possibilités techniques.

Le féodalisme balayé par les grandes révolutions agraires n'était pas un réseau organisationnel d'entreprises, il ne disposait pas de la production rurale ni ne la gérait techniquement, il l'exploitait seulement en prélevant des quotes-parts dues par les paysans qui fournissaient tous les éléments de la production, travail, instruments, matières premières, etc. Les fiefs étaient grands et même immenses, les exploitations, très petites, dans la mesure où elles étaient tenues par des familles rurales, moyennes, dans la mesure où elles étaient fondées par les premiers agriculteurs possédants, les premiers bourgeois de la terre, eux-mêmes alors classe opprimée.

La révolution, qui ne fut dans certains pays qu'une grande réforme, affronta à la base le problème juridique en balayant le droit du seigneur à prélever ces quotes-parts. Rien ne changea dans la technique d'organisation de l'exploitation dans la mesure où le seigneur ne lui apportait aucune contribution organisationnelle, n'ayant aucun savoir ni expérience de l'agronomie et du commerce, ou, s'il avait des fonctions personnelles, elles étaient militaires, de cour ou de magistrature.

Une évolution et, dans certains pays, une série de réformes de la technique de gestion commencèrent, non pas dans la mesure où la petite propriété s'écarta beaucoup des méthodes séculaires de culture mais où le capital apporté à la terre permit la formation de la nouvelle propriété bourgeoise, et où, sur des surfaces plus vastes, s'organisèrent de moyennes et grandes exploitations dirigées par des

fermiers capitalistes, détenteurs de stocks et de machines, et dans certains cas par des propriétaires gérants eux-mêmes disposant à la fois de la terre et du capital meuble.

En tant que haut fait révolutionnaire, la délivrance des épaules rurales par la chute du joug féodal n'advint d'un seul coup que dans la France de 1789 et dans la Russie de 1917, accompagnant dans le premier cas la révolution des capitalistes et dans le second, celle des ouvriers. À partir de ce point de départ, l'évolution de l'organisation agricole se fit de manière différente et sous l'influence de différentes forces, et l'investigation portant sur la Russie, sur ses avancées et ses reculs, est particulièrement intéressante. Qu'il nous suffise ici de rappeler qu'en France la formule juridique révolutionnaire fut *liberté du commerce de la terre* et en Russie *propriété nationale de la terre et concession de la gestion aux paysans*. Mais même dans le second cas, on ne put empêcher la naissance d'une classe de bourgeois ruraux riches et moyens, et la lutte contre eux connut des hauts et des bas dus au fait qu'il fallut tolérer dans une large mesure le *libre commerce des denrées*.

Une autre donnée distingue les deux grands phénomènes historiques : pour la France, production intensive et haute densité de la population ; pour la Russie, production extensive et basse densité. Une donnée leur est peut-être commune : une distribution uniforme de la population rurale sur la surface cultivée.

En Italie, comme nous l'avons déjà dit, il n'y eut pas une libération importante et simultanée d'un servage féodal qui n'a jamais été socialement dominant. En fonction des données techniques des différentes régions, tous les types d'entreprises rurales vécurent dans une relative liberté, des petites aux moyennes et grandes, de celles fondées sur la culture intensive à celles fondées sur les cultures extensives et toutes les formes de propriétés privées, très petite, moyenne et grande, collective, sur des domaines publics et dans des communautés rurales, s'y entrecroisèrent. Une grande bataille pour soulager les exploitations et les classes rurales du poids des systèmes de droit seigneurial ne fut pas nécessaire et n'eut pas lieu ; là où de telles formes féodales apparurent, elles furent combattues tour à tour par des Communes, des Seigneuries, des monarchies et les administrations étrangères elles-mêmes.

Les vicissitudes furent très complexes et nous nous limiterons à citer encore l'auteur, certes non marxiste, dont le nom importe peu, mais qui, ayant travaillé toute sa vie sur les problèmes de l'agriculture italienne - montrant qu'ils sont ceux des *agriculteurs* – ne le fit pas pour obtenir des postes politiques pour lui ou pour les siens :

« On a de nombreuses preuves historiques de la continuité du régime foncier en Italie avec application du droit romain. Il est indubitable qu'à côté des possessions régies par le droit romain, il devait y avoir de vastes étendues soumises à des liens féodaux et dont les possesseurs étaient empêchés de les améliorer, parce qu'ils auraient dû faire participer aux bénéfices des tiers qui n'y apportaient aucune contribution, et à vrai dire les résidus de ces servitudes furent liquidés par les législations des XVIII^e et XIX^e siècles. Mais la plus grande partie des terres fut libérée des liens en question comme [le furent] les serfs de la glèbe durant la période communale, grâce à quoi furent rendues possibles les grandes transformations agraires de bonification et d'irrigation de la Vallée du Pô et les plantations de Toscane qui connurent justement un si grand développement du XII^e au XV^e siècle. Dans cette période, l'institution de la coopérative agricole se développa et se fortifia, laquelle est inapplicable sans l'absolue liberté de la terre, qu'on peut dire désormais complète, à de rares exceptions près, dans la quasi totalité des pays civilisés, éliminant ainsi l'obstacle de la participation d'un tiers aux seuls bénéfices de l'amélioration des méthodes agricoles et culturelles [l'auteur, partisan ouvert de la propriété personnelle du sol, insiste sur le fait que la forme féodale de privilège dut sauter parce qu'elle empêchait le développement des forces productives agricoles arrivées à maturité durant cette période, c'est-à-dire l'investissement de capital et de travail dans des améliorations du sol, et il nous fournit ainsi un bon argument en faveur de la validité de la méthode marxiste].

L'application du code Napoléon consolida ce régime dans tout notre pays et l'abolition du régime féodal dans le Mezzogiorno en 1806, en Sicile en 1812 et en Sardaigne de 1806 à 1838 y contribua tout autant. La législation civile de la nouvelle Italie affirma encore plus cette orientation en supprimant les fidéicommiss et les majorats puis en cherchant à liquider toutes les formes de participation à un bien unique. Cependant il subsista d'importants restes de propriétés collectives, bien que prévalût la tendance à l'abolition de toute forme de promiscuité dans la

mainmise sur la terre; et la perception de la rente foncière fut particulièrement privilégiée par la loi. [Toutes ces mesures sont caractéristiques de la révolution bourgeoise et libérale dont nos super-ânes renouvellent encore les revendications et attendent les effets!]. Ainsi la libération de la propriété foncière favorisa particulièrement l'amélioration culturelle, commencée dans notre pays dès le XII^e siècle [sans attendre le ministre Segni et l'expert de l'opposition Ruggero Grieco, voyez-moi ça !] rendant possible la formation d'une agriculture capitaliste [ca-pi-ta-lis-te, c'est seulement copié , sans ajout d'adjectifs, à la manière de ceux qui ont comme nous la phobie du capitalisme au point de faire de l'œil à la féodalité seigneuriale dans nos brèves parenthèses de circonstance] aux rendements très élevés, qu'un autre régime n'aurait certainement pas permis » ⁴².

Nous espérons ne pas avoir lassé avec la méthode historique, mais que voulez-vous !? Quand les feuilles de choux de toute tendance, parlent, toutes les dix lignes, de baronnie, de féodalité ainsi que de bourgeoisie, la pauvrete, et de capitalisme, le malheureux, qui n'arrivent pas à se développer librement dans ce foutu pays médiéval (si c'était vrai !), il faut sans cesse enfoncer le clou ... et nous voyons aujourd'hui à quel point nous en sommes dans les choses essentielles.

« La richesse agraire provient de la terre qui produit en fonction de sa surface une certaine quantité de denrées ayant une valeur fixée par leur marché respectif [...]. Ici intervient le phénomène prédominant de sa limitation, et en effet, par exemple dans notre pays, avant les dernières annexions [de 1918], sur les 287 000 km² de superficie, 22.600 étaient naturellement improductifs ou bien soustraits à la production dans des buts divers, 264 000 environ lui restant consacrés, c'est-à-dire 92,1% ». La population, dans ces limites et suivant les données de 1921, s'élevait à plus de 37 millions d'habitants, « soit 130 par kilomètre carré de territoire et d'au moins 141 par kilomètre carré de superficie agricole et forestière [...]. Nous avons en effet une forte proportion de zone montagneuse (plus de 800 à 1000 mètres d'altitude) qui, dans les Alpes, comprend de vastes étendues occupées par les neiges éternelles, et d'autres, là et dans les Apennins qui s'étagent de 1500 à 2000 et plus, et ne sont susceptibles d'abriter que de maigres pâturages et des bois. La zone de collines comprend pareillement des étendues issues de terres éboulées,

⁴² Oreste Bordiga, op. cit., p. 75-76.

lambeaux de plaines littorales avec sable et dunes, zones marécageuses, etc. C'est ainsi que la partie la plus fertile des terres, sur laquelle se concentre la majeure partie de notre population, se réduit considérablement, avec des territoires qui alimentent 3, 4, 500 habitants sur un kilomètre carré et parfois même 700 et 800.

Pour cette raison *l'affirmation fréquente chez les perroquets* selon laquelle il existe encore chez nous des terres incultes étendues susceptibles de colonisation avantageuse ne doit être acceptée qu'avec une très grande prudence. Il ne manque certainement pas de terres mal cultivées et la production agricole italienne est encore susceptible de s'accroître. Mais les chiffres exposés ci-dessus prouvent que la question des dites "terres incultes" a une importance très relative, sinon une population aussi dense ne pourrait exister chez nous ⁴³.

Même les perroquets savent que de 1921 à 1949 les chiffres ont changé. En effet sur 301 000 kilomètres carrés 278 000 sont productifs, c'est-à-dire dans le même rapport d'environ 92%, alors que les habitants sont désormais au nombre de 45 millions, et les chiffres de la densité ont monté à 150 et à 162, c'est-à-dire de 15% !

Parmi les sacrifices alimentaires des années de guerre et les donations intéressées de denrées agricoles du temps de l'UNRRA et de l'ERP ⁴⁴, il paraît évident que la productivité agricole, tant de la petite quantité de moelle que de la majorité d'os dont est constituée la Botte, a connu, après équipement, les quelques augmentations de rendement dont elle était capable. Quant à la population, elle ne songe pas à arrêter sa propre croissance qui, en l'année 1948, a dépassé le demi-million d'unités, atteignant l'augmentation relative de 10, 11, 12 pour mille. L'excès annuel des naissances sur les décès dépassait de peu huit pour mille au temps des exhortations démographiques de Mussolini auquel les blagueurs d'aujourd'hui accordent des facultés et des pouvoirs, bons ou mauvais, dont il fut totalement dépourvu. Il passa pour celui qui interdisait l'émigration, ce qui ne fut qu'une fai-

⁴³ Id., p. 7-8.

⁴⁴ U.N.R.R.A.(United Nations Relief and Rehabilitation Administration) : organisme des Nations Unies pour « venir en aide » aux pays ayant souffert du fait de la seconde guerre mondiale . E.R.P.(European Recovery Programm) : plan de reconstruction européen après la seconde guerre mondiale.

ble mesure tactique de rétorsion face aux grands pouvoirs capitalistes qui fermèrent la porte au nez des travailleurs italiens. De toute façon, même cette soupape de sécurité ne fonctionna pas comme dans le passé : entre 1908 et 1912 l'émigration atteignit le maximum de 600 000 travailleurs par an (vingt pour mille); après la guerre, dans les années 1920-1924, elle reprit au rythme de plus de 300 000 pour ensuite diminuer fortement ; il semble que l'année dernière elle soit revenue à 137 000, mais il s'agit en grande partie de travailleurs temporaires (trois pour mille).

En ce qui concerne la partie de la population qui se consacre à l'agriculture, elle représente à peu près 25%, suivant les statistiques du premier avant-guerre (1911), et elle serait aujourd'hui d'au moins dix millions, mais il faut noter qu'il s'agit de dix millions de productifs, en excluant les jeunes gens de moins de dix ans, les vieux incapables de travailler, une partie des femmes, de sorte qu'il est évident que la grande majorité de la population italienne vit toujours de l'économie agricole. Il est plus important de considérer la répartition de la population agricole active qu'on estimait, après l'autre guerre, être à peu près la suivante : 19% de propriétaires, 8% de fermiers, 17% de métayers, 56% de journaliers et d'ouvriers agricoles. Ces derniers constituaient donc la majorité et il faut tenir compte du fait que la plus grande part des propriétaires, fermiers ou métayers vivent dans des conditions économiques qui sont proches de l'indigence. Il est important de noter que la proportion des prolétaires agricoles purs était plus forte dans le Mezzogiorno que dans le nord et le centre : elle est d'à peu près 79% dans les Pouilles, de 70% en Sicile, de 69% en Calabre.

Cette situation si originale de l'agriculture italienne comparée aux autres pays d'Europe, outre le fait qu'elle montre la grave erreur sociale et politique qu'il y a à la définir comme pré-bourgeoise, suffit à faire comprendre que le problème des modifications (très petites ou très grandes) dans le dynamisme des entreprises productives repose sur une hypothèse absurde quand on le réduit artificiellement à celui d'une redistribution générale ou exceptionnelle de la propriété juridique et personnelle de la terre.

Il n'est pas facile de se promener dans le jardin des statistiques... Dans les récentes discussions de la réforme Segni portant sur les contrats agricoles, les

contradicteurs se sont mutuellement accusés de ne pas savoir lire. Il faudrait savoir comment ces statistiques sont manipulées. Au temps de la *bataille du blé*, le ministère de l'agriculture demandait aux inspections provinciales les données sur la surface plantée en blé et la récolte, tandis que le parti ⁴⁵ prescrivait aux fédérations les chiffres à atteindre. Les fédérations et les inspections n'avaient aucun désir de se casser la tête ni de perdre leur charge. Dans cette situation, tout le monde agit de même, et tous les « bureaux de planification » avalent des couleuvres. Ce que peuvent valoir par conséquent les statistiques rassemblées aujourd'hui en Italie par l'administration publique, désarticulée, pléthorique et ondoyante, est facile à comprendre. Qu'on pense seulement que nous sommes en régime de multipartisme et que le degré de falsification dans les affaires publiques croît comme le carré du nombre des partis en lice.

Des chiffres plus récents de Serpieri ⁴⁶, source qui fait indubitablement autorité s'il s'agit de comparer la situation avant et après le *Risorgimento*, augmentent de beaucoup le nombre des propriétaires auxquels s'ajoutent un nombre important d'usufruitiers emphytéotes ⁴⁷ et autres ; et après avoir plus ou moins confirmé la proportion de fermiers et de métayers, ils font descendre celle des journaliers et ouvriers agricoles à seulement 30% des agriculteurs.

Si l'on part des recensements de la population, il faut remonter à ceux des fascistes qui tentèrent un inventaire socialo-corporatif des professions et des situations économiques. Mais il n'est pas facile de lire dans les déclarations le nombre de propriétaires, de trier entre propriétaires urbains et ruraux, ni d'évaluer si, pour le même bien, tous les membres de la famille du propriétaire, femmes et mineurs compris, sont déclarés comme agriculteurs propriétaires.

⁴⁵ Il s'agit du parti fasciste.

⁴⁶ Arriego Sertieri (1877-1960), expert en problèmes agricoles, auteur de la loi sur les transformations foncières, base de la « bonification intégrale » (1929). Par *risorgimento*, il faut sans doute entendre les mesures fascistes de ruralisation: augmentation du nombre de paysans et des surfaces cultivées, « bataille du blé », etc.. Les données sont vraisemblablement tirées de son ouvrage *La réforme agraire en Italie* (1946). (Note des éditions Iskra.)

⁴⁷ Le bail emphytéotique est une sorte de bail de longue durée.

Si ensuite on se reporte au cadastre, réalisé indéniablement avec des données exactes, on a en main une statistique non pas d'individus mais d'entreprises. Parmi celles-ci, on trouve des personnes morales très variées : communes, coopératives, sociétés, etc. Restent les entreprises privées, mais tandis que d'une part, dans de nombreux cas, à une propriété encore indivise où donc la division n'est pas stipulée correspondent des attributions collectives complexes aux héritiers de famille, il n'est absolument pas possible de savoir si un seul propriétaire individuel a différentes propriétés dans diverses communes de l'État, dans la mesure où le répertoire des propriétaires est établi par commune. Il y a 7 800 communes et chacune enregistre des milliers d'entreprises. Si l'on voulait établir le rôle national des propriétaires fonciers, le travail serait tel qu'on pourrait affirmer, en s'amusant un peu au calcul *combinatoire*, que les employés du super-bureau qui s'y consacrerait consommeraient un pourcentage non négligeable du produit agricole du pays. Comme dans la spirituelle observation faite aux maisons de Fanfani et Tupini ⁴⁸ : vous construirez seulement les bâtiments destinés aux bureaux de planification correspondants.

Pour cette raison, les meilleurs auteurs de traités expliquant le sens des statistiques sur la surface des propriétés en rapport au nombre de propriétaires, avec les quantités correspondantes, nombre de têtes, superficies, ou valeurs agricoles (qui se prêtent au petit jeu traditionnel de la propagande : 1% possède 50% de la terre et les 80% doivent se partager progressivement les 20% à peine de la superficie), ou d'autres font des tableaux de pays imaginaires. Supposez le système de la propriété juridique du sol, du libre commerce de la terre et de la transmission héréditaire, et vous ne pourrez avoir une répartition différente de celle-là, ou tendant irrésistiblement à reprendre cette forme si des interventions extérieures l'en écartent, de telle sorte que cette progression alarmante du système, beaucoup de terres à très peu et très peu de terres à beaucoup, d'une part est un effet arithmétique de perspective, de l'autre est la caractéristique du régime civil de la terre libre dans un pays libre.

La répartition très variable de la propriété agricole en Italie en rapport avec les différents types d'organisations d'entreprise présente le tableau régional bien

⁴⁸ Politiciens de la démocratie chrétienne.

connu qui fait parfois voisiner à peu de kilomètres la grande propriété extensive et la minuscule propriété familiale, la grande et la moyenne ferme moderne bien équipée et la petite exploitation de colline. La variété de choix de région à région est incontestable si on veut en induire la nécessité de traiter le problème technique régionalement, mais, même sans vouloir prendre au sérieux la politique agricole contingente d'aujourd'hui, on pourrait relever que la variété de la gamme régionale et ses étranges contrastes sont justement un motif pour combattre les inconvénients des cas extrêmes par un programme unitaire national...

Puisqu'il semble incontestable que les domaines de moyenne étendue et de haute valeur de la vallée du Pô, avec leur élevage florissant et leur culture irriguée, de même que les fermes un peu moins étendues de l'Italie centrale où prédomine la sylviculture à haut rendement, et d'assez nombreuses exploitations analogues du Sud et de la Sicile, s'approchent du rendement productif optimum, ce n'est pas le seul problème du fameux « latifundium » qui reste à affronter, mais deux, celui du latifundium, que les pauvres écervelés d'aujourd'hui n'éradiqueront pas, et celui de l'extrême morcellement, de la minuscule propriété inséparable de la toute petite exploitation, *véritable maladie* de notre agriculture, la plus grande cause de décadence, de misère, de conformisme social et politique, comme de dispersion incommensurable de pénibles efforts productifs.

Avant de s'arrêter un moment sur ces deux fléaux avec leurs données réelles, relevons tout de suite combien il est absurde que l'opposition ne sache opposer, même à des fins de manœuvres et de sabotage polémique, à l'orientation dominante du parti de la démocratie chrétienne en faveur du fractionnement des propriétés, de la stupide utopie du « tous propriétaires » et sa perspective inepte d'attribuer aux paysans pauvres des lots de terres incultes - qui sont des terres incultivables et que tout agriculteur, peut-être analphabète mais connaissant les rudiments du métier, refusera même si on lui en fait cadeau - la critique bien autrement fondée de l'émiettement des terres en exploitations trop petites et restées attachées à des méthodes séculaires et primitives de gestion.

Tous propriétaires : prenons donc les 270 000 km² et répartissons-les entre les 45 millions d'Italiens. Chacun aura trois cinquièmes d'hectare, un espace qui, s'il était carré, ferait un peu moins de quatre-vingts mètres sur quatre-vingts. Le gril-

lage absurde que le régime de la libre propriété et le relevé géométrique cadastral tracent sur la surface de la terre, mesurera 300 mètres par propriété, et si l'on voulait poser des clôtures, même simples, leur coût économique approcherait la valeur réelle du lopin... Et ce n'est là qu'une des raisons de la destruction de productivité pour cause d'étroitesse du champ à travailler qui courbe l'homme sous la servitude éreintante de la pioche.

Qu'on ne trouve pas ce raisonnement absurde puisque la statistique réelle présente des échantillons de fragmentation encore plus poussée.

Avec la statistique de la surface moyenne de la parcelle, c'est-à-dire de la portion de terre qui non seulement appartient à une même exploitation mais dont la culture et la fertilité sont identiques, on obtient naturellement une surface inférieure à la moyenne de la *partie cadastrale*, ensemble des parcelles de la même exploitation, mais elle donne une meilleure idée du morcellement au point de vue de la gestion technique. Alors que nous avons supposé que chaque italien disposerait de 0,60 hectare, c'est-à-dire de 60 ares, il y a des provinces où la parcelle *moyenne* est encore plus petite : Aquila et Turin 35 ares, Naples 25, Imperia 22.

Voici ce que l'auteur, qui défend le régime de libre acquisition de la terre et de la propriété familiale puisqu'il « représente un stimulant très efficace de l'amélioration de la terre et de sa culture moyennant l'utilisation maximale du travail du propriétaire et des membres de sa famille » et parce qu'il « produit une meilleure division de la richesse et une moindre proportion de sans-réserves et (...) que tout ce que produit le petit cultivateur propriétaire, à la différence de la rente et parfois même du profit du capitaliste agricole dans la grande propriété, reste entièrement dans le pays et concourt à l'amélioration de la terre et de ceux qui la cultivent », voici donc ce qu'il dit – lui qui ne peut être aucunement soupçonné de tendances socialistes – du morcellement foncier :

« À l'émiettement de la propriété correspond celui, analogue, de la culture qui se fait généralement grâce au travail du propriétaire lui-même et de sa famille, ce qui pallie ainsi l'insuffisance de la rente et du profit à garantir le minimum nécessaire à l'existence [...]. La classe des très petits propriétaires, comme en général toutes les classes travailleuses, a une natalité très élevée, d'où le fait qu'il y a en

moyenne un plus grand nombre de coparticipants à l'héritage que dans les grandes propriétés, et que d'autre part la durée de vie moyenne de ces agriculteurs, travailleurs acharnés et qui ne s'épargnent guère, est nécessairement inférieure à celle des classes aisées. Les transferts de propriété pour cause d'héritages y sont donc plus fréquents et ces derniers sont ensuite divisés de manière à ce que chaque héritier ait son lot de terre, tandis que d'autre part, fait généralement défaut la mobilière au moyen de laquelle, dans les classes aisées, on liquide les parts de certains cohéritiers. [...]. C'est pourquoi la petite propriété tend à se diviser beaucoup plus rapidement que la grande, avec le grave inconvénient qu'ensuite chaque cohéritier exige sa part de semences, de vigne, d'oliviers, etc., de telle façon que se forment des pièces de quelques ares ou même de quelques mètres carrés et des lots composés de différentes parcelles situées en des endroits du territoire communal très éloignés les uns des autres. On comprend tout de suite quel énorme gaspillage de temps, d'énergie et de travail provoque ce morcellement.

De cette manière il y a également une véritable perte de terrain productif à l'occasion du bornage, laquelle, en l'estimant à 0,30 mètres de largeur seulement pour le passage des personnes, une clôture ou autre chose, représente 12% d'une pièce carrée d'un are, tandis qu'elle n'est que de 1,2% pour une pièce d'un hectare. Cette multiplication de limites accroît d'autant les causes de litiges pour usurpations, violations de limites, déplacement de bornes, plantations abusives, etc., dans lesquelles une grande part des maigres revenus des petits propriétaires se dissipe improductivement. Ce n'est pas pour rien que la Sardaigne, qui à côté des vastes étendues de pâturages, de bois, de biens communaux, etc. a aussi une propriété véritablement morcelée, est la région la plus procédurière de notre pays.

Il existe en Sardaigne des lots de terre si exigus qu'eut lieu avant-guerre une expropriation fiscale pour des taxes impayées de 5 lire ! »

Et aujourd'hui l'État exproprie les nababs ?!

« L'inévitable morcellement de la propriété, conséquence des faits que nous examinons maintenant, peut être défavorable à l'augmentation de la production agricole, surtout parce que le petit propriétaire ne peut pas constituer un capital d'exploitation suffisant à cause de la faiblesse de ses revenus. Pour cette raison, les bêtes de trait et de rapport lui font habituel-

lement défaut, il est enchaîné à la bêche et à la pioche même là où il pourrait utiliser la charrue et il est rétif à l'introduction de meilleurs outils, d'engrais artificiels ou de tout autre moyen de production agricole moderne, parce qu'en premier lieu il n'a pas de quoi se les procurer et qu'ensuite il est généralement misonéiste ⁴⁹ et conservateur par manque de culture. S'il arrive à épargner, il préfère acheter, à dieu sait quel prix, un petit bout de terre plutôt que de le convertir en capital d'exploitation » ⁵⁰.

Interrompons par souci de brièveté le reste du tableau, avec les inévitables endettements usuraires, la misère, le manque de logement, et la description des régions les plus pauvres, qui n'existent pas seulement dans des régions de Campagne, des Abruzzes ou de Calabre mais aussi d'Émilie et des monts de Vénétie « qui, en raison de la division de la propriété, pourraient être qualifiées de pays d'authentique démocratie rurale ». Démocratie toute désignée en effet pour être chrétienne, et le meilleur terrain de semailles politiques pour le gouvernement actuel.

L'autre inculpé, le latifundium, devrait tout de suite occuper le trône royal. Avant tout on doit remarquer que le latifundium représente la grande propriété foncière mais quatre fois au moins sur cinq il ne représente pas une unité d'exploitation ou de culture, car il est partagé en petites fermes ou métairies. On peut également lui imputer l'ensemble ou presque de ces mêmes délits relatifs au morcellement.

Ce que l'on ne veut pas comprendre, c'est que l'abolition éventuelle du titre juridique de propriété ne revient pas à créer une unité de culture plus petite et organisée en lotissements productifs, puisque toutes les causes qui ont donné naissance au phénomène du latifundium persistent. On ne peut que retomber dans un morcellement qui, déjà dommageable sur une terre fertile, est catastrophique sur une terre stérile et ramènerait à une situation pire, et le plus souvent à la reconstitution du latifundium si l'on ne supprime pas la liberté d'acheter et de vendre.

Les conditions qui ont donné naissance au latifundium sont complexes et ce n'est pas ici le lieu de les approfondir. Il faut partir des conditions naturelles in-

⁴⁹ C'est-à-dire hostile à la nouveauté.

⁵⁰ Oreste Bordiga, op. cit., p. 132-134.

surmontables car dues à la nature géologique des terrains. En Sicile par exemple, les vastes formations d'argile de l'éocène sont inadaptées à la sylviculture et ne permettent que la culture extensive du blé ; à peu de distance de ces contrées, dans la province de Messine, située sur des formations granitiques, et dans la province volcanique de Catane prédominent les cultures intensives et fractionnées. Le caractère endémique de la malaria due au désordre hydraulique des pentes de montagne et des fleuves de plaine, la population clairsemée, et les raisons historiques plusieurs fois rappelées, invasions côtières et sécurité insuffisante jusqu'à une époque peu éloignée, ont eu également de l'influence. Époque si peu éloignée que les libérateurs et bienfaiteurs américains eux-mêmes, à peine arrivés en Calabre, et une fois liquidée la milice forestière fasciste pour d'évidentes raisons de morale démocratique, éventrèrent à grande échelle les forêts séculaires de l'Apennin calabrais en guise de butin de guerre ; ils aggravèrent ainsi de façon irréparable la plaie du déversement des eaux non régularisées vers les basses plaines littorales défavorisées et malsaines. Ils accoururent ensuite avec le D.D.T...

Économiquement, le rapport est défini par le fait que le propriétaire foncier confie le plus souvent la gestion à un fermier capitaliste spéculateur auquel un capital d'exploitation réduit suffit et qui exploite la terre à travers une série de sous-locations des pâturages à des bergers et des terres à semis à de petits cultivateurs qui, du fait de la concurrence, renoncent à presque tout le profit d'entreprise au bénéfice du grand fermier,

« ils n'habitent jamais sur le terrain cultivé, mais s'y rendent de très loin quand les exigences de la culture et des récoltes le réclament, ils se réfugient dans des meules de paille, des cavernes, des grottes, ou même dans de grandes pièces ou sous des hangars avec les conséquences que nous avons déjà signalées ... » ⁵¹.

Ces cultivateurs vivent dans des conditions pires que les journaliers, tandis que d'autre part ils ne pourront jamais parvenir à organiser une agriculture moins extensive par manque de capital d'exploitation.

⁵¹ Op. cit., p. 122.

La proposition de résoudre le problème du latifundium par des lotissements forcés est très ancienne et il y a de nombreux précédents qui aboutirent dès les premiers temps à certains cas d'expropriation du fait d'une bonification ratée de terres incultes. Mais ces essais se conclurent presque toujours par des échecs, surtout dans des périodes économiquement défavorables. Il ne suffit pas en effet d'expulser le propriétaire négligent, lequel cependant, sous l'actuel régime, reçoit toujours une forte indemnité aux frais du public, il faudrait fournir aux bénéficiaires non seulement un capital d'exploitation mais un capital d'installation pour les travaux à faire, ce qui dépasserait de beaucoup pour chaque lot les dépenses engagées pour l'expropriation. Il faut en effet prévoir et financer des maisons, des routes, des bonifications, des aqueducs et ainsi de suite, pour rendre possible la vie des paysans sur ces terres ; il faut de plus avancer l'argent en attendant la transformation dont l'effet est à long terme. Il y eut en 1894 un projet Crispi après le mouvement des « faisceaux » siciliens ; depuis 1883 une loi pour la campagne romaine avait consacré l'actuel principe « révolutionnaire » d'expropriation des grands terrains incultes, qui passa ensuite des lois Serpieri de 1924 à la loi Segni d'aujourd'hui. Les libéraux, les fascistes, les démocrates-chrétiens ont beaucoup tenté, mais durant tant d'années les cas d'application se comptent sur les doigts de la main.

Nous ne ferons pas une revue des propositions de lois italiennes et étrangères tendant à tempérer au contraire le morcellement de la propriété agricole, puisque notre objectif n'est certainement pas de proposer une réforme d'orientation contraire à celle du gouvernement, mais simplement de remarquer que les *techniciens* très friands de situations concrètes et contingentes n'y ont pas pensé. Convaincus que la révolution agraire russe a été une attribution de lots en pleine propriété, ils ne vont pas plus loin que le bout de leur nez et ne savent que revendiquer la répartition des terres aux paysans, et même aux ouvriers agricoles, mais oui, à eux aussi, et pas en gestion collective, indéniablement, mais individuelle, pleine et entière ; telle est la dernière consigne du Kominform comme il ressort de tant d'articles de *l'Unità* sur la question agraire et les problèmes méridionaux. Qu'en Russie on n'ait absolument rien loti ni exproprié mais seulement aboli les privilèges féodaux de la noblesse et du clergé, en soulageant de cette chape de plomb les petites exploitations existantes dont les limites, dans un premier temps, ne bougèrent pas, puis qu'on tenta, sans grands succès, de regrouper en exploita-

tions plus grandes, d'État ou coopératives ; que donc le problème historique ait été tout autre, cela ne dit rien à ces auteurs, pas plus que la proportion de montagnes et de plaines en Russie ; la densité de population qui est de 9 habitants par kilomètre carré est de 30 en Russie d'Europe au lieu de 150 chez nous ; le rapport des terres cultivées à la superficie totale est de 25% au lieu de 92 chez nous, malgré l'immense plaine et sans compter la Russie d'Asie, et c'est seulement sur les terres noires d'Ukraine que ce pourcentage monte à 60% ; l'inexistence dans la pratique de la classe des salariés agricoles non fixes, etc. etc. ; et tout ceci parce que ces messieurs ne poursuivent plus d'objectifs supérieurs et de principe, mais se sont consacrés à l'étude des conditions de vie *concrètes* et immédiates du « peuple »... !!

Si l'on s'arrête un moment sur la proposition démocrate-chrétienne - il fut facile de prophétiser à de grands propriétaires effrayés que les socialo-communistes ne leur auraient causé aucune migraine même s'ils avaient accédé au ministère, mais qu'ils devaient s'attendre à des coups de la part des démocrates-chrétiens - sa démagogie vide est absolument évidente. Dans toute l'Italie, disent les démocrates-chrétiens, quelques quatre-vingts grandes propriétés de multimilliardaires seront touchées. Nous en prendrons une partie. Il s'agissait de fixer les maxima. Il fallait tenir compte non seulement des dimensions de la propriété mais aussi de la richesse qu'elle représente et pour ce faire il semble qu'ils ne fixent pas un maximum de superficie mais d'impôt foncier qui, présume-t-on, est un indice de la valeur du fonds. Mais à superficie égale une grande ferme gérée de façon moderne peut même valoir 15 fois plus qu'un terrain de montagne ou de pâturage, en fonction surtout de l'équipement en installations fixes. Il ne serait pas juste d'exproprier cent hectares sur lesquels il n'y a rien à améliorer plutôt que 1 500 hectares presque déserts. Il y avait alors deux critères sur le plan juridique : frapper les propriétés de plus grande valeur et celles de moindre rendement *moyen*, indice d'une culture négligée. Les super-techniciens devaient donc suggérer à Segni un classement des quatre-vingts Crésus à conduire à l'abattoir, au moyen d'un score obtenu en multipliant le total imposable de la grande propriété par sa superficie en hectares ou, ce qui est la même chose, en divisant le carré du montant imposable par l'assiette moyenne. Algèbre ? Algèbre réformiste et concrétiste.

Mais le critère de choix des quelques richards à plumer importe peu. La question est que faire de la terre qui leur a été enlevée, même si ce n'est qu'en partie - dans ce cas il est facile de prévoir qu'ils toucheront une bonne indemnité et que les résidus qui affligent toute grande exploitation ne leur pèseront plus sur l'estomac - et comment l'équiper pour en rendre possible la gestion par le « libre » paysan, dans la nouvelle démocratie rurale et chrétienne. Quelqu'un devra apporter le capital d'exploitation et un capital encore plus important pour la bonification. C'est là le point essentiel. Le bénéficiaire individuel ou collectif ne pourra certainement pas le faire. L'État renverra aux habituelles lois spéciales, comme celles sur la bonification des terres agricoles qui mettront de faibles crédits à la disposition des habituels vieux roublards, alors que d'autre part l'Etat n'est en mesure de subvenir non seulement aux nouveaux investissements pour des équipements agricoles ni même à la réparation de ceux qui ont été endommagés par la guerre. Le capital international et celui des fameuses subventions et plans américains encore moins puisque le critère de base est d'investir dans des cycles brefs - le plan Marshall prend fin officiellement en 1952 - et tout à fait rémunérateurs.

Le problème se ramène à des questions d'économie générale et de politique mondiale. Le remaniement de la propriété foncière, si seulement il se produit, ne résout rien. Les réformes agraires apparaissent réalisables en période de prospérité et d'offre de capitaux à des taux favorables et à long terme. Pour un pays comme l'Italie il n'y a que ces deux solutions. *Primo*. Autarcie économique, tentée par notre bourgeoisie après la guerre qui nous fut favorable, autarcie qui contraindrait le capital national et l'obligerait à bonifier partiellement les terres. Une telle éventualité, présupposant l'autonomie politique, la force militaire et un solide pouvoir interne, est historiquement liquidée ; le fascisme en a tiré certains résultats dont celui décisif de la bonification des marais pontins tant de fois tentée dans l'histoire des Césars et des papes. *Secundo*. Dépendance à l'égard d'un pouvoir mondial qui aurait intérêt à une forte production de denrées alimentaires pour le peuple italien, sur le marché intérieur et à des fins commerciales ou militaires. Ce n'est pas le cas de l'Amérique qui, surtout en vue des crises productives, compte beaucoup sur la planification de la production d'aliments qui désormais n'obéit plus aux cycles locaux de consommation directe mais à un vaste mouvement mondial aussi fécond en profits spéculatifs que celui des produits industriels, et qui, en cas de guerre, lancera des bombes atomiques répandant des boîtes de conserve à ses

mercenaires. Ce n'est pas non plus le cas de la Russie qui n'aura pas l'Italie dans sa sphère et n'a pas d'intérêts économiques à dominer des pays ayant une grande densité de bouches à nourrir ; et de toute façon elle n'exporte pas de capitaux mais doit en importer et joue militairement et politiquement à mettre à profit les investissements du capital occidental en marge de la guerre froide. Enfin ce n'est pas non plus le cas si l'Italie est assujettie à une constellation mondiale fondée sur l'entente des deux ou trois grands qui se lanceront dans la colonisation de tous les continents et océans plutôt que de peser sur le dos osseux de l'Ausonie ⁵².

La réforme agraire actuelle en Italie consiste donc à répandre des stupidités démagogiques et ne s'élève pas au-dessus de la mesquine joute politique entre groupes et intérêts qui, en s'assurant une influence sur les courants populaires à l'intérieur du pays, espèrent vendre cher leurs services à des mandants étrangers.

Le ministre Segni se vante, avec son fameux « démembrement ⁵³ » - terme honnête pour une basse thaumaturgie - des très grandes propriétés, de fabriquer quelques centaines de milliers de petits propriétaires, c'est-à-dire de va-nu-pieds italiens bons pour la paroisse, la caserne et pour être la risée de tous les pays capitalistes civilisés sur les deux rives de l'Océan. Il fabrique des milliers de cierges et de baïonnettes dans la nuit des campagnes italiennes comme Napoléon dans celles de Paris et Mussolini dans celles de nos villes industrielles peu prolifiques ont prétendu le faire. Mais en admettant qu'il réussisse effectivement à démembrer, morceler et peupler ses lots de terre, comment compte-t-il réglementer le processus de transfert et de regroupement de la propriété ? Que fera-t-il du principe sacro-saint du droit civil moderne, le *libre* commerce de la terre ? Contrôlera-t-il la concentration, le « remembrement » de celle-ci avec des limites arithmétiques à vérifier chaque fois qu'un notaire rédigera un acte d'achat-vente de terres ou d'héritage ? La seule pensée d'un tel attirail devrait suffire à faire dresser les cheveux sur la tête du plus fervent partisan du « dirigisme » économique.

Croyez-vous que les socialo-communistes, pourtant, mais pour de tout autres raisons, ennemis farouches aujourd'hui des réformateurs de la Démocratie Chré-

⁵² Nom poétique donné par les Anciens à l'Italie.

⁵³ Ital. : *scorporo*, litt. : « désincorporation ».

tienne, après le flirt d'hier, jetteraient à la face des Segni l'argument selon lequel tout effort réformiste vient confirmer que le régime capitaliste ne doit pas être amendé mais anéanti ? Fi donc ! Ils leur crient qu'il faut réformer, démembrer, morceler davantage, faire proliférer encore plus la génération des démocrates ruraux qui, en ôtant des effectifs aux forces rouges de la lutte de classe dans les campagnes, gloire de l'histoire prolétarienne italienne, créera des phalanges d'électeurs pour les listes du gouvernement, des armées de conscrits pour l'état major de l'Amérique dans son Entreprise contre la Russie.

L'histoire enseigne qu'avec des chefs-d'œuvre de ce genre les renégats ont toujours servi le nouveau patron.

Non moins édifiant que le sujet de la réforme foncière est celui des contrats agricoles. Les antifascistes de toutes nuances se présentèrent avec de terribles promesses de réformes quand ils prirent des mains du fascisme l'Italie bancale, sans comprendre que les seules tentatives possibles de réformisme dans le monde d'aujourd'hui sont à base politique totalitaire. Ni le nazi-fascisme, ni le stalinisme ne sont des révolutions, mais ils sont des réformismes sérieux et ils en ont donné des exemples probants. Le réformisme de la nouvelle Italie se contente d'être la mouche du coche ⁵⁴. Les antifascistes avaient promis l'étude de trois grands secteurs : réforme de l'État, réforme industrielle et réforme agraire. Majorité et opposition, en lesquelles le bloc des comités de libération d'alors s'est divisé, avec des orientations contradictoires, se croisant dans tous les sens, et avec des réalisations inexistantes, donnent chaque jour la preuve de leur vacuité et n'arrivent même pas, dans leurs chamailleries, à suivre, dans le domaine de la phraséologie, la boussole des positions sociales et politiques.

Ils jugent bon par exemple de défendre, pour attraper des voix, la cause du travailleur et embrassent celle du patron, et si par hasard ils pensent briser des lances en faveur de la bourgeoisie et des classes moyennes, ils tendent un bâton pour se faire battre.

⁵⁴ Ital. : *fa sudare i rinoceronti*, litt. : « fait suer les rhinocéros ». Les rhinocéros, avec leur peau épaisse, étant censés ne pas suer, cette expression semble désigner une action vaine et vouée à l'échec.

Le contrat de fermage agricole, pour lequel la thèse démagogique défend de façon simpliste le blocage, c'est-à-dire l'interdiction, pour le propriétaire, de renvoyer le fermier, dissimule sous le même schéma juridique des rapports économiques et sociaux très différents. Plagier la thèse du blocage des loyers pour les habitations - qui, comme on pourra le montrer en son temps, est une autre couillonade - ne signifie qu'on ait donné une orientation sérieuse en la matière. Dans la petite ferme on trouve face au propriétaire foncier, qui peut de son côté être un grand, un moyen ou un petit propriétaire, le fermier qui, en plus d'un capital d'exploitation minimum et difficile à estimer, utilise son travail physique, et qui est donc un travailleur bien qu'il verse de l'argent au lieu d'en recevoir ; dans la grande ferme on trouve au contraire, face au propriétaire foncier, un entrepreneur capitaliste qui sur des exploitations modernes emploie des ouvriers agricoles salariés et, sur des propriétés à culture arriérée, sous-loue à de petits colons partiaires. Pointer les batteries pour le défendre plutôt que pour l'attaquer est une erreur épouvantable, un suicide des partis ouvriers, même modérés, un reniement des luttes de classe historiques des ouvriers agricoles italiens qui, dans les *faisceaux* de Sicile, se jetaient sur le gabelou ⁵⁵, le fermier ⁵⁶, le marchands rural, authentique et répugnant bourgeois, et encore auparavant, dans le Polésine ⁵⁷, en 1884, se soulevèrent contre les entrepreneurs agricoles au cri fameux : *ça bout et ça va finir par déborder !*⁵⁸ – et toujours, comme du reste aujourd'hui encore malgré la bassesse des chefs, contre les mousquetons de l'État italien démocratique et national.

Le capitalisme agricole italien a beaucoup spéculé, fût-ce au dépens du propriétaire, aussi bourgeois que lui mais aux ongles moins crochus, sur la protection accordée aux fermages par une législation faite en dépit du bon sens. Les célèbres décrets Gullo ⁵⁹ qui réduisirent de moitié le loyer des contrats de fermage dits « à blé » en sont un exemple. Qu'est-ce que ce contrat ? Le fermage est normalement payé en argent. Cependant il peut être convenu qu'il le soit en denrées alimentai-

⁵⁵ Employé d'octroi ou douanier.

⁵⁶ Ital. : *versuriero*, terme régional. *Versura* est une mesure agraire romaine.

⁵⁷ Cf. Région de Vénétie méridionale, entre le Pô et l'Adige.

⁵⁸ Toute l'expression est en dialecte.

⁵⁹ Gullo était un ministre démocrate chrétien.

res, autrement dit que chaque année le fermier livre une quantité donnée - quel que soit le produit brut, puisque nous sommes toujours dans le cas du fermage et non dans celui du colonat partiaire ⁶⁰ - d'une ou plusieurs denrées. Ainsi le propriétaire se met à l'abri des oscillations de la valeur de la monnaie et de la dégradation de son revenu réel qui suit l'augmentation générale des prix, comme c'est le cas après les guerres. Mais de nombreux propriétaires ne trouvent aucun avantage à recevoir des denrées attendu que, dans le cas du grand fermage, il s'agirait d'une masse considérable de marchandises aisées à transporter, conserver, etc.. Dans l'intention également de se mettre à l'abri des changements de valeur de la monnaie, on établit que le loyer sera payé en argent, toutefois la somme n'est pas fixée mais correspond plutôt au cours de l'année d'un produit conventionnel - blé, riz ⁶¹, chanvre - de ceux, le plus souvent, qui sont officiellement cotés par l'État, en quantité donnée relative à l'étendue du fonds. On entend dire que le loyer est de quatre quintaux de blé à l'hectare, mais il peut arriver que le fermier ne livre pas de blé, et même qu'il n'ait pas cultivé ni récolté un seul grain de blé s'il pratique l'élevage ou sème d'autres plantes. On pouvait dans le même but stipuler un loyer en dollars ou en livres d'or tout en sachant qu'on n'a pas encore trouvé l'arbre qui porte ces fruits. Eh bien, en réduisant de moitié ce loyer aucun paysan travailleur n'a gagné quoi que ce soit puisque, par sa nature même, le système ne s'applique pratiquement jamais au petit fermage, et des entrepreneurs agricoles beaucoup plus riches que leurs propriétaires et parfois propriétaires eux-mêmes d'immenses biens immeubles urbains et agricoles encaissèrent des millions. Il est à croire que les Solon d'aujourd'hui n'ont pas encore compris ce rapport simple.

Dans le cas du métayage, on a brisé bien des lances populaires en faveur des métayers sans tenir compte que même parmi eux il y en a qui, en qualité d'employeurs, engagent un personnel salarié. Pour les défendre on a voulu augmenter la quote-part du produit alloué au métayer. Mais en Italie les contrats de colonat partiaire sont de type très variés selon les cultures, avec différents taux de répartition et d'avances de frais et taxes à la charge des contractants, de sorte que l'on a créé le pire fatras qui soit. À gauche on a clamé, jusqu'à un certain point,

⁶⁰ Cf. le paragraphe sur le colonat partiaire dans *Les seconds rôles dans le drame de la terre*, « *il Programma comunista* » n° 10, mai 1954.

⁶¹ Riz non décortiqué.

que cette forme de contrat devait disparaître comme étant de type *féodal*. Nous en sommes toujours là : le parti prolétarien et socialiste ne serait pas fait pour transformer le capitalisme en socialisme - au moyen de caresses ou à coups de nerfs de bœuf, c'est là une autre question - mais pour veiller à ce que le capitalisme ne redevienne pas féodalisme. Pas pour couvrir de honte, donc, mais pour louer l'idole capitaliste ainsi purifiée... De toute façon l'argument, faux dans son principe, est aussi faux dans les faits :

« Le contrat de métayage est d'origine très ancienne et propre à tous les pays où domina le droit romain, ce qui explique qu'il est particulièrement répandu chez nous, et aussi en France et dans les pays ibériques... » ⁶².

Le métayage se développa beaucoup après la libération des serfs de la glèbe et en Italie dès le XIII^{ème} siècle... C'est un problème très compliqué de savoir si le métayage contribua ou non au développement de la technique agricole et quelle influence il eut sur les différents types de culture ; ce qui importe socialement est que le métayer doit être considéré non seulement face au propriétaire terrien mais aussi en opposition au prolétaire ; et dans ce cas c'est un employeur, un bourgeois, un ennemi ; et qu'il trouve quelqu'un pour faire des lois en sa faveur, qui d'ailleurs croit les faire en sa faveur et le berne sans le vouloir... après l'avoir pris tour à tour, en dépit du bon sens, pour un serf de la glèbe ou un camarade prolétaire.

Quand les démocrates-chrétiens ont proposé le réajustement des baux emphytéotiques, ceux qui crient au loup contre les restes féodaux ont remis ça. Il y a rapport d'*emphytéose* lorsque le propriétaire perçoit un loyer fixe perpétuel de la part de l'exploitant, et qu'il ne peut ni le mettre à la porte ni demander des augmentations, et qu'au contraire c'est l'emphytéote qui peut racheter la terre s'il le juge bon en payant en argent vingt fois le loyer. Ce droit se transmet et se vend comme un droit de propriété. Que diable ce rapport strictement mercantile a à voir avec le féodalisme ? Il est vrai que certaines législations bourgeoises voulurent, à l'origine, supprimer cette forme en même temps que tant d'autres formes féodales, mais :

⁶² O. Bordiga, op. cit., p. 328.

« l'emphytéose est née à l'époque du Bas Empire de la transformation graduelle des concessions de domaines publics sous la forme du *vectigal* ⁶³, c'est-à-dire une concession perpétuelle au colon avec l'obligation de les cultiver et de payer un loyer, etc. » ⁶⁴.

De toute façon, cette idée fixe du féodalisme peut être une bévue historique due à une phobie infectieuse, mais la plus grosse est celle du réformateur qui ne voit pas que les bénéfices vont dans la poche opposée à celle qui lui tient à coeur. La gauche socialo-communiste, en votant contre l'augmentation du fermage dans un rapport de un à dix, était convaincue d'agir en faveur d'une masse de paysans travailleurs qui sont redevables du fermage ou de l'emphytéose aux grands propriétaires. Ces cas existent bien, mais les emphytéotes ne sont que quelques milliers, et en vérité les fermages sont si bas que, par effet de relativisme économique, ils sont en effet des privilégiés par rapport à tout autre type de gestion agricole, si bien que la nouvelle charge n'est certes pas prohibitive. Mais dans la plupart des cas, ce sont des propriétaires qui possèdent une autre terre à titre d'emphytéose et qui la gèrent en la louant ou en ayant recours au colonat comme les autres. Le faible bail emphytéotique va à des communes, des institutions d'assistance, ou des communautés religieuses, qui ont vu dans de nombreux cas leur rente annulée par l'inflation. S'il avait été possible de bloquer le décret rationnel du gouvernement, la grande masse des loyers qui seront payés en plus cette année [1949] serait allée justement dans les poches des propriétaires fonciers, à qui on veut au contraire faire du tort, qu'on veut mortifier et frapper en tant que classe rétrograde et parasitaire...

Ceux qui recourent à ces expédients techniques, réformistes, législatifs et dont on a tant vanté la clairvoyance avisée face à notre fidélité aveugle aux principes maximalistes, oublient un seul détail, à savoir qu'ils ont les yeux derrière la tête pour ne pas les localiser de façon plus grossière.

Ils nous embêtent depuis trente ans en prétendant qu'ils s'appliquent à scruter les problèmes concrets, mais dans tous les cas ils ne font que s'en donner l'air. Ils ne savent pas, par exemple, combien de grosses propriétés méridionales à culture

⁶³ Redevance (droit foncier romain).

⁶⁴ Ibid., p. 340.

extensive sont nées en accumulant des parts emphytéotiques achetées à bas prix aux paysans pauvres, et combien les propriétaires ont trouvé avantage à ce que le fermage soit encore payé en lires du premier avant-guerre et parfois même libellé en fraction de lires. Dès le début, tout modeste stagiaire s'occupant de l'impôt foncier tenait compte de ce prévisible réajustement des fermages. Tous ces phénomènes sont des produits du régime civilisé de la liberté de la terre dont les effets resteront inchangés jusqu'à ce que saute la libre baraque foraine du capitalisme bourgeois.

Depuis les eaux du Potomac, le grand charlatan du capitalisme ⁶⁵ a consacré toutes les libertés. Il en a oublié une, mais ses partisans, élèves et alliés bien dignes de lui, la pratiquent avec générosité, enthousiasme et souvent, ce qui est pire, avec une délicieuse bonne foi : la *liberté de débiter des sornettes*.

Chapitre VI. LA PROPRIÉTÉ CITADINE

Le capitalisme et la propriété urbaine des édifices et des sols

[Retour à la table des matières](#)

L'organisation des rapports économiques et juridiques qui se rapportent aux bâtiments et aux sols urbains à l'époque du capitalisme moderne peut sembler de moindre importance générale que le secteur agricole d'une part et la production industrielle d'autre part.

Mis à part le fait que le volume du mouvement économique que représente la gestion du logement n'est pas négligeable puisqu'il constitue une fraction assez importante du budget de chaque famille de la population moyenne (en Italie, en temps normal, et pour des couches sociales déterminées, jusqu'à un quart et plus

⁶⁵ Allusion à Harry Truman, président des Etats-Unis de 1945 à 1953.

du budget), le problème se révèle très intéressant puisque son examen permet d'élucider d'une façon très significative le jeu des éléments et relations économiques fondamentales pour comprendre le développement contemporain du capitalisme, en ce qui concerne particulièrement la distinction entre les rapports de propriété en titre et patrimoniale, qui en un certain sens représentent la *statique* de l'économie privée et les rapports de gestion et d'exploitation, de recette et de dépense continues, qui en constituent la *dynamique*.

Pour le bon ordre de l'exposé nous donnerons un aperçu de l'origine historique de la propriété privée urbaine, sujet qui mérite d'être longuement étudié et traité.

Le processus est bien différent de celui qui conduisit à la définition et à la délimitation des propriétés agricoles. Quand les tribus nomades se fixèrent sur des terres fertiles, on passa selon des modes différents de la jouissance et de la culture en commun à la détermination de petits champs individuels ou familiaux. Au travers d'innombrables convulsions et bouleversements on parvint au système romain classique et bien codifié, et de là au système féodal, jusqu'à ce qu'avec la victoire de la bourgeoisie, comme nous l'avons traité dans les quatrième et cinquième chapitres, la terre agricole devienne commercialisable et que la règle juridique soit à nouveau copiée sur le système romain.

Les vicissitudes du logement ne peuvent se confondre avec celles du terrain agricole. L'ancien nomade ou semi-nomade, chasseur, pêcheur, cueilleur de plantes sauvages, puis le cultivateur des origines, transporte avec lui son habitation, char, tente de peau, ou en improvise facilement une dans une cabane rudimentaire ou dans des grottes naturelles.

Avec la formation des terres agricoles privées et stables, la population qui se consacre à la culture construit, le plus souvent elle-même, les premières habitations fixes dans les champs ; jusqu'à aujourd'hui il faut les traiter, du point de vue foncier comme du point de vue de la gestion productive, de la même façon que les équipements agricoles dont le travail humain, tout au long des siècles, a couvert la terre végétale nue. Nous voulons au contraire ici suivre la naissance de l'habitation urbaine.

Il est évident que les premiers groupements de bâtiments stables n'eurent pas pour origine les exigences immédiates de la technique productive non agricole, puisqu'en effet en ces époques moins avancées la première manufacture était tout à fait compatible avec l'éparpillement de la population et l'utilisation des marges journalières et saisonnières de la vie de l'agriculteur. Plus donc que les premières formes de l'artisanat et de la fabrication de produits non naturels, ce furent les exigences de l'organisation sociale, politique et militaire qui déterminèrent la naissance des premières villes. On peut donc penser que l'espace urbain est né en régime collectif, et que c'est seulement après qu'il se brisa en domaines particuliers, en réponse aux nécessités d'administration, de défense, de domination, en rapport avec les masses éparpillées ou des bandes d'envahisseurs, toute la ceinture urbaine appartenant donc au roi, au tyran, au chef militaire, aux premières formes d'État et parfois à des castes sacerdotales. C'est ce que veut dire la légende de Romulus et Remus traçant l'enceinte des murs de Rome et en transformant le premier outil agricole, l'araire, en instrument de construction. Les exigences de défense fortifiée jouèrent ensuite leur rôle ; la *polis* grecque avait en son centre l'*acropolis* ou citadelle ; un des noms latins de la ville est *oppidum*, qui signifie lieu fortifié, tandis que *civitas* est un terme juridique désignant l'État plus qu'une indication topographique.

À cette même époque romaine, avec l'agrandissement de la ville à l'intérieur de murs d'enceinte toujours plus vastes, avec la naissance d'une classe dominante de patriciens propriétaires de vastes domaines agricoles et de nombreux esclaves, apparurent les *aedes* et les *insulae* ⁶⁶ privées ainsi que le fractionnement de la propriété urbaine en logements pour les classes inférieures. Cependant l'État, républicain ou impérial, conserva un strict contrôle sur tout le complexe urbain, contrôle dont la grande importance de la magistrature des édiles est la preuve. On en voit le reflet jusque dans le récit légendaire de Néron qui, obsédé par des projets grandioses de rénovation architecturale, n'aurait pas reculé devant le moyen radical de livrer aux flammes les quartiers de Rome.

Au Moyen Âge le développement des grands centres connut un recul par rapport aux fastes des capitales asiatiques et de l'Antiquité classique. Les manoirs

⁶⁶ Mots latins désignant des maisons isolées ou des pâtés de maisons.

féodaux apparurent et autour d'eux ou à leurs pieds les bourgs se massèrent, abritant d'abord des serfs et des domestiques, puis peu à peu des maîtres artisans et des marchands indépendants.

C'est avec la bourgeoisie moderne que naissent et s'agrandissent les villes. Dépassant toute considération de défense militaire des pouvoirs seigneuriaux ou dynastiques, elles abattent et franchissent les étroites enceintes de murs et de bastions et se dilatent jusqu'à former les énormes agglomérations contemporaines à l'intérieur desquelles des millions de travailleurs, que la technique productive moderne a concentrés, s'amassent dans des usines et des établissements gigantesques.

Une thèse marxiste fondamentale est l'étroite relation entre la diffusion de la production industrielle et de l'économie bourgeoise et l'imposant phénomène social de l'urbanisme.

« La bourgeoisie a soumis la campagne à la domination de la ville. Elle a créé d'énormes cités ; elle a prodigieusement augmenté les chiffres de population des villes par rapport à la campagne, et, par là, elle a arraché une partie importante de la population à l'abrutissement de la vie des champs » ⁶⁷.

C'est peut-être l'Italie, suivie des Pays-Bas, qui donna les premiers exemples, à la fin du Moyen Âge, de grandes villes de type moderne. Les grands palais et les ensembles imposants de maisons particulières, ne portent pas seulement les noms et les armoiries des grandes familles nobles, mais appartiennent à des firmes créées par des plébéiens qui ont accumulé dans la banque, le commerce, la navigation, les premiers gros capitaux et qui en ont investissent une partie importante dans les constructions urbaines, tandis que les plus importants maîtres artisans deviennent propriétaires de l'immeuble qui abrite leur atelier, comme ce fut le cas du boutiquier de Rome pour sa *taberna* ⁶⁸.

⁶⁷ Manifeste du parti communiste, op. cit., p. 43-44.

⁶⁸ Magasin, boutique, en latin.

Le capitalisme moderne s'étant répandu dans d'autres États, on vit naître de jeunes villes industrielles nées bourgeoises, comme Manchester ou Essen, ou bien de grosses agglomérations en périphérie des capitales historiques qui, après la chute des anciens régimes, augmentèrent démesurément le nombre de leurs habitants, devenant le grand Paris, le grand Londres ou le grand Berlin d'aujourd'hui ; tandis que d'autres villes bourgeoises étaient fondées outre-mer, dépourvues de quartier historique, reconnaissables sur le plan par le monotone réseau orthogonal et marquées par le *standard* de cette époque mercantile et par les lois inhumaines de la course au profit.

* * *

Le mécanisme juridique des codes romains et justiniens, qui s'était avéré si utile à la conquête des terres agricoles par le capital, servit remarquablement, dans les codes des nouveaux pouvoirs bourgeois, à organiser la propriété, l'acquisition et le transfert des biens urbains, tant des bâtiments existants que des terrains à bâtir disponibles. Une réglementation légale particulière servit à l'établissement des droits des particuliers sur des édifices partagés étages ou appartements en propriété individuelle, avec l'institution des parts de copropriété. Si la spéculation capitaliste des nouveaux maîtres de la société se développa à grande échelle en investissant dans des domaines agricoles et dans leur transformation selon les nouvelles exigences de la consommation et en utilisant les nouveaux moyens et les nouvelles forces productives, elle réussit à accomplir partout des manœuvres encore plus sensationnelles avec le « libre » commerce des terrains à bâtir et la hausse continue de leur valeur qui dans l'ancien et le nouveau monde atteignit des cotes hyperboliques.

Quoique les mêmes règles du droit fixent l'organisation du marché des terrains agricoles et des sols urbains, en établissant l'équivalence entre la valeur immobilière de ceux-ci et la somme d'argent en laquelle elle se convertit, les deux faits sont très différents dans la réalité économique.

On attribue à la terre agricole une valeur revenant au propriétaire juridique, et si celle-ci reste inchangée, il y a continuellement formation d'une rente foncière. Les écoles économiques conservatrices ont retenu de l'école physiocratique, qui

en défense du régime féodal, voulait faire l'apologie de la force productive de la terre en opposition à celles de la manufacture et de l'industrie, le concept d'une productivité fondamentale de la terre qui, fût-elle la moins équipée, fournit un produit sans travail humain et avant celui-ci. Les meilleures cultures rendues possibles par l'apport d'investissements ultérieurs de travail sous forme d'équipements et de constructions divers ainsi que d'interventions périodiques telles que défrichages, fumures des sols, etc., ajoutent à cette rente de base, selon l'économie officielle, un nouveau gain qui constitue le profit de l'entreprise agricole.

Sans exposer la position différente du marxisme sur la question - pour lui, comme nous l'avons vu, la terre n'a pas en soi de force productive, elle est un *instrument* de travail - la rente foncière ne peut s'élever au delà de certaines limites en fonction de l'étendue du terrain et de la durée de son exploitation. Dans l'actuel mécanisme économique, les importantes améliorations foncières elles-mêmes, si elles permettent d'augmenter considérablement la production de denrées, exigent cependant l'investissement de capitaux encore plus grands que la valeur foncière de base et imposent de très longues attentes, voire des suspensions de rente que l'on doit porter au passif en même temps que des intérêts du capital investi. Dans le régime capitaliste les terres agricoles peuvent donc augmenter de valeur mais dans des limites assez étroites. La transformation agricole, qui intéresserait au plus haut point le bien-être commun, fait rarement l'affaire de la classe bourgeoise dominante et n'atteindra un grand développement qu'après la fin du capitalisme.

Bien différents sont les phénomènes qui influencent le marché des sols urbains et de tout ce qui est construit dessus. Dans la production agricole il existe un certain équilibre entre, d'une part, son importance comme patrimoine de qui s'enorgueillit d'un titre de propriété, et de l'autre comme contribution à la production : les régimes terriens n'étaient pas les plus prédateurs. Dans l'économie industrielle, les valeurs des produits et la masse du profit s'accroissent énormément alors que les valeurs patrimoniales des propriétés restent limitées.

La mise en lumière de la tendance la plus moderne vers un capitalisme sans patrimoine mais à profits très élevés sera le propos de notre investigation. Mais retournons à notre terrain à bâtir et nous y trouverons un exemple d'un maximum

de patrimoine concentré sur une petite surface complètement stérile, où ne pousse pas une seule salade et où l'on n'a pas investi une seule heure de travail humain. Tant que le sol n'est pas vendu pour y bâtir, il n'y a aucun bilan de gestion ou d'exploitation, il n'est besoin d'aucun capital mobilier. Il n'y eut même pas d'impôt à payer tant que ne fut pas institué, précisément, l'impôt « patrimonial ». Celui-ci prétendait constituer une confiscation moderne et partielle des patrimoines privés, mais en réalité il est payé lui aussi sur les différents revenus des classes aisées, et dans le cas de notre terrain à bâtir, il n'y a qu'une très petite soustraction à l'incessante augmentation de valeur patrimoniale et vénale qui est, en règle générale, beaucoup plus forte que celle d'un patrimoine monétaire auquel viendraient s'ajouter les intérêts.

Or cette forme spéciale d'enrichissement des classes bourgeoises n'est qu'un aspect de l'accumulation primitive du capital fondée sur la paupérisation et la capture dans les tourbillons de l'urbanisation industrielle auxquels sont exposés les petits producteurs, libres paysans ou artisans réduits à l'état de prolétaires sans-réserves. Il s'agit d'un fait social ; à travers la concentration dans des espaces urbains limités de masses de forces productives qui vont de l'homme aux machines et aux complexes outillages modernes, la condition fondamentale de l'énorme profit que l'industrie offre au patronat est de disposer de terrains dans ces zones privilégiées pour y placer usines, bureaux et habitations pour les masses de salariés. Il est donc possible que sur le marché de ces terrains des sommes de plus en plus élevées correspondent aux mêmes surfaces, et l'unité commerciale n'est plus l'hectare ou l'acre mais le mètre ou le pied carré.

Le complexe organisme urbain évolue dans des directions qui toutes conduisent à augmenter le prix du terrain à bâtir. Avec l'augmentation progressive de l'intensité de la circulation sur les voies, bien que la vitesse accrue des véhicules facilite le passage d'un nombre de personnes et d'un volume de marchandises supérieur dans un même temps, l'élargissement des voies s'impose et à chaque transformation les îlots d'habitation deviennent plus petits. Dans le même temps, le progrès de la technique permet d'en augmenter la hauteur et sur la même surface on a donc un plus grand nombre d'étages, de pièces et d'habitants. La mise à profit du terrain et le bien qu'on en tire ayant ainsi été accrus, le prix de vente que le propriétaire en demande augmente. Selon les critères de l'économie en vigueur,

on estime la valeur d'un terrain à bâtir en calculant quelle sera la rente du plus grand édifice possible et on en déduit les frais pour réaliser la construction, lesquels se révèlent en général inférieurs à la valeur précédemment fixée de l'édifice. La différence est une prime qui revient au propriétaire du sol, lequel est une valeur foncière, de nature différente de celle des biens immeubles ruraux, mais qui cependant engendre lui aussi une rente quand le propriétaire du sol reste le propriétaire de l'édifice.

Notons pour clarifier que dans la location de logements, une fois les maisons construites, il n'apparaît ou ne figure aucun profit d'entreprise comparable à celui du fermier agricole qui paie un loyer au propriétaire du fonds et pourvoit ensuite à l'exploitation et à la culture de celui-ci, en restant propriétaire du produit.

On ne peut pas comparer économiquement au fermier entrepreneur agricole l'*entreprise* qui a construit l'édifice ; celle-ci obtient son dû et disparaît du rapport : quand nous avons parlé de calcul des frais de construction, nous y avons compris le profit de l'entreprise de bâtiment et aussi les intérêts commerciaux revenant au capital monétaire qui a été engagé pendant le temps de la construction. Dans tous ces procès économiques les différentes figures peuvent coïncider en une seule et même personne, mais il faut bien les distinguer pour déchiffrer les procès qu'étudie le déterminisme économique. C'est ainsi que dans l'agriculture on ne distingue pas toujours le propriétaire foncier, le fermier entrepreneur, le travailleur manuel salarié. Le gros paysan cultivateur direct réunit en lui les deux premières figures, le petit colon les deux dernières, le petit propriétaire paysan toutes les trois. Pareillement dans la propriété d'immeubles, le propriétaire d'un sol peut y construire la petite maison qu'il habitera, sinon de ses propres mains, du moins avec le système dit « à la régie » ⁶⁹, et en y dépensant son propre argent : il sera non seulement propriétaire, mais en même temps banquier, entreprise de construction et son propre locataire.

Nous avons déjà vu qu'un texte marxiste rappelle que souvent en Angleterre l'industriel *n'est pas* le propriétaire de sa fabrique. Dans un autre texte dont nous nous occuperons très amplement d'ici peu, on remarque même que le propriétaire

⁶⁹ C'est-à-dire au prix couvrant les dépenses réelles.

de la maison peut ne pas être propriétaire du sol sur lequel elle est construite. Des règles juridiques déterminées autorisent en effet le permis de construire sur le sol dont le propriétaire reçoit un loyer de la part du constructeur et du propriétaire de la maison. Des formes semblables et fort intéressantes, soit dit en passant, se répandent à l'occasion de constructions et d'installations réalisées à leurs frais par des spéculateurs privés sur des sols qui ne sont pas à eux mais au *Domaine*, c'est-à-dire la propriété d'organismes publics (communes, provinces, États), ce qui aboutit à la concession, institution qui est en train de se répandre considérablement, comme type de *capitalisme sans propriété*.

Le mouvement économique de l'ère capitaliste moderne va dans le sens de la distinction, la séparation, la discrimination entre les figures économiques d'un cycle de production-consommation, et non pas dans leur superposition et leur confusion. Non seulement cette thèse est une thèse objective fondamentale, mais elle doit être accompagnée d'une autre selon laquelle *ce* sens de développement du monde capitaliste est celui que nous marxistes, ses implacables adversaires révolutionnaires, acceptons et provoquons comme base du passage à l'économie collective.

Revenant donc à l'édifice qui vient d'être construit et appartenant à un propriétaire privé, et après avoir vu comment naît et se transmet dans la société présente son titre de propriété patrimonial, examinons-en l'exploitation et la gestion. Introduisons tout d'abord un concept important d'économie urbanistique. Le patrimoine foncier rural est en un certain sens *perpétuel* puisque dans le cycle d'exploitation la terre reproduit physiquement sa productivité de base, à la différence par exemple d'un gisement minier dont on peut calculer la date d'épuisement. La construction urbaine au contraire n'est pas éternelle. C'est seulement la littérature qui chante « *exegi monumentum aere perennius* », j'ai élevé un monument plus éternel que le bronze ; et même les bâtiments colossaux des temps passés ont une durée de vie limitée, aussi longue soit-elle ; ils dépérissent et meurent. L'immeuble d'habitation normal a pour diverses raisons un cycle de vie limité. D'une part le temps en use les structures, rapprochant l'heure de l'affaissement et de la ruine, d'autre part le type d'habitation se transforme avec le progrès de la technique, il doit satisfaire à de nouvelles exigences et le fait parfois avec des procédés moins coûteux que les anciens. Comme le rappelle aussi le texte auquel nous nous réfè-

rons, il advient à un certain moment qu'économiquement l'immeuble vaut *moins* que le sol qu'il occupe une fois que ses logements ne peuvent plus prétendre qu'à de bas loyers et que les frais d'exploitation ont augmenté. Le cycle de vie d'un immeuble d'habitation urbain peut être très variable, par exemple, pour opposer pauvres et nababs, vaincus et vainqueurs, il sera de 300 ans à Naples et de 30 ans à New York.

Le propriétaire de l'immeuble tire ses recettes des loyers ou baux que les locataires lui versent périodiquement. Ce revenu n'est pas du tout éternel ni constant et n'est pas entièrement à sa disposition. À ce revenu, qu'on a l'habitude d'appeler rente brute, s'opposent toute une série de dépenses : frais de garde de l'immeuble (concierge), d'éclairage et de nettoyage des parties communes aux locataires (entrées, escaliers, etc.), d'entretien des parties délabrées ; frais généraux d'administration et autres frais divers. Dans la plupart des cas, il faut ajouter une quote-part moyenne pour les logements inoccupés ou les loyers non encaissés. Et enfin pour faire face à la dégradation de l'immeuble, il faut mettre de côté ce qu'on appelle la cote d'amortissement, c'est-à-dire une annuité périodique qui, épargnée, permette d'accumuler la somme à dépenser pour reconstruire l'immeuble à neuf lorsque son cycle de vie est achevé. Une fois tous ces frais additionnés et leur montant déduit de la recette brute, ainsi que les taxes à payer aux organismes publics, il reste le revenu net effectif dont le propriétaire est libre de profiter. Il est habituel de tirer la valeur patrimoniale de l'immeuble de celle du capital qui, aux taux d'intérêts en vigueur, reproduirait la rente nette. Une analyse plus approfondie montre qu'un tel procédé s'expose à de nombreuses erreurs parce qu'il admet la constance dans le temps de nombreuses conditions qui en fait sont variables.

Nous avons rappelé tout cela pour montrer, par une comparaison facile, les différences économiques et sociales entre l'entreprise que gère le propriétaire de logements et les entreprises productives classiques de l'agriculture et de l'industrie. Celles-ci fondent leur gain d'exploitation sur la réalisation de *produits* qu'elles fabriquent et mettent continuellement sur le marché. Grâce à ce gain brut, elles peuvent ainsi acquitter les différentes dépenses parmi lesquelles deux catégories très importantes et qui sont pratiquement absentes chez le propriétaire de logements : l'acquisition de *matières premières* à travailler ; la rémunération de *travail* salarié. Donc, dans le rapport de location, trois éléments font défaut : production

de marchandises, salaire, acquisition de matières premières. Il y a en réalité une usure et une consommation de la maison, mais c'est une petite fraction du budget annuel, la plus faible du patrimoine et ce sont les réserves économiques citées plus haut qui y pourvoient. Au contraire dans l'industrie, non seulement ces trois postes (produits, salaires, matières premières) représentent la partie prépondérante du budget annuel, mais peuvent atteindre un montant plus élevé, dans certains cas, que la valeur patrimoniale des équipements, tout en participant à sa conservation. Dans le droit et dans l'économie courantes, il se produit cependant un échange régulier et contractuel de prestations et de valeurs lors de la location des maisons, comme c'est le cas quand on donne des pièces de monnaie contre un morceau de pain. Qu'obtient le locataire en échange de son argent ? Certainement pas une chose qu'il pourrait emporter ou consommer en la détruisant. Dans le langage du code bourgeois, il obtient la *jouissance* de son habitation et il la paie au prix en vigueur par unité de temps. Et donc le loueur vend simplement au locataire la jouissance, la *possession* de la maison, le droit d'y entrer et d'y demeurer. Nous allons voir que, dans l'économie marxiste, cet échange est considéré comme un échange commercial entre équivalents, dans lequel il est bien possible qu'une des parties porte préjudice à l'autre puisque tout le commerce bourgeois est un réseau d'escroquerie où il est toujours probable que ce soit le plus riche qui roule le plus pauvre. Mais il n'y a pas application de *force de travail* à la transformation de matériau et donc cet échange ne fait pas partie du domaine où, grâce à l'acquisition de cette marchandise particulière qu'est la force de travail humaine, la *surveleur* et le *profit capitaliste* apparaissent.

Dans l'actuel mécanisme des rapports entre les contractants, ces particularités du rapport de location produisent des disparités pratiques et juridiques sensibles. Elles se réduisent au fait matériel que le producteur agricole ou industriel tient fermement en main sa marchandise et que, pour lui faire lâcher prise, il faut en principe sortir son argent. Cette marchandise particulière qu'est la possession de la maison, même si nous voulons la qualifier de produit, est entre les mains du locataire et non du propriétaire ; si le locataire ne paie pas, il faut mettre en action un complexe mécanisme juridico-policier pour le mettre dehors. C'est là-dessus que se fondent les sottises et la démagogie de la législation bourgeoise sur le logement en temps de crise, ainsi que son exploitation de la part des partis populaires et pseudo-socialistes. Toutefois, avant d'élucider ce point, il nous faut prouver en

premier lieu, pour illustrer notre thèse selon laquelle le rapport de location n'est pas un rapport capitaliste, que nous n'avons proféré ni hérésie ni stupidité, et en second lieu que nous n'avons vraiment rien découvert de nouveau.

* * *

Lénine, dans son écrit cardinal *L'État et la Révolution*, cite longuement les œuvres de Frédéric Engels, comme *Origine de la propriété, de la famille et de l'État* et *La science bouleversée par Monsieur Eugène Dühring*, mais dans le chapitre IV il se réfère à un travail du même auteur, bien à tort moins connu et moins utilisé par la propagande socialiste. Le titre de l'ouvrage est *La question du logement*. Lénine se sert de ce qu'Engels a écrit sur le programme des communistes en matière de logement pour mettre en évidence avec sa perspicacité habituelle les tâches de l'État aux mains des travailleurs, les analogies et les différences entre cet État de demain et l'actuel État de la bourgeoisie quant à la forme et quant au contenu de leurs activités. La préoccupation de Lénine est de parvenir à deux solides principes. *Primo* : l'État qui sortira de la révolution est une machine neuve et différente qui se formera après avoir abattu et brisé la machine de l'État actuel ; *secundo* : les fonctions de cette nouvelle machine de pouvoir et son intervention de classe dans le corps de la vieille économie se dérouleront de telle façon que l'on n'ait pas à craindre (comme les libéraux et les libertaires l'insinuent) que sur ce nouveau pouvoir une nouvelle forme de domination et d'exploitation sur les masses de la part d'un cercle de privilégiés ne s'édifie. Le problème de savoir si l'histoire a jusqu'ici confirmé la construction doctrinale marxiste et léniniste même sur ce point, ne peut être abordé de façon sûre sans une complète clarification et une analyse positive des rapports économiques et sociaux d'aujourd'hui. Le domaine du logement sert admirablement à Engels et Lénine pour faire apprécier l'abysse existant entre les solutions propres à la critique révolutionnaire marxiste et celles écoulées par des utopismes puérils ou par des réformistes légalitaires et anti-classistes.

L'étude de Engels porte la date de 1872 et réunit trois articles publiés dans le « Volksstaat » de Leipzig auxquels l'auteur ajouta une préface datée de 1887. Engels l'écrivit en réplique à des écrits d'un certain Mülberger parus dans la même revue qui s'étaient largement éloignés du marxisme dans une direction proudho-

nienne. Engels saisit l'occasion pour faire une critique de la position petite-bourgeoise de Proudhon, position qui sous divers noms, avant et depuis lors, affleure à nouveau et piège la directive marxiste. Il s'agit d'une exposition conduite avec une main de maître dans laquelle, comme toujours avec Engels, la sûreté théorique accompagnée de la clarté cristalline du développement et de la forme étonne. Il se peut que la littérature marxiste ne possède pas, pour le domaine de la production agricole, un texte complet et systématique, comme celui-ci qui définit et épuise le problème de la propriété urbaine. Et pourtant l'homme incomparable qu'était Engels tient à clarifier, presque en s'excusant, que dans la répartition du travail entre Marx et lui, il lui revenait de défendre leurs positions dans la presse périodique pour que Marx, lui, puisse se consacrer entièrement à sa plus grande œuvre. Il ajoute qu'il a voulu, en prenant la question du logement pour occasion, mettre à jour la critique de Proudhon faite en 1847 avec la *Misère de la philosophie*, et il conclut textuellement : Marx l'aurait fait bien mieux et de façon plus exhaustive !

La position contre laquelle dès le début Engels dirige sa critique est celle qui veut résoudre la « crise du logement », phénomène moderne qui a frappé et qui frappe périodiquement les pays les plus divers, avec une réforme qui permettrait à tout locataire de devenir propriétaire de l'habitation dans laquelle il vit au moyen d'un *rachat* qu'il paierait en plusieurs versements au propriétaire. L'auteur de l'article que Engels réfute en arrive naturellement à cette grossière erreur programmatique à cause d'énormes erreurs dans le domaine de l'économie, Engels les élimine en profitant de l'occasion pour remettre en lumière l'interprétation marxiste. Une des thèses erronées est celle-ci :

« Ce qu'est l'ouvrier salarié face au capitaliste, le locataire l'est face au propriétaire de logements ».

Marx aurait peut-être lancé des flammes et des éclairs en entendant de telles âneries ; Engels dit avec calme : tout cela est faux. Patiemment et de façon limpide il explique comment ces choses doivent se concevoir, en rappelant les simples critères descriptifs que nous avons exposés plus haut. Il en tire la réfutation du calcul balourd selon lequel le locataire paierait à force de paiements mensuels, deux, trois, cinq fois la valeur de sa maison. De plus il en tire l'occasion non seu-

lement pour exposer à fond la critique économique du socialisme petit-bourgeois mais aussi les fondements (2) éthico-juridiques de celui-ci. L'auteur de l'article, qui comme des milliers de ses camarades dans le péché se croyait marxiste, s'était laissé aller à écrire cette autre bêtise : « Une fois construite, la maison sert comme *titre juridique éternel* » ; selon Proudhon en effet tout consiste à réussir à introduire dans l'économie « l'idée éternelle du droit ». Engels montre la vacuité d'un tel langage qui voudrait stigmatiser l'avidité d'argent du propriétaire de logements comme autrefois on excommunait les usuriers pour la leur ; et il cite Marx :

« Quand on dit que l'usure contredit la *justice éternelle* et autres *vérités éternelles*, en sait-on plus sur elle que n'en savaient les Pères de l'Église quand ils disaient qu'elle était en contradiction avec la *grâce éternelle*, la *foi éternelle*, et la *volonté éternelle de Dieu* ? ».

Entre 1847 et 1887 un adversaire était mis à terre quand il était convaincu de théisme. Marx et Engels, athlètes de la polémique, auraient aujourd'hui une tâche plus dure, parce que les petits écrivains *marxistes* sont non seulement descendus au niveau de Proudhon, mais jusqu'aux Pères de l'Église eux-mêmes. Ils pratiquent désormais le « catch as catch can » !

Puisque l'imprudent auteur ne se contente pas de proposer sa miraculeuse « réforme de structure » pour les maisons habitées, mais se vante de posséder une recette semblable pour tous les autres secteurs, Engels étend la portée de sa mise au point à la description marxiste de l'ensemble du processus productif jusqu'à la question du taux d'intérêt du capital, en se moquant de la prétention de « prendre finalement par les cornes la productivité du capital » avec une *loi transitoire* pour fixer les intérêts de tous les capitaux à un pour cent ! Et pourtant encore aujourd'hui nombreux sont ceux qui présentent la lutte socialiste comme une campagne pour abolir le loyer de la maison d'habitation, de la terre et l'intérêt rapporté par l'argent, pensant avoir ainsi transporté sur la terre le règne de la morale en empêchant, à qui ne travaille pas, de gagner de l'argent ; alors qu'au contraire il s'agit de faire disparaître tout un assemblage de formes sociales protégé et défendu par les échafaudages monstrueux du pouvoir armé et concentré dans l'Etat politique !

La réponse de Engels établit que « la "productivité du capital" est une absurdité que Proudhon emprunte de façon acritique aux économistes bourgeois ». En vérité l'économiste bourgeois classique est plus sérieux que l'économiste petit-bourgeois et réformiste, puisque (après avoir contesté aux physiocrates le fait que la richesse surgisse de la productivité *de la terre*, et aux mercantilistes le fait qu'elle surgisse de la productivité de l'échange) il affirmait à juste raison que le *travail* est la source de toute richesse et la mesure de la valeur de toutes les marchandises. Pour expliquer cependant comment le capitaliste qui emploie son capital dans l'industrie, non seulement le récupère à la fin de l'affaire, mais en plus en tire un profit, il énonçait, en s'enveloppant dans mille contradictions, une certaine « productivité du capital ». Pour les marxistes au contraire seul le travail est productif, ce que n'est ni la terre agricole, ni la maison du propriétaire d'immeuble, ni l'argent du banquier. La terre agricole, la maison, l'usine, la machine sont des forces productives parce qu'elles sont des instruments et des moyens de production, c'est-à-dire qu'elles sont mises en œuvre par l'homme pour travailler. Dans l'organisation actuelle, et tant qu'elle ne sera pas renversée, la propriété de l'argent et du capital n'est pas la propriété productive, elle est la propriété qui est inhérente au capital « de s'approprier du travail non rétribué de travailleurs salariés ».

Quoique étant seulement en possession d'une traduction de mauvaise qualité, cessons de paraphraser Engels et laissons lui la parole :

« L'intérêt du capital *liquide* donné en prêt est seulement une partie du profit ; le profit, soit du capital industriel, soit du capital commercial, n'est seulement qu'une partie de la survalueur soustraite par la classe capitaliste à la classe travailleuse sous forme de travail non rétribué [...]. Quant à ce qui concerne la distribution de cette survalueur entre les différents capitalistes, il est clair que pour ces industriels et commerçants, qui ont dans leurs affaires de nombreux capitaux avancés par d'autres capitalistes, la quote-part de leur profit doit augmenter dans la même mesure où [...] tombe le taux d'intérêt. La baisse de ce taux et son abolition finale ne serait donc pas une véritable "prise par les cornes" de la soi-disant "productivité du capital", mais seulement une réglementation différente de la distribution de la survalueur soustraite et non payée à la classe travailleuse, et cette réglementation assurerait un avantage non pas au travailleur confronté au capitaliste industriel, mais bien au capitaliste industriel confronté à celui qui vit de la rente ».

Nous retrouvons la thèse sur laquelle nous insistons inlassablement dans ces pages : le *rentier* et le maître des terres et des palais, ces pauvres restes d'une époque révolue, ne sont pas les gens qui nous couillonnent le plus ; mais ce sont bien le capitaine d'industrie et l'entrepreneur, très modernes et *progressistes*, et face à ces derniers nous crions : voici l'ennemi !

Le proudhonien s' imagine que la compression et la suppression finale de l'intérêt du capital comporteraient justement – en plus d'être une panacée universelle et merveilleuse pour toutes les autres questions économiques et sociales : crédit, dettes de l'État, dettes privées, impôts – l'abolition pour toujours du loyer des maisons. Engels, lui, démontre que même si la réalisation de ce plan simpliste était possible, le rapport économique capitaliste fondamental entre travailleurs salariés et patrons des entreprises de production ne s'en trouverait pas changé ; il le renvoie maintes et maintes fois aux bases de l'économie marxiste et au *Capital* de Marx :

« La pierre angulaire de cette production capitaliste est constituée par le fait que notre organisation actuelle de la société permet aux capitalistes d'acheter à sa valeur la force de travail de l'ouvrier, mais d'en tirer beaucoup plus que sa valeur, en faisant travailler l'ouvrier plus longtemps qu'il n'est nécessaire pour retrouver le prix payé pour cette force de travail. La plus-value créée de cette manière est répartie entre tous les membres de la classe des capitalistes et des propriétaires fonciers et entre leurs serviteurs appointés, depuis le pape et l'empereur jusqu'au veilleur de nuit et au-dessous. » ⁷⁰

Or le prix commercial de la maison comme celui du pain, des vêtements, etc. entre dans les frais de reproduction de la force de travail, dans la partie de cette force que le salaire rémunère et qui constitue le travail nécessaire, et c'est au-delà de cette partie que nous entrons dans le domaine de la survalueur ou travail non payé qui apparaît dans le prix du produit en même temps que le travail payé. Comme dans tous les échanges contre de l'argent, l'ouvrier et tout autre acheteur *peut* être escroqué ; dans l'échange de son travail contre le salaire, l'ouvrier *doit* l'être. Le rapport où est saisi le caractère capitaliste de l'économie est celui où le

⁷⁰ Ibid., p. 26.

travailleur touche sa paie et non celui où il la distribue entre le boulanger, le tailleur, le propriétaire de la maison, etc.

Une fois clarifiée la question de l'analyse économique, l'étude d'Engels, avec une égale énergie, repousse l'erreur de nature sociale des proudhoniens de toutes sortes en les accusant de mettre toujours en avant les revendications communes aux ouvriers salariés et aux petits et moyens bourgeois, mais qu'*en tant que classe* seuls ces derniers ont intérêt à défendre, et démontre combien cette position est réactionnaire. Il cite ces propos stupides tirés de la rhétorique opportuniste :

« Sous ce rapport, nous sommes bien en dessous des sauvages. Le troglodyte a sa caverne, l'Australien sa cabane de torchis, l'Indien son propre foyer, le prolétaire moderne n'a pas, en fait, d'endroit où reposer sa tête, etc. » ⁷¹

Il faut encore citer textuellement la réfutation magnifique d'Engels qui se réfère aussi à la revendication non moins répugnante de la parcellisation du sol :

« Dans cette jérémiade, nous avons tout l'aspect réactionnaire du proudhonisme. Pour créer la classe révolutionnaire moderne du prolétariat, il était indispensable que fût tranché le cordon ombilical qui rattachait au sol le travailleur du passé. Le tisserand qui possédait à côté de son métier sa maisonnette, son jardinet et son bout de champ, était, avec toute sa misère et malgré l'oppression politique, un homme tranquille et heureux, qui vivait « en toute piété et honnêteté », tirait son chapeau devant les riches, les curés et les fonctionnaires de l'État, et était au fond de lui-même cent pour cent un esclave. C'est la grande industrie moderne qui a fait du travailleur rivé au sol un prolétaire ne possédant absolument rien, libéré de toutes les chaînes traditionnelles, *libre comme l'air* ; c'est précisément cette révolution économique qui a créé les conditions qui seules permettent d'abolir l'exploitation de la classe ouvrière sous sa forme ultime, la production capitaliste. Et voici que notre proudhonien s'en vient, comme s'il s'agissait d'une grande régression, pleurant et gémissant sur l'expulsion des travailleurs de leur foyer, alors qu'elle fut justement la toute première condition de leur émancipation morale. » ⁷²

⁷¹ Ibid., p. 32-33.

⁷² Ibid., p. 33. Soulignement d'Engels.

Engels rappelle qu'il fut le premier à décrire, dans *La situation des classes laborieuses en Angleterre*, la férocité de cette expulsion des travailleurs hors de leur maison et de leur foyer, puis il poursuit :

« Mais pouvait-il me venir à l'esprit de voir dans cette évolution historique, absolument nécessaire étant données les circonstances, un processus régressif ramenant "au-dessous des sauvages" ? Non, bien sûr. Le prolétaire anglais de 1872 se trouve à un niveau infiniment supérieur à celui du tisserand rural de 1772 ayant "feu et lieu". Et le troglodyte avec sa caverne, l'Australien avec sa cabane de torchis, l'Indien avec son propre foyer feront-ils jamais une insurrection de Juin de Juin et une Commune de Paris ? » ⁷³

Ensuite Engels, au moyen d'un exemple savoureux - qu'on dirait choisi après avoir lu la loi actuelle sur le *plan Fanfani* – fait la satire des conséquences du plan imbécile (dont on discutait déjà à l'époque en Amérique, comme cela ressort d'une lettre d'Eleanor, fille cadette de Marx, au sujet de la vente aux travailleurs, à des prix exorbitants, de maisonnettes dans les faubourgs ⁷⁴) ayant pour but que chaque ouvrier industriel achète sa maisonnette à tempérament, et il imagine un ouvrier qui, après avoir travaillé dans différentes villes, possède un cinquantième de maison à Berlin, un trente-sixième à Hanovre, et d'autres fractions encore plus compliquées en Suisse et en Angleterre de telle façon que « la justice éternelle » ne puisse en souffrir.

En conclusion :

« Tous ces points qui nous sont présentés ici comme des questions d'une haute importance pour la classe ouvrière, n'intéressent essentiellement que les bourgeois et surtout les petits-bourgeois, et, malgré Proudhon, nous soutenons que les travailleurs n'ont pas pour mission de veiller aux intérêts de ces classes » ⁷⁵.

Naturellement, à ce moment, on demande à Engels, à Lénine et à tous ceux qui comme nous sont tellement conservateurs qu'ils n'ont pas trouvé le moyen de

⁷³ Ibid., p. 33-34.

⁷⁴ Ibid., p. 42. Lettre du 28/11/1886.

⁷⁵ Ibid., p. 49.

dépasser des positions vieilles de soixante-sept ans, *ce que l'on compte faire* en matière de logement. C'est justement ce passage que Lénine voulut citer pour démontrer le peu de points communs entre un extrémisme utopiste et les positions conséquentes du marxisme radical, ainsi qu'il le dit avec vivacité à propos des perspectives de l'économie future : « il n'y a pas un grain d'utopie chez Marx ».

La conclusion d'Engels est celle-ci :

« Comment donc résoudre la question du logement ? Dans notre société actuelle, comme toute autre question sociale : en établissant graduellement un équilibre économique entre l'offre et la demande ; cette solution, qui n'empêche pas le problème de se reposer sans cesse, n'en est donc pas une. Quant à la manière dont une révolution sociale résoudrait la question, cela dépend non seulement des circonstances dans lesquelles elle se produirait, mais aussi de questions beaucoup plus étendues, dont l'une des plus essentielles est la suppression de l'opposition entre la ville et la campagne. Comme nous n'avons pas à bâtir des systèmes utopiques pour l'organisation de la société future, il serait plus qu'oiseux de nous étendre sur ce sujet. Ce qui est certain, c'est qu'il y a dans les grandes villes déjà suffisamment d'immeubles à usage d'habitation pour remédier sans délai, par leur emploi rationnel, à toute véritable "crise du logement". Ceci ne peut naturellement se faire que par l'expropriation des propriétaires actuels, par l'occupation de leurs immeubles par des travailleurs sans abri ou immodérément entassés dans leurs logis ; et dès que le prolétariat aura conquis le pouvoir politique, cette mesure exigée par le bien public sera aussi facile à réaliser que le sont aujourd'hui les expropriations et réquisitions de logements par l'État » ⁷⁶.

Lénine montre que cet exemple prouve qu'il y a une analogie formelle entre certaines fonctions de l'actuel État bourgeois et celles qu'exercera la dictature du prolétariat ⁷⁷.

Mais il y a une chose très remarquable. La législation de guerre des États bourgeois est allée jusqu'à la limitation et au blocage des loyers, à l'interdiction d'expulsion de locataires, de même que, en certains cas, le mécanisme légal actuel prévoit l'expropriation contre indemnité d'immeubles privés à des fins d'utilité

⁷⁶ Ibid., p. 42.

⁷⁷ Cf. *Œuvres*, éditions de Moscou, 1970, t. 25, p. 469.

publique. Marx note ailleurs que la loi d'expropriation prévoit pour le propriétaire le dédommagement de la valeur vénale, mais que le locataire laissé sur le pavé par les grands travaux modernes de la rénovation urbaine n'est dédommagé de rien et que pourtant il est assujetti à des dépenses de transport, au paiement de loyers plus élevés, sans compter l'extorsion très moderne de ce qu'on appelle *caution* ou *garantie*, du nouveau logement, s'il a assez de chance pour en trouver. De plus, durant les opérations militaires il est aujourd'hui admis que les appartements puissent être occupés pour usage militaire ou toute autre service s'y rapportant.

La mesure prévue par Engels pour corriger la maladie sociale du surpeuplement urbain a cependant quelque chose de radical et d'absolument original par rapport à tout ce qu'on a vu jusqu'ici et à tous les plans réformistes de transfert de propriété juridique et de création de nouveaux minuscules propriétaires. Il s'agit d'une *révision de l'usage* des maisons. Les commissaires au logement de l'après-guerre tant redoutés pouvaient bien placer qui ils jugeaient bon dans des maisons disponibles, mais ils n'eurent jamais le pouvoir d'imposer la cohabitation dans des appartements trop grands, ni de contrôler le fait qu'une famille riche disposât - à titre de propriétaire ou de locataire, peu importe - de cinq pièces par personne dans une ville où les pauvres occupent une seule pièce à cinq personnes et plus. Voilà ce que sera une véritable *intervention despotique*, qui donnera un coup terrible à toute *sécurité privée, toutes garanties privées antérieures* (termes du *Manifeste* ⁷⁸) et qui fera horriblement hurler à la violation révolutionnaire de la sainteté du domicile et du foyer !

On prévoit donc comme mesure révolutionnaire immédiate la redistribution de l'*usage* des maisons entre les habitants de la ville tout en ayant comme perspective plus lointaine de désengorger les villes congestionnées.

Mais ce qui ne manquera pas d'étonner de nombreuses personnes qui se *croient* marxistes, c'est la conception économique d'Engels selon laquelle l'usage de la maison ne sera pas immédiatement gratuit pendant toute cette phase que Marx appelle premier stade du communisme économique, conception à laquelle

⁷⁸ Cf. *Le Manifeste*, éditions sociales, 1972, p. 63.

Lénine, à son tour, s'en tient en commentant la célèbre lettre à Bracke sur le programme de Gotha. Voici l'autre passage d'Engels :

« D'ailleurs, il faut constater que la " prise de possession effective", par la population laborieuse, de tous les instruments de travail, de toute l'industrie, est exactement le contraire du "rachat" proudhonien. D'après cette dernière solution, *chaque ouvrier* devient propriétaire de son logis, de sa ferme, de ses instruments de travail. D'après la première, la « population laborieuse » reste le possesseur collectif des maisons, usines et instruments de travail et, du moins pendant une période de transition, elle en abandonnera difficilement la jouissance *sans dédommagement des ses frais* aux individus ou aux sociétés privées. Exactement comme la suppression de la propriété foncière n'est pas celle de la rente foncière, mais son transfert à la société, encore que sous une forme modifiée. L'appropriation effective de tous les instruments de travail par la population laborieuse *n'exclut* donc en aucune façon *le maintien du louage et de la location.* »⁷⁹.

C'est seulement dans la phase supérieure du communisme, où les objets de consommation et les services divers ne seront plus échangés contre argent, que disparaîtra également le loyer, et où une organisation générale pourvoira aussi, pour tous, à l'entretien et à la rénovation des immeubles d'habitation.

On voit bien le contraste profond entre ce tracé clair et les programmes *progressistes* des *démocraties populaires* qui, tous, consistent à promettre la fragmentation de la rente foncière. Où, en bref, il n'y a pas à répartir la centième partie de ce que raflent les entreprises, la millième de ce qu'anéantit le désordre démentiel de la production.

* * *

Que ce gain brut de la maison, qui ne correspond pas aux inévitables dépenses sans lesquelles on resterait au bout d'un certain temps privé de maisons habitables, et qu'on peut considérer comme rente foncière du sol, fonction du droit de propriété sur la terre, bien que celle-ci soit, comme nous le disions, matériellement

⁷⁹ Op. cit., p. 116-117. Engels souligne seulement « chaque ouvrier ». Les autres soulignements sont de Bordiga.

improductive, revienne, dit quand même Proudhon, à la société, et tout ira bien. Ceci, répond Engels, signifie l'abolition de la propriété privée de la terre, sujet qui « nous amènerait très loin ».

Engels voulait évidemment dire qu'indubitablement, avec la révolution prolétarienne et l'étatisation consécutive de la rente foncière, tout titre de propriété privée du sol serait aboli et que néanmoins il n'est pas à exclure qu'une semblable « réforme » concernant le sol urbain puisse être réalisée *auparavant* par l'État bourgeois lui-même. Ce serait une chose plus sérieuse que le « rachat » de la part du locataire individuel.

Nous voyons en effet aujourd'hui que de nombreux urbanistes, n'appartenant certes pas à l'école marxiste, proposent le « caractère domanial » des aires urbaines. Dans les grandes villes, elles seraient propriété de l'Etat ou des communes, et on sous-entend que les propriétaires actuels seraient totalement indemnisés. En effet ces urbanistes partent du phénomène de l'augmentation de valeur très rapide des terrains à bâtir, en couronnes toujours plus vastes autour des grandes villes, d'où l'absurdité apparente notée par Engels qu'il peut être avantageux d'abattre un immeuble en bon état afin de spéculer sur le sol. Ceci rend les opérations urbaines d'amélioration et d'assainissement extrêmement coûteuses, et c'est pour cette raison que le capital les a en horreur. Or même un bon bourgeois défenseur du principe héréditaire peut affirmer que cette prime énorme, gagnée parfois en bien moins de temps qu'une génération, n'est pas une accumulation de richesse de père en fils, mais manifestement le résultat mécanique d'une série de faits sociaux. Tous les terrains de la ville seraient ainsi mis hors commerce, la commune les répartirait en temps opportun entre rues, places, édifices publics et immeubles d'habitation ; ces constructions peuvent être données en « concession » pour un certain nombre d'années au terme desquelles elles reviennent à l'administration communale.

Il est clair qu'un tel plan, alors qu'il n'exclut absolument pas le paiement de loyers par les citoyens, ne serait pas du tout révolutionnaire et n'entamerait pas les principes sociaux capitalistes.

Mais la société bourgeoise peut-elle dépasser ses problèmes d'urbanisme au moyen de ce plan ou d'autres ? La science urbanistique courante se repaît d'expériences technico-architecturales et oublie que le fondement de cette discipline est de nature historique et sociale.

Impuissant à réagir au fait de la concentration d'un nombre toujours plus grand d'habitants dans un espace très réduit, l'urbanisme de Le Corbusier et d'autres, qui passe pour très progressiste, fait pousser des édifices jusqu'à des hauteurs vertigineuses, avec un nombre invraisemblable d'étages, et rêve de villes verticales à l'atmosphère artificielle, en ayant recours à des structures métalliques qui ont transformé la technique et donc l'esthétique des constructions. Mais cette tendance ne semble « futuriste » que dans la mesure où l'on est incapable de savoir si la meilleure orientation de la vie collective et les formes qu'elle revêtira dans l'avenir doit s'identifier à cet épouvantable entassement d'individus entraînés dans une vie toujours plus fébrile, malsaine et absurde.

Dans le second de ses articles, Engels précise ainsi son sujet : comment la bourgeoisie résout-elle la question du logement ; et il réfute la littérature bourgeoise hypocritement philanthropique concernant les quartiers malsains et surpeuplés des métropoles modernes.

La petite-bourgeoisie est directement intéressée à cette question et nous avons suffisamment éclairci ce point. Mais, la grande bourgeoisie, dit Engels, y est aussi intéressée. En premier lieu les dangers d'épidémies infectieuses tendent à s'étendre des quartiers pauvres aux quartiers résidentiels. L'idéal bourgeois, qu'en urbanisme on nomme *zonage*, consiste à bien séparer les maisons des ouvriers et celles des riches ; mais dans les vieilles villes on a encore des traces de l'organisation féodale qui entremêlait palais et petites maisons, nobles, gens du peuple et serfs.

« Messieurs les capitalistes [...] ne peuvent impunément se permettre de favoriser dans la classe ouvrière des épidémies dont ils subiraient les conséquences [...] » ⁸⁰.

Que cette cinglante répartition atteigne ceux qui ont dépeint un Engels vieillissant enclin à atténuer la haine entre les classes.

⁸⁰ Ibid., p. 51.

Un second point concerne la police politique des villes et la répression des insurrections armées qui jusqu'à la seconde moitié du dix-neuvième siècle se donnaient libre cours dans les rues étroites et tortueuses des capitales. Engels reconnaît un motif de classe dans la percée d'avenues larges et rectilignes le long desquelles la mitraille et l'artillerie pourraient faucher les révoltés. L'expérience ultérieure, si elle confirme que le coeur de tout effort insurrectionnel est la conquête des grandes capitales et des villes industrielles, montre néanmoins que les formations armées illégales peuvent mener une guérilla plus efficacement et plus longtemps dans la campagne accidentée. Un bon exemple technique est celui des forces de Giuliano ⁸¹, car il faut retenir qu'elles n'étaient pas un détachement avancé de lointains états-majors de forces régulières.

En troisième lieu, Engels décrit les grandes entreprises spéculatives du capitalisme soutenues par les gouvernements sous le double aspect de la construction de casernes pour y loger les ouvriers à proximité des colossales usines, ce qui tend à transformer le libre salarié en une espèce d'« esclave féodal du capital » ; et sous celui de la transformation des quartiers centraux des grandes villes en matière de construction et de voirie, en citant plusieurs fois le classique exemple de la méthode *Haussmann*, avec la grande *curée*⁸² du Second Empire, qui créa les *boulevards* ⁸² parisiens dans une orgie spéculative. Toutes les autres nations ont offert des exemples suggestifs de ce phénomène.

La base économique de ces bouleversements de l'urbanisme, analysée sous les aspects du financement de l'État, du prétendu *selfhelp* ou entraide ouvrière dont l'auteur met à nu la contrepartie, de l'entreprise privée, le conduit à conclure que le moteur et le résultat de tout cela est la consolidation sociale et politique du capitalisme.

⁸¹ Salvatore Giuliano, bandit sicilien et chef de « l'armée volontaire pour l'indépendance sicilienne ». Il est mort assassiné en 1950.

⁸² En français dans le texte.

Les thèses marxistes fondamentales sur la question des biens immeubles urbains sont ainsi récapitulées par Engels lui-même dans une réfutation des proudhoniens en cinq points :

1 – « *Le transfert de la rente foncière à l'État signifie l'abolition de la propriété foncière individuelle.* » Mais pas celle du loyer.

2 – « *Le rachat du logement en location et le transfert de sa propriété au locataire qui l'occupait jusque là ne touche en rien le mode capitaliste de production.* »

3 – « *Ce projet dans le développement actuel de la grande industrie et des villes est aussi absurde que réactionnaire.* »

4 – « *Abaissier par contrainte le taux d'intérêt ne porte nulle atteinte au mode capitaliste de production ; les lois sur l'usure démontrent au contraire que ce projet est aussi ancien qu'impossible à appliquer.* »

5 – « *La suppression de l'intérêt du capital n'entraîne nullement celle du loyer pour les maisons.* ⁸³ »

Par rapport à l'orientation du grand capitalisme et des urbanistes à son service au sujet du développement de la vie des organismes urbains et au sujet du manque des habitations, voici, en deux autres points, tirés du texte, quelles sont les thèses marxistes :

6 – « *Une société ne peut exister sans crise du logement lorsque la grande masse des travailleurs ne dispose exclusivement que de son salaire, c'est-à-dire de la somme des moyens indispensables à sa subsistance et à sa reproduction; [...] lorsque enfin, le propriétaire d'une maison, en sa qualité de capitaliste, a non seulement le droit mais aussi dans une certaine mesure, grâce à la concurrence, le devoir de tirer de sa maison, sans scrupules, les loyers les plus élevés. Dans une telle société, la crise du logement n'est pas un hasard, c'est une institution nécessaire; elle ne peut être éliminée [...] que si l'ordre social tout entier dont elle découle est transformé de fond en comble.* » ⁸⁴

⁸³ Ibid., p. 118-119.

⁸⁴ Ibid., p. 55-56.

7 – Toute solution bourgeoise de la question du logement échoue à cause de l'opposition entre la ville et la campagne. « Bien éloignée de pouvoir supprimer cette opposition, elle la rend au contraire chaque jour plus aiguë ⁸⁵ ». Prétendre résoudre la question du logement « avec le maintien des grandes villes modernes est une absurdité. Ces grandes villes modernes ne seront supprimées que par l'abolition du mode de production capitaliste ⁸⁶ », par l'appropriation de la part de la classe laborieuse de tous les moyens de subsistance et de travail.

* * *

Les chefs-d'œuvre de l'administration publique italienne fasciste et fascistoïde en matière de blocage des loyers et de reconstruction de maisons, méritent une petite note à part ainsi que les comportements basement démagogiques des mouvements qui, chez nous, avec la prétention de la représenter, couvrent de honte la classe ouvrière et ses grandes traditions.

Nous avons vu et nous voyons tous les jours des spéculations charlatanesques et électoralistes se greffer aux vicissitudes bien des fois tragiques de l'occupation des *usines* et des *terres*.

Nous n'avons pas encore vu expérimenter l'invasion et l'occupation des *maisons*.

Le motif est, entre autres, que ce ne serait plus les fantômes des barons, plus seulement les affairistes super-bourgeois, mais également les trop nombreux démagogues et dignitaires parvenus, de part et d'autre du rideau de fer, qui seraient dérangés dans leur train de vie de gigolos.

⁸⁵ Ibid., p. 64.

⁸⁶ Ibid., p. 65.

NOTE

LE PROBLÈME DES TRAVAUX PUBLICS EN ITALIE

[Retour à la table des matières](#)

Comme tous les autres régimes à l'approche et lors du déclenchement de la guerre, le fascisme italien omnipotent et super-étatiste se mit à manier tous les leviers de son pouvoir pour arrêter la hausse générale des prix et la dépréciation concomitante de la monnaie. Nous ne nous intéresserons pas ici au fait que l'augmentation générale des prix et l'inflation monétaire correspondent à l'intérêt de la classe des entrepreneurs, de son État et de son gouvernement, et que seules des raisons de politique sociale conservatrice et de démagogie inspirent l'outillage législatif autoritaire ayant pour but de freiner l'augmentation des prix.

Les lois sur le blocage des prix promulguées en 1940 englobaient tout : produits de la terre et de l'industrie, salaires, traitements et rémunérations, contrats de l'Etat en cours avec les entreprises les plus diverses pour des travaux et des fournitures.

Parmi ces mesures, les plus intéressantes furent celles visant le blocage des baux immobiliers, tant ruraux qu'urbains. Le premier rapport est le moins simple : le locataire de la terre cultivable ne loue pas seulement un emplacement sur lequel il acquiert le droit de séjourner et de rester, comme ce serait le cas s'il s'agissait d'un *jardin des délices* ⁸⁷, mais un véritable instrument de production auquel il applique son propre travail ou celui de ses employés salariés pour en tirer des fruits et des produits convertibles en argent sur le marché. Nous avons souligné ailleurs la stupide confusion entre la portée sociale et politique de la lutte pour comprimer le loyer agricole, et, en apparence, le très cruel « revenu patronal agricole », selon que le bénéficiaire de la diminution du loyer est un petit paysan parcellaire, un infâme colon et gros bourgeois, ou carrément un entrepreneur capita-

⁸⁷ En français dans le texte.

liste de l'agro-industrie qui écorche ses ouvriers agricoles et parfois des travailleurs sous-locataires.

Le cas de l'immeuble urbain, et pour être plus exact du logement citadin se prête de façon limpide, par sa simplicité, à confirmer certaines thèses fondamentales de l'économie marxiste.

Il constitue le seul cas dans lequel le *blocage* s'est avéré effectif et a enregistré un succès. Avant de se demander si ce succès a été conforme aux intérêts de la classe laborieuse, comme il apparaît à vue de nez et comme les spécialistes de bas étage de l'agitprop trouvent bon de le dire, nous remarquerons que, de par la limitation relative du secteur, il prouve en même temps que la justesse des concepts marxistes, l'inconsistance et l'étroitesse des capacités de contrôle et de planification de l'État moderne dans le domaine économique, même s'il se montre très solide sur le plan politique et policier.

Alors que ce qui importe dans tous les domaines du travail agricole et industriel n'est pas tant, comme nous le démontrons dans ces notes, le titre pompeux de propriétaire de lieux et d'équipements, que le contrôle et la possession des produits, la maison louée, elle, ne produit rien de meuble, transportable ou vendable, mais n'offre que ses commodités, son utilité, son usage en tant qu'abri et séjour.

L'État peut imposer, et ce faisant il a déjà fait un pas qui est une défaite « théorique » de l'économie capitaliste, qu'un produit, disons un chapeau pour fixer les idées, ne soit pas vendu plus de cent liras. Mais de par sa nature historique et sociale, l'État actuel ne peut pas imposer de vendre cent liras un, deux, mille chapeaux, si le producteur et propriétaire ne les porte pas volontairement sur le marché. L'État, dit-on, peut recenser et réquisitionner tous les chapeaux où qu'ils se trouvent. Dans la pratique, la difficulté est de dénicher les chapeaux et, si l'on veut les emporter, de les payer tous, ne serait-ce que cent liras. D'où le fait économique bien connu : une fois le prix des chapeaux bloqué, taxé et fixé d'autorité, ceux-ci disparaissent de la circulation et sont accaparés pour n'être vendus que clandestinement à un prix majoré d'une somme couvrant le risque d'amendes et de peines de prison pour le vendeur.

L'acheteur subit donc le marché illégal ou noir, à moins de se passer de chapeau. C'est le cas aujourd'hui de nombre de têtes qui tournent à vide, particulièrement celles des experts en économie politique ; mais ce sont les estomacs qui ne peuvent rester vides sans que les jambes se dérobent ; voilà pourquoi rien ne peut empêcher la hausse des prix de tous les aliments et produits de première nécessité, outre ceux des chapeaux.

Or, la maison n'est pas livrée par le loueur au locataire pierre par pierre, mais toute entière dès que le contrat est signé : le propriétaire lui-même ne peut mettre les pieds sans l'accord du locataire. Alors que dans tous les autres secteurs du marché *celui qui vend* est arbitre du prix, puisqu'il peut dire, impassible : si le prix ne vous convient pas laissez-moi la marchandise ; dans le cas des maisons, l'arbitre est *celui qui achète* et qui paie, une fois qu'il y est entré. Normalement, s'il ne paie pas les loyers suivant le premier ou les premiers versements lors de la signature du contrat, ou s'il paie moins, le propriétaire doit recourir à une longue et coûteuse procédure légale d'expulsion entraînant rarement le recouvrement des loyers impayés.

Dans le cas général, c'est l'acheteur qui doit céder ou courir pleurnicher auprès de l'État pour qu'il impose la vente ; dans le cas du logement, c'est le vendeur du service-location qui n'a pas d'autre choix que d'en appeler à l'État quand il n'est pas payé.

Puis l'État fit le bravache : locataires, opposez-vous à toute demande d'augmentation du bail, payez l'ancien loyer et pas un sou de plus jusqu'à la fin de la guerre, et je me garderai bien d'envoyer mes policiers pour vous chasser. Tandis que le capitalisme industriel, commercial et financier sortait ses griffes de loup et de tigre, le terrible État, tout démocratique, populaire et national qu'il fût, tira vanité sociale et morale à bon marché d'avoir rogné les ongles de la timide petite chatte de la propriété urbaine. Il ne parvint à contrôler ni atténuer quoi que ce soit, et bloqua autant le loyer qu'une pauvre famille de chômeurs versait à un propriétaire d'immeubles milliardaire que celui que payait par hasard un grand établissement industriel pour occuper la seule petite maison que possédât une famille de petits-bourgeois réduits à la famine.

Comme nous l'avons rappelé, ce qui triomphait ce n'était pas l'orientation moderne dirigiste et planificatrice des pouvoirs publics en fonction de l'intérêt général, mais l'article traditionnel qui résume toute la sagesse de la jurisprudence bourgeoise : « Article 5, qui détient l'emporte ».

Cette mesure, sortie sans effort du crâne de Benito, a été reprise en héritage, défendue et brandie comme facile occasion de succès, en particulier électoral, par les socialistes et les communistes d'aujourd'hui, tandis que l'État capitaliste d'une part et les chefs prolétariens de l'autre, d'hier à aujourd'hui, ont dû assister, dans une commune indifférence et impuissance, à la hausse vertigineuse de tous les prix et à la chute progressive du niveau de vie des travailleurs pendant et après la guerre : manque à gagner dont la somme économisée sur le logement est très loin de colmater les brèches douloureuses.

Que cette politique de compression du loyer, ou son abolition en transformant le locataire en petit propriétaire, soit radicalement non socialiste, nous l'avons montré à fond en ayant recours au texte classique d'Engels qui a ridiculisé - en en tirant de magnifiques leçons d'économie marxiste - l'analogie entre le rapport locataire-propriétaire et le rapport ouvrier-entrepreneur. Le travailleur échange sa force de travail contre de l'argent ; le locataire échange son argent contre la maison au prorata de son utilisation. Il n'est donc pas un producteur exploité mais un consommateur, et même un consommateur privilégié puisqu'il détient l'objet de consommation, alors que généralement c'est le vendeur qui le détient.

Néanmoins l'agitateur à deux sous déclare : dans le cas du travailleur, nous lui avons déjà évité (Benito et moi) qu'à la cherté du pain, du chapeau et des chaussures vienne s'ajouter celle de la maison, il est donc moins exploité.

Mais une brève analyse montre que le poids social sur la classe travailleuse, sur laquelle tout pèse et ne peut pas ne pas peser, n'est pas diminué sous l'effet de la stupide, boiteuse et perfide législation italienne sur les loyers paraphée par les gardes des sceaux, qu'ils s'appellent Grandi, Togliatti ou Grassi ⁸⁸.

⁸⁸ Grandi et Grassi sont des politiciens fascistes.

En amputant la rente des propriétaires, on a taillé dans le vif de la contribution à des fins sociales qui pourvoit au maintien en état de l'équipement immobilier, résultat du travail des générations. En Italie, ce dommage est de volume supérieur à celui des bombardements de guerre. L'âge moyen du patrimoine immobilier, en particulier celui des habitations, y est très élevé et la part des frais d'entretien aussi : en la négligeant la dégradation s'accélère. Celle-ci devrait être compensée par l'intensification des nouvelles constructions qui, en milieu capitaliste, s'arrêtent totalement parce que les bas loyers empêchent de rémunérer le capital investi, et avant tout sous l'effet de la crise économique de guerre en général.

Par conséquent non seulement la dotation en logements dont dispose la population italienne a diminué en chiffres absolus, alors qu'elle devrait augmenter pour des raisons démographiques, de déconcentration et d'assainissement, mais le rythme de la diminution a été aggravé par la politique de blocage.

Cela veut dire que, le nombre de maisons diminuant et celui des habitants croissant, la concentration de la population, qui était déjà une des pires d'Europe, a crû de façon effrayante et surtout aux dépens des classes pauvres, entassées dans des maisons anciennes et malsaines, qui paient moins pour le logement, mais aussi en utilisent moins et souvent en manquent totalement.

Une disproportion étrange entre les maisons à loyer bloqué et celles à loyer libre étant ensuite survenue, il arrive que les quelques constructions nouvelles peuvent se louer à n'importe quel prix : aux prix d'aujourd'hui, le capital s'abstient de toutes celles qui ne peuvent pas rapporter plus de 2 000 liras par pièce et par mois au minimum ; puisqu'un revenu net de 20 000 liras annuelles ne rémunère qu'à 5% un capital de 400 000 liras qui ne suffit pas à construire une pièce. Il en résulte que toutes les contributions des lois spéciales bénéficient aux maisons des classes riches et qu'on n'en construit pas pour les pauvres : l'apparence selon laquelle le prolétariat paierait avec une part inférieure de son revenu l'ensemble des maisons qu'il occupait jadis cède devant le fait que les travailleurs paient sous mille formes, prix élevés et taxes, tout en restant dans des taudis, les maisons construites pour les gens de la haute.

En France, on a noté qu'entre 1914 et 1948, tandis que tous les indices économiques ont été multipliés par 200, celui des loyers l'a été par 7 ! La classe ouvrière paie aujourd'hui 4% du salaire pour le logement, et l'on se propose d'amener ce pourcentage à 12%, ce qui n'empêche pas que, dans la construction, le capital ne rapporte qu'un cinquième du profit normal, et que donc l'État doive payer les quatre cinquièmes des nouvelles habitations ouvrières. Actuellement, il est plus intéressant pour le travailleur de payer cher la maison d'autrui que de payer à prix moyen la maison construite « à ses frais » ! Cette absurde diversité d'ajustement des indices économiques en termes monétaires est une bêtise, parmi tant d'autres, du régime capitaliste, un élément de plus du poids que l'anarchie économique fait peser sur les épaules des travailleurs, et certes pas une preuve que, même dans un domaine très réduit, l'Etat moderne veut, peut et sait faire œuvre de « justice » ou même seulement d'atténuation des écarts sociaux.

La législation italienne d'aujourd'hui nous offre un autre chef-d'œuvre. Ne pourrait-on pas organiser dans une ville quelconque un *festival* ⁸⁹ annuel des lois des États du monde entier, comme on le fait à Venise pour les films ? Nous faisons allusion aux lois Fanfani qui peut-être l'emportent même sur les matériaux fournis par les décrets et les lois Gullo-Segni ⁹⁰ portant sur la réforme agraire.

Les lois Fanfani déclarent ne pas avoir pour but la reconstruction immobilière ni la solution générale du problème de l'habitat en Italie, mais pallier le problème du chômage.

L'idée n'est pas méprisable puisque l'étendue du problème du logement en Italie ridiculise le montant des crédits alloués par les différentes lois Tupini, Aldisio et autres, alors que, bien sûr, chaque construction nouvelle occupe des travailleurs. Même les libérateurs qui lâchaient des bombes du haut de leurs forteresses volantes pouvaient dire avec la même logique : nous apportons une contribution à l'emploi ouvrier.

⁸⁹ En français dans le texte.

⁹⁰ Segni fut ministre démocrate-chrétien de l'agriculture de 1946 à 1951.

Étudions toutefois le nouvel équipement immobilier en rapport avec les besoins en logements. En Italie, avant même les dommages dus à la guerre, sans rénover les maisons trop vieilles et malsaines, sans faire baisser l'indice en deçà de 1,4 personnes par pièce habitée, on calculait que, du fait de l'augmentation du nombre d'habitants et de la dégradation naturelle des maisons, on aurait dû construire chaque année 400 000 pièces supplémentaires. Aujourd'hui, avec un apport minimum pour pallier les dommages de guerre et le retard des constructions, et toujours sans prétendre déconcentrer ni améliorer, donc au maigre bénéfice des classes mal logées, on devrait arriver au moins à 6 millions de pièces d'habitation par an. Coût : au moins 250 milliards annuels.

Il y a un gros problème qui n'est pas encore entré dans la tête des planificateurs centraux, de leurs observatoires et laboratoires de science économique et statistique. Il n'y a pas seulement besoin de logements, mais de constructions en tout genre, parce que pour ces dernières aussi, vieillissement, dommages de guerre et retard de la rénovation entrent en jeu. A chaque pièce d'habitation correspond en moyenne *deux autres* pièces pour y travailler, mener diverses activités, commercer et se divertir : ceci bien qu'on ait ouvert les maisons closes.

Avant-guerre l'économiste officiel avait déjà conclu qu'en ce qui concerne le logement, l'État devait intervenir à fonds perdu à hauteur de 20%, aujourd'hui le même sait qu'il doit intervenir au moins à hauteur de 60%. Mais pour les autres pièces, qui seraient donc au nombre de 1 200 000 par an, on supposait avant qu'elles seraient financées par des investissements privés en dehors des aides publiques : aujourd'hui il n'en est rien, excepté dans une minorité de cas, et d'autres chiffres énormes viendraient donc s'inscrire au budget public.

Restons-en au logement. Au regard des 250 milliards qui servent « à ne pas reculer », que donnent toutes les lois spéciales ? Peut-être la dixième partie, sur le papier.

La loi Fanfani mobilise 15 milliards annuels sur le budget de l'État ainsi que des contributions sur la masse salariale, dont les deux tiers payés par les patrons et un tiers par les travailleurs. Sans vouloir ennuyer le lecteur avec des calculs, le plan, à son plein régime, en fournirait peut-être autant, et donc 30 milliards en

tout. Cela ne suffit pas pour construire cent mille pièces d'habitation par an, soit le sixième du *minimum* nécessaire. Le problème dépasse les possibilités du régime actuel. En pratique, il reste ensuite à voir quelle partie des 30 milliards, qui en substance sont payés par la classe laborieuse, fût-ce au sens large, ira non pas au logement mais aux profits somptueux des entrepreneurs, intermédiaires en tout genre et conducteurs de chars de la finance et des travaux publics.

Mais considérons les chiffres du point de vue du chômage. Le capitalisme et ses agents organisateurs syndicaux ont déjà dit au chômeur sans-réserves : Tu as faim ? Tu veux manger ? Eh bien, *investis*.

Investis, crient à l'unisson l'E.C.A.⁹¹ et le Kominform à l'État italien et à la classe ouvrière italienne. Quand le pauvre investit, le riche s'en met plein les poches.

Fanfani, homme de génie, qui ne descend pas, croyons-nous, de celui du dictionnaire⁹², et qui ne s'intéresse pas au sens littéral, a une autre formule : tu as faim ? Construis toi-même ta maison. La formule est si intelligente qu'elle conduit à une autre économie : nous bâtirons la maison sans cuisine.

Décrivons la société Fanfani, la Ville de l'Ombre, où tous sont maçons. Un million d'habitants de Fanfanie, selon l'indice italien d'avant-guerre, ont besoin de 650 000 pièces. Supposons qu'une maison dure 50 ans ; c'est déjà un rythme moderne, qui n'est dépassé qu'en Amérique et auquel on aspire en France ; nous, nous habitons dans des maisons qui sont vieilles de plusieurs siècles. Mais au rythme d'une maison sur 50 par an, nous retrouvons bien le programme italien de 600 000 pièces d'habitation annuelles face aux 29 millions environ qui abritent 45 millions d'Italiens.

Un million de fanfaniens construisent donc chaque année 13 000 pièces d'habitation. Combien de travailleurs faut-il ? Si une pièce *coûte* 340 000 liras et

⁹¹ L'E.C.A. (*Ente Comunale Assistenza*) était un organisme gouvernemental italien qui s'occupait de l'assistance aux pauvres.

⁹² Pietro Fanfani (1815-1880), auteur d'un dictionnaire de la langue italienne.

la moitié pour la main-d'œuvre, c'est-à-dire 170 000 liras, nous pouvons compter en moyenne 200 journées de travail et l'emploi d'un travailleur par an au maximum. Donc, sur le million 13 000 personnes seulement travaillent. Les autres 987 000 ne travaillent pas mais restent à la maison. Quant à manger, ils ne mangent pas et d'ailleurs personne ne mange en Fanfanie.

Nous en concluons donc que les chantiers Fanfani, à plein régime, c'est-à-dire après le premier cycle septennal, emploieront cent mille travailleurs pour faire cent mille pièces d'habitation par an. Pour le disculper des erreurs américaines, Pella ⁹³ a révélé que le seul accroissement démographique jetait chaque année sur le marché 200 000 nouveaux travailleurs. Le plan Fanfani, donc, n'éradique ni la peste immobilière, ni la peste sociale.

Le plus beau, alors qu'on se vante qu'au bout du compte on aura des maisons effectivement occupées par des ouvriers, c'est que le calcul donne un loyer tellement élevé qu'un ouvrier, avec les salaires actuels, ne peut se le payer.

Quand ensuite on arrive à cette apogée qu'est l'ouvrier propriétaire de sa maison, en laissant de côté le labyrinthe des dispositions pour réserver, attribuer, répartir, hériter, déménager si l'on change de travail et de lieu de résidence, etc., on voit que le bénéficiaire devra, pendant 25 ans, payer une énorme mensualité. Celle-ci correspond au coût de construction, majoré des frais généraux de la Gestion des maisons Fanfani, diminué de l'équivalent de la contribution étatique de 1% par an, qui sera distribué en mensualités constantes, sans compter les taxes, contributions et frais de copropriété. Provisoirement on a annoncé une mensualité de 1 100 liras, mais un calcul, que nous omettrons par souci de brièveté, conduit à la prévision certaine d'*au moins* 1 500 liras par mois et par pièce, soit 5 ou 6 000 liras pour une maison ouvrière très modeste. D'après nos calculs, fondés sur un salaire net de moins de mille liras, et en tenant compte des journées chômées, même compensées au taux français de 12%, le travailleur ne devrait et ne pourrait dépenser plus de trois mille liras pour sa maison, exceptées les catégories privilégiées et spécialisées.

⁹³ Giuseppe Pella, politicien démocrate-chrétien.

Il s'ensuivra que, puisque les maisons prêtes à l'usage seront toujours peu nombreuses et nombreux les travailleurs contribuables, l'ouvrier dira sa prière du matin : Dieu de De Gasperi ⁹⁴, fais moi gagner à la Sisal ⁹⁵, mais pas aux tirages au sort des maisons Fanfani.

Si, comme pour le blocage, on tient compte du fait que les charges étatiques pèsent sur la classe active et non sur celle des riches, on verra bien que le travailleur, si le plan prend effet, aura peut-être une maison à lui, mais qu'il l'aura payée le double bon poids de sa valeur de marché, au prix de renoncements, de sacrifices et de coupes sombres dans son salaire réel.

Tels sont les miracles de l'intervention de l'État dans l'économie qui sont bien les mêmes, qu'il s'agisse de la formule mussolinienne, hitlérienne, rooseveltienne, ou de celle, travailliste et « soviétique » d'aujourd'hui.

La planification économique est une chimère, une fanfanie universelle, non seulement tant que l'État est entre les mains de la classe capitaliste mais tant qu'il y aura dans le monde des États capitalistes puissants. Où qu'elle soit tentée, et par quiconque, elle ne réussira pas à diriger la satisfaction des besoins et le bien-être humains, mais construira un piédestal pour le privilège, l'exploitation, le pillage et le « tourment du travail » auxquels sont soumises les populations.

* * *

⁹⁴ Alcide De Gasperi, président du gouvernement de décembre 1945 à août 1953.

⁹⁵ Società Italiana Sistemi A Litto, société italienne des loteries d'Etat.

THÈSES RELATIVES AUX CHAPITRES I à VI

[Retour à la table des matières](#)

1- Les révolutions de classe.

Dans les révolutions sociales une classe ôte le pouvoir à celle qui le détenait auparavant lorsque la contradiction entre les vieux rapports de propriété et les nouvelles forces productives pousse à la destruction des premiers.

2 - La révolution bourgeoise.

La révolution bourgeoise, lorsque les découvertes techniques eurent imposées la production à grande échelle et l'industrie mécanique, a aboli les privilèges des propriétaires féodaux sur le travail personnel des serfs ainsi que les liens corporatifs régissant le travail manuel ; elle a exproprié sur une large échelle les artisans et les petits paysans, en les dépouillant de la disposition de leurs lieux et de leurs outils de travail, des produits de leur labeur, pour les transformer, comme les serfs de la glèbe, en prolétaires salariés.

3 - La révolution prolétarienne.

La classe des ouvriers salariés lutte contre la bourgeoisie pour abolir, avec la propriété privée du sol et des équipements productifs, celle des produits de l'agriculture et de l'industrie, en supprimant les formes de la production par entreprises et de la distribution mercantile et monétaire.

4 - La propriété du sol agricole.

La révolution bourgeoise, à la place de la gestion communale de la terre agricole et de sa répartition en circonscriptions féodales, institua le libre commerce du sol en en faisant une propriété bourgeoise que l'on peut acquérir non par droit de

naissance mais contre argent, à l'image de celle des entreprises industrielles et commerciales.

Note. Le prétendu féodalisme du Mezzogiorno.

L'organisation bourgeoise dans le domaine agricole est parfaitement réalisée dans le Mezzogiorno comme dans toute l'Italie. La prétendue exigence d'une lutte contre les privilèges des barons et des féodaux constitue une déviation totale de la lutte prolétarienne de classe contre le régime et l'État bourgeois de Rome.

5 - Le droit immobilier bourgeois.

La règle juridique appliquée par la classe capitaliste à l'acquisition et à la possession des sols, une fois les liens féodaux abolis, fut une reprise du droit romain ; elle régit avec les mêmes normes formelles la petite propriété paysanne et le grand domaine foncier bourgeois.

Note. La réforme agraire en Italie.

Les problèmes de l'agriculture italienne ne peuvent être résolus par des réformes juridiques de la répartition des titres de propriété, mais seulement par la lutte révolutionnaire pour abattre le pouvoir national de la bourgeoisie, pour éliminer la domination du capital sur l'agriculture et la parcellisation du sol, forme très misérable d'exploitation de ceux qui le cultivent.

6 - La propriété urbaine.

En régime capitaliste, la propriété des sols et des immeubles urbains a obéi à une discipline de marché et de propriété privée.

La concentration des sans-réserves dans des espaces restreints est une condition de l'accumulation capitaliste ; le manque de logements, leur surpeuplement, et leur prix élevé sont des caractéristiques de l'époque bourgeoise.

L'attribution de la maison en pleine propriété au locataire individuel, la suppression ou la compression du loyer, ou même la transformation en domaine d'État des sols et des édifices, ne constituent pas un programme répondant aux intérêts des travailleurs.

La révolution prolétarienne aura comme effet immédiat une nouvelle répartition dans l'usage des logements, et son but sera ensuite de décongestionner les grands centres, avec un changement radical des rapports entre campagnes et villes.

Note. Le problème des travaux publics en Italie.

La politique de blocage des loyers et les plans de lutte contre le chômage en construisant des maisons sont des réformes mort-nées et des expédients démagogiques d'une bourgeoisie battue et vassale comme l'est la bourgeoisie italienne. Ils ne font que confirmer la sujétion de l'administration publique au capitalisme et à ses exigences spéculatrices, et l'absurdité de prétendre réaliser des planifications rationnelles dans le cadre d'économies mercantiles et fondées sur le profit d'entreprise.

DEUXIÈME PARTIE

Chapitre VII. LA PROPRIÉTÉ DES BIENS MEUBLES

Le monopole capitaliste sur les produits du travail

[Retour à la table des matières](#)

Les biens meubles fournis par la production ne sont pas l'objet de propriété en titre, ils sont utilisables et transférables au gré de leur possesseur ; telle est la formule juridique dans la société bourgeoise.

En substance, avec la production de masse, l'entrepreneur capitaliste a la possession et la disposition de tous les biens meubles, produits, marchandises, résultant du travail exécuté dans son entreprise.

La revendication socialiste de l'abolition du monopole de classe des entrepreneurs capitalistes sur les moyens de production - présentée comme l'abolition de la propriété privée en titre sur les lieux et les équipements des entreprises - a pour contenu réel l'abolition du monopole des entrepreneurs individuels et de la classe capitaliste sur les masses de produits.

Toute mesure qui, tout en limitant la propriété en titre sur le lieu de travail, les équipements ou les machines, conserverait le monopole direct ou indirect des *personnes*, des *firms* ou de la *classe* des capitalistes sur les produits, leur destination et leur répartition, n'est pas du socialisme.

Chapitre VIII. L'ENTREPRISE INDUSTRIELLE

*Le système d'entreprise fondé sur l'exploitation des ouvriers
et le gaspillage social de travail*

[Retour à la table des matières](#)

L'entreprise capitaliste de production a pour propriétaire un entrepreneur qui peut être une personne physique ou une personne juridique (firme, société, compagnie anonyme par actions, coopérative, etc.). Même dans le cas où l'entreprise a un siège et des installations fixes, le bâtiment, ou même les machines et l'outillage, peuvent appartenir à un propriétaire qui n'est pas l'entrepreneur.

Dans l'économie bourgeoise classique la valeur d'échange de toute marchandise se mesure en temps de travail humain, mais elle affirme qu'il y aurait malgré tout équilibre tant dans l'achat et la vente des marchandises que dans la rémunération du travail fourni par les employés de l'entreprise. Le profit récompenserait la meilleure organisation technique des divers facteurs.

Marx, avec la doctrine de la survaleur, a démontré que le salaire, ou prix payé pour la force de travail, est inférieur à la valeur que celle-ci ajoute à la marchandise quand toute valeur est exprimée en temps de travail. Le profit du capital représente le travail non payé des ouvriers.

La technique productive moderne, qui impose de remplacer l'activité des individus par l'activité sociale, est emprisonnée dans les formes de l'entreprise privée dans le but de garantir l'extorsion de la survaleur. La classe des industriels qui en tire avantage conserve et défend, grâce au pouvoir politique qu'elle détient, le système de production qui lui assure le maximum de profit et d'accumulation, alors que les produits socialement utiles et bénéfiques (tant pour la classe labo-

rieuse que pour toutes les classes) sont réduits à un minimum au regard de l'effort produit.

L'excès et le gaspillage du travail social de la classe prolétarienne par rapport à la masse des produits utiles à la consommation est dans un rapport défavorable, *des dizaines de fois* pire que celui existant entre le travail non payé et le travail payé du salarié individuel, ou taux de survalueur.

Les thèses suivantes sont donc erronées : le socialisme consiste dans le paiement intégral du produit du travail - avec l'abolition du surtravail et de la survalueur l'exploitation des salariés serait abolie - toute économie sans survalueur est une économie socialiste - une économie socialiste peut être comptabilisée en unités monétaires - l'économie socialiste consiste à comptabiliser des durées de travail.

Le socialisme est l'élimination sociale et historique du capitalisme, du système de production dirigé par l'initiative des entreprises ou de la fédération d'entreprises que sont la classe et l'État bourgeois.

Même avant la phase "supérieure", où chacun prélèvera selon ses besoins, on ne pourra parler d'une économie et d'une comptabilité socialistes que dans les secteurs où n'existeront ni comptabilité en partie double ni bilans d'entreprise, et où on n'utilisera dans les calculs prévisionnels de l'organisation que des unités de mesure physique, telles qu'unités de poids, de capacité, de force et d'énergie mécanique.

Chapitre IX. LES ASSOCIATIONS ENTRE ENTREPRISES ET MONOPOLES

*Le nécessaire monopole, conséquence du jeu de
la prétendue libre concurrence*

[Retour à la table des matières](#)

La thèse fondamentale de l'économie bourgeoise est que la sélection des entreprises les plus utiles socialement serait assurée par les phénomènes du libre marché et par l'équilibrage des prix en fonction des disponibilités et du besoin en produits.

Le marxisme a démontré que, même en admettant pour un moment cette économie de concurrence, production et échange libres, fiction bourgeoise et illusion petite-bourgeoise, les lois de l'accumulation et de la concentration qui agissent en son sein la conduisent à d'épouvantables crises de surproduction, de destruction de produits et de forces de travail, d'abandon d'équipements productifs, de chômage et de misère générale. C'est à travers les vagues successives de telles crises que s'exacerbe l'antagonisme entre la riche et puissante classe capitaliste et la misère des masses avec et sans emploi poussées à s'organiser en classe et à se révolter contre le système qui les opprime.

La bourgeoisie, comme classe dominante, trouva d'abord une base suffisante de son unité dans l'État politique et administratif, son « comité d'intérêts », malgré la fiction des institutions électives, où elle gouvernait par l'intermédiaire de ces partis qui avaient conduit la révolution anti-féodale en tant qu'opposition révolutionnaire. La force de ce pouvoir fut immédiatement dirigée contre les premières manifestations de la pression de classe des travailleurs.

L'organisation des ouvriers en syndicats économiques se meut dans les limites de la lutte pour faire baisser le taux de survaleur ; l'organisation ultérieure en parti politique en exprime la capacité à se donner, en tant que classe, l'objectif du renversement du pouvoir de la bourgeoisie, de la suppression du capitalisme, avec la réduction radicale de la quantité de travail, l'augmentation de la consommation et du bien-être général.

De son côté, la classe bourgeoise adverse, ne pouvant pas ne pas accélérer l'accumulation du capital, se donna pour tâche d'affronter les énormes déperditions de forces productives, les conséquences des crises périodiques, les effets de l'organisation ouvrière, en adoptant à un certain point de développement les formes (connues dès l'accumulation primitive) des ententes, accords, associations et alliances entre entrepreneurs. Au début ces ententes se limitèrent aux rapports de marché, tant dans le placement des produits que dans l'achat de main-d'œuvre, avec des engagements à respecter certaines indications en évitant la concurrence ; puis elles s'étendirent à tout le mécanisme productif : monopoles, trusts, cartels, syndicats d'entreprises, fabriquant des produits semblables (ententes horizontales) ou s'occupant des transformations successives qui aboutissent à des produits donnés (ententes verticales).

La description de cette phase du capitalisme, confirmation de la vérité du marxisme qui a démontré « *que la libre concurrence engendre la concentration de la production, laquelle (...) conduit au monopole* » est classique chez Lénine : l'Impérialisme ⁹⁶.

⁹⁶ Cf. Lénine, *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, o. c., t. 22, éditions de Moscou, 1960, p. 217.

Chapitre X. LE CAPITAL FINANCIER

Entreprises de production et de crédit et accroissement du parasitisme économique de classe

[Retour à la table des matières](#)

L'entrepreneur a besoin, outre l'usine et les machines, d'un capital monétaire liquide qu'il avance pour l'acquisition des matières premières et le paiement des salaires, et qu'il récupère ensuite en vendant les produits. De même que de l'établissement et des équipements, il peut *ne pas* être propriétaire en titre de ce capital. Ce capital lui est fourni par les banques, sans que le propriétaire, entrepreneur individuel ou firme, perde le titre de propriété de l'entreprise, protégé par la loi, moyennant un taux annuel d'intérêt.

Le bourgeois parvenu à sa forme idéale se montre à nous désormais dépouillé et dénué de tout titre de propriété immobilière ou mobilière, d'argent et surtout de scrupules. Il n'investit et ne risque plus rien qui lui soit *propre*, mais il continue à détenir légalement la masse des produits et donc le profit. La propriété, il se l'est ôtée lui-même, en obtenant ainsi de nombreux autres avantages ; c'est sa position stratégique qu'il faut lui arracher. C'est une position sociale, historique et juridique qui ne peut tomber qu'avec la révolution politique, prémisse de la révolution économique.

La classe bourgeoise, à travers la séparation apparente du capital industriel et du capital financier, resserre en réalité ses liens. La prédominance des opérations financières aboutit à ce que les grands syndicats contrôlent les petits et les entreprises de moindre importance pour les engloutir ensuite tant à l'échelle nationale qu'internationale.

L'oligarchie financière, qui concentre en peu de mains d'immenses capitaux, les exporte et investit d'un pays à l'autre, est partie intégrante de cette même classe d'entrepreneurs dont le centre d'activité se déplace toujours plus de la technique productive vers les manœuvres affairistes.

D'autre part, avec le système des sociétés par actions, le capital de l'entreprise industrielle constitué par des immeubles, des outillages et du numéraire, est la propriété en titre des porteurs d'action qui prennent la place de l'éventuel propriétaire immobilier, du loueur de machines et de la banque de prêt. Les loyers, les baux et l'intérêt des prêts prennent la forme d'un bénéfice ou « dividende » toujours modeste distribué aux actionnaires par le « conseil d'administration », c'est-à-dire l'entreprise. Celle-ci est un organisme en soi, qui porte le capital-actions au *passif* du bilan et, par diverses manœuvres, pille ses créiteurs ; elle est le noyau de l'accumulation. La manœuvre bancaire, qui s'effectue à son tour avec des capitaux actionnaires, rend, pour le compte des groupes industriels et affairistes, ce service de spoliation des petits détenteurs de fonds.

La formation de surprofits grossit à mesure qu'on s'éloigne de la figure du chef d'industrie qui par ses compétences techniques apportait des innovations socialement utiles. Le capitalisme devient toujours plus *parasitaire*, c'est-à-dire qu'au lieu de gagner et d'accumuler peu en produisant beaucoup et en faisant beaucoup consommer, il gagne et accumule énormément en produisant peu et en satisfaisant mal la consommation sociale.

Chapitre XI. LA POLITIQUE IMPÉRIALISTE DU CAPITAL

*Les conflits entre groupes et États capitalistes
pour la conquête et la domination du monde*

[Retour à la table des matières](#)

Dans les pays industriellement les plus avancés, la classe des entrepreneurs trouve des limites à l'investissement du capital accumulé dans le manque de matières premières locales, de main-d'œuvre métropolitaine ou de débouchés pour les marchandises.

La conquête de marchés extérieurs, le recrutement de travailleurs étrangers, l'importation de matières premières, ou enfin le transfert de l'activité de toute l'entreprise capitaliste dans un pays étranger en utilisant des éléments et des facteurs locaux, sont des procès qui ne peuvent pas se développer dans le monde capitaliste par des moyens purement économiques tels que le jeu de la concurrence, mais impliquent la tentative de réglementer et de contrôler les prix de vente et d'achat, et progressivement l'établissement de privilèges et de protections au moyen de mesures d'État ou de conventions interétatiques. Donc, l'expansionnisme économique devient colonialisme ouvert ou dissimulé, appuyé par de puissants moyens militaires. C'est la force qui dénoue les rivalités pour l'accaparement des colonies et la domination sur les États petits et faibles, qu'il s'agisse de contrôler les grands gisements miniers, les masses à prolétarianiser ou les couches de consommateurs capables d'absorber les produits de l'industrialisme capitaliste. Dans le monde moderne, ces couches sont en grande partie constituées non seulement par les ouvriers et capitalistes des pays avancés, mais aussi par des couches sociales moyennes, comme les paysans et artisans, et par les populations des pays dont les économies ne sont pas encore capitalistes et qui forment aujourd'hui autant d'îlots qui, les uns après les autres, sortent d'un cycle économique local et autarcique et

sont comme immergés dans le réseau universel de l'économie capitaliste internationale qui les encercle. Voilà le cadre général complexe de la reproduction et de l'accumulation du capital, des crises de surproduction, de la difficulté toujours plus grande d'écouler les produits dans le monde entier sur la base de la distribution mercantile et monétaire.

Pour tout marxiste il est évident que la complexité de ces rapports historiques entre les métropoles surindustrialisées et les pays arriérés, qu'ils soient de race blanche ou pas, ne peut qu'engendrer des conflits incessants, non seulement entre colonisateurs et colonisés, mais surtout entre groupes d'États conquérants.

La théorie prolétarienne rejette les thèses suivantes comme contre-révolutionnaires : a) on pourrait et devrait freiner la diffusion mondiale de la technique industrielle et des grands réseaux organisés de communication et de transport (survivances du libéralisme et du libertarisme petit-bourgeois) ; il faudrait soutenir socialement et politiquement les entreprises coloniales et impériales de la bourgeoisie (opportunisme social-démocrate, corruption des chefs syndicaux et d'une « aristocratie prolétarienne ») ; c) le système colonial fondé sur le capitalisme pourrait conduire à un équilibre économique et politique entre les puissances impérialistes ou à un centre impérial stable et unique et éviter la progressive course aux armements et au militarisme, ainsi que le renforcement des systèmes oppressifs et répressifs de police de classe (faux internationalisme et fédéralisme entre États bourgeois fondé sur l'autonomie imaginaire et la libre disposition des peuples et sur des systèmes de sécurité et de prévention des « agressions »).

« L'impérialisme (...) provoque partout des tendances à la domination et non à la liberté. »

« (...) Les alliances "interimpérialistes" (...) dans la réalité capitaliste *ne* sont inévitablement, quelles que soient les formes de ces alliances, qu'il s'agisse d'une coalition impérialiste dressée contre une autre ou d'une union générale embrassant *toutes* les puissances impérialistes, *que* des trêves entre des guerres ». (Lénine ⁹⁷)

⁹⁷ Op. cit., p. 320 et 319.

La seule issue à l'impérialisme mondial est une révolution mondiale.

Chapitre XII. L'ENTREPRISE MODERNE SANS PROPRIÉTÉ ET SANS FINANCE

*L'adjudication et la concession, formes annonciatrices
de l'évolution capitaliste moderne*

[Retour à la table des matières](#)

Toute nouvelle forme sociale qui, par l'effet du développement des forces productives, tend à se généraliser, apparaît d'abord entremêlée aux formes traditionnelles par le biais d'« exemples » et de « modèles » de la nouvelle méthode. Aujourd'hui, on peut étudier la forme de *l'entreprise sans propriété* en analysant l'industrie du bâtiment et, plus généralement, des travaux publics dont le poids relatif dans l'économie tend à augmenter de plus en plus.

Il convient d'éliminer la figure du « mandant », propriétaire du sol et des immeubles où s'effectue le travail, et qui deviendra propriétaire de l'ouvrage achevé, étant entendu qu'il est indifférent, pour les fins de la dynamique économique de « l'entreprise adjudicataire », qu'il s'agisse d'une personne privée, d'un organisme ou de l'État.

L'entreprise, ou l'« adjudicatrice » des travaux, présente les caractéristiques suivantes :

- 1) Elle n'a pas d'atelier, d'usine, d'établissement propre, mais installe au coup par coup le « chantier » et les bureaux eux-mêmes en un lieu mis à sa disposition par le mandant, lequel s'attribue même une somme comptable pour ces installations, chantiers et constructions provisoires.

2) Elle peut posséder un outillage ou même des machines en propre, mais plus souvent, en se déplaçant dans des localités différentes et éloignées les unes des autres, elle les loue ou les achète et les revend sur place, ou bien parvient à s'en faire payer l'*amortissement* intégral.

3) Elle doit en théorie disposer d'un capital liquide à avancer pour les matières premières et les salaires, mais il faut noter : a) qu'elle obtient facilement ce capital des banques si elle prouve qu'on lui a « adjugé » une bonne affaire en donnant en garantie les mandats de paiements ; b) que dans les formes modernes, souvent sous l'effet des « lois spéciales », l'État finance, avance ou bien oblige des instituts de crédit à le faire ; c) que les « prix unitaires » sur la base desquels on paie à mesure les parties de l'ouvrage à l'entreprise (c'est-à-dire les *produits* véritables de l'industrie en question, écoulés et tarifés dès le début et en dehors de tout aléa commercial, alors même qu'ensuite il est très facile d'en obtenir l'augmentation dans la *comptabilité*) se forment en ajoutant aussi à tous les frais une part pour les « intérêts » du capital avancé, et seulement après tout cela le *bénéfice* de l'entrepreneur.

Dans cette forme typique, l'entreprise, la survaleur et le profit, en général très élevé, subsistent tandis que toute propriété de biens immeubles, de biens meubles comme l'outillage et même du numéraire, disparaît.

Quand tous ces rapports sont à la charge d'organismes publics et de l'État, le capitalisme respire le meilleur oxygène qui soit, les taux de rémunération atteignent des sommets et le surplus de frais retombe par voie indirecte sur les autres classes : pour une part minime sur celle des petits et grands propriétaires immobiliers, pour la plus grande part sur celle des sans réserves et des prolétaires.

En effet, l'entreprise ne paie pas de taxe foncière puisqu'elle ne possède pas de biens immeubles et que les taxes sur les mouvements de la richesse mobilière lui sont remboursées, y compris celles figurant sous le nom d'« analyse des prix unitaires », en les incluant dans le poste des « frais généraux ».

Dans ces formes la classe des entrepreneurs ne paie rien pour l'*entretien de l'État*.

La *concession* est similaire à l'adjudication. Le concessionnaire reçoit un emplacement, des bâtiments, parfois des équipements complets, de la part de l'organisme public ; il les gère et s'approprie les produits et les gains. Il a l'obligation de procéder ultérieurement à certains travaux, équipements et améliorations, et paie un certain loyer en argent, en une seule fois ou en versements périodiques. Après un certain nombre d'années, toujours important, toute la propriété, y compris les nouvelles installations avec leurs améliorations, retournera à l'organisme concédant ou au domaine public qui en a toujours gardé le titre.

Le calcul économique relatif à ce rapport en démontre l'énorme avantage pour le gestionnaire si l'on considère : les taxes immobilières qu'il ne paie pas - l'important intérêt ou la rente due à la valeur du sol et des équipements d'origine qu'il n'a pas eu à acquérir - les quotes-parts d'« amortissement » en compensation de l'usu-fructe et du vieillissement qu'il n'a pas à mettre de côté parce qu'il ne restituera pas des équipements neufs, mais longtemps utilisés et exploités.

La *concession* présente une absence presque totale de risques pour ses propres investissements, le même taux de profit élevé que dans le cas de l'*adjudication*, ainsi que la caractéristique importante de pouvoir s'étendre à *tous* les types de production et d'approvisionnement des industries, même celles à siège fixe ; la tendance de cette forme moderne est donc de couvrir la totalité des secteurs économiques tout en préservant le principe de l'entreprise et du profit.

En réalité l'État moderne n'a jamais d'activité économique directe mais toujours déléguée par l'intermédiaire d'adjudications et de concessions à des groupes capitalistes. Il ne s'agit pas d'un procès par lequel le capitalisme et la classe bourgeoise seraient tenus à l'écart des positions de privilège ; à cet abandon apparent de positions correspond une augmentation de la masse de survaleur, de profits accumulés, de l'omnipotence du capital et, par là même, des antagonismes sociaux.

La masse du capital industriel et financier accumulé, qui est à la disposition des manœuvres d'entreprise de la classe bourgeoise, est donc beaucoup plus importante qu'elle n'apparaît en faisant la somme des titres de propriétés, qu'il

s'agisse de valeurs immeubles ou meubles, détenus par des capitalistes et des propriétaires individuels ; et ceci est exprimé par le théorème fondamental de Marx qui décrit le système capitaliste comme fait social et production sociale dès lors qu'il s'affirme sous l'enveloppe du droit personnel.

Le capitalisme est un monopole de classe, et le capital dans son ensemble est accumulé de plus en plus comme dotation d'une classe dominante et non celle de nombreuses personnes ou firmes. Une fois ce principe affirmé, les schémas et les équations de Marx sur la reproduction, l'accumulation et la circulation du capital cessent d'être mystérieux et incompréhensibles.

Chapitre XIII. L'INTERVENTIONNISME ET LE DIRIGISME ÉCONOMIQUE

*L'orientation moderne de l'économie contrôlée,
soumission encore plus grande de l'état au capital.*

[Retour à la table des matières](#)

L'ensemble des innombrables manifestations modernes par lesquelles l'État paraît discipliner les phénomènes et activités économiques dans la production, l'échange et la consommation, est faussement interprété comme une réduction et une limitation des caractères capitalistes de la société actuelle.

La doctrine qui veut que l'État s'abstienne d'assumer des fonctions économiques et d'intervenir dans la production et la circulation des biens n'est qu'un masque idéologique adapté à la période où le capitalisme dut se frayer un chemin comme force révolutionnaire en brisant tous les obstacles sociaux et légaux qui l'empêchaient d'exercer sa puissance productive.

Pour le marxisme l'État bourgeois, même à peine formé, en garantissant l'appropriation des biens et des produits aux détenteurs de l'argent accumulé, en codi-

fiant le droit de propriété individuel et sa protection, exerce ouvertement une fonction économique et ne se limite pas à assister de l'extérieur à une prétendue spontanéité « naturelle » des phénomènes de l'économie privée. C'est en cela que réside toute l'histoire de l'accumulation primitive, berceau du capitalisme moderne.

Au fur et à mesure que le type d'organisation capitaliste envahit tout le tissu social et les continents et suscite, avec la concentration de la richesse et la spoliation des classes moyennes, les contradictions et les oppositions de classe modernes, dressant contre lui la classe prolétarienne, naguère son alliée dans la lutte antiféodale, la bourgeoisie transforme toujours plus ses liens de classe internes, d'une pure solidarité idéologique, philosophique et juridique qu'elle exalte en une unité d'organisation pour le contrôle du développement des rapports sociaux et n'hésite pas à admettre ouvertement que ceux-ci ne naissent pas d'opinions mais d'intérêts matériels.

L'État se met donc à agir dans le domaine de la production et de l'économie en général en favorisant toujours les buts de classe des capitalistes, des gérants d'activités économiques et brasseurs d'affaires, dont la base est de plus en plus large.

Toute mesure économique-sociale prise par l'État, même quand il arrive à imposer de façon effective les prix de denrées alimentaires ou de marchandises, le niveau des salaires, les charges patronales pour la « sécurité sociale », etc., correspond à un mécanisme où le capital sert de moteur et l'État de machine « opératrice ».

Par exemple, l'entrepreneur de travaux publics ou le concessionnaire, disons d'un réseau ferroviaire ou électrique, sont prêts à payer des salaires et des contributions sociales plus élevés puisque ceux-ci sont automatiquement inscrits dans le calcul des « prix unitaires » ou des « tarifs publics ». Le profit, étant évalué en pourcentage du total, croît, la survaleur croît en *masse* et en *taux*, puisque même les salariés paient les taxes d'Etat, utilisent les chemins de fer et l'électricité et que l'indice des salaires retarde toujours sur les autres.

De plus ce système encourage toujours plus les entreprises dont les réalisations et les produits servent peu ou ne servent à rien, qui suscitent des consommations plus ou moins malsaines et antisociales, entretiennent l'irrationalité et l'anarchie de la production, à rebours de l'opinion vulgaire qui y voit un principe d'organisation scientifique et une victoire du fameux « intérêt général ».

Il ne s'agit pas de subordination partielle du capital à l'État mais d'une subordination plus avancée de l'État au capital. Et, dans la mesure où une plus grande subordination du capitaliste *individuel* à l'ensemble des capitalistes se réalise, il en découle une plus grande force et une plus grande puissance de la classe dominante, ainsi qu'une plus grande sujétion du petit au grand privilégié.

La direction économique de l'État répond, plus ou moins efficacement, selon les époques et les milieux, avec des flux et des reflux, aux multiples exigences de classe de la bourgeoisie : conjurer et surmonter les crises de sous- et de surproduction, prévenir et réprimer les rébellions de la classe exploitée, affronter les terribles effets économique-sociaux des guerres d'expansion, de conquête, de lutte pour la suprématie mondiale, et le profond bouleversement des périodes qui les suivent.

La théorie prolétarienne ne voit pas dans l'interventionnisme d'État une anticipation du socialisme qui justifierait un soutien politique aux réformateurs bourgeois et une atténuation de la lutte de classe ; elle considère l'État politico-économique bourgeois comme un ennemi plus développé, plus aguerri et plus féroce que l'État abstrait du droit pur et en poursuit la destruction, mais elle n'oppose pas à cette évolution moderne du capitalisme, qu'elle avait prévue, des revendications libérales, libre-échangistes, ou des théories hybrides fondées sur la spontanéité des unités productives, sans liens centraux systématiques et reliées dans l'échange par de libres associations contractuelles (syndicalisme, économie des comités d'entreprises).

Chapitre XIV. CAPITALISME D'ÉTAT.

*La propriété d'État.
L'entreprise sans propriété et sans finance.*

[Retour à la table des matières](#)

Dans la forme étatique la propriété du sol, des équipements et de l'argent est accumulée pour être mise à la disposition des entreprises capitalistes privées de production ou de services et de leurs activités.

Dans la description de l'économie capitaliste moderne la distinction fondamentale est celle entre propriété, finance, entreprise. Ces trois facteurs qu'on rencontre dans toute entreprise productive peuvent relever de la compétence et de la propriété de personnes différentes ou d'une seule.

La propriété concerne les biens immeubles qui sont le siège de l'établissement : sols, constructions, bâtiments. Elle rapporte un loyer qui, une fois déduites les charges « de propriété », constitue la rente. Ce facteur peut être aussi élargi aux machines fixes, aux équipements ou autres ouvrages permanents, sans altérer la distinction économique, et également aux machines mobiles et outillages divers, à ceci près que ces derniers s'usent plus rapidement et exigent un renouvellement plus fréquent, entraînant de considérables frais périodiques (amortissement) en plus d'un entretien coûteux. Mais qualitativement il en est de même pour les maisons, les bâtiments et même pour les terres agricoles, les marxistes rejetant la thèse selon laquelle il existerait une *rente* de base propre à la terre, qui la produirait en dehors de tout travail humain. Donc le premier élément est la *propriété* qui produit un *revenu* net.

Le second élément est le capital liquide d'exploitation : à chaque cycle, il doit servir à acheter les matières premières, payer les salaires des ouvriers en plus des

traitements, frais généraux de toute sorte et taxes. Cet argent peut être déboursé par un financier spécial privé, ou le plus souvent une banque, qui ne s'occupe que d'en tirer un intérêt annuel à taux déterminé. Par souci de brièveté, nous appelons cet élément *finance* et sa rémunération *intérêt*.

Le troisième élément caractéristique est l'*entreprise*. L'entrepreneur est le véritable facteur organisateur de la production, c'est lui qui fait les programmes, décide des achats et reste le maître des produits en cherchant à les placer sur le marché aux meilleures conditions, tout en encaissant la totalité du gain des ventes. Le produit appartient à l'entrepreneur. Avec ce gain, il rembourse les diverses avances des autres éléments : loyers, intérêts des capitaux, coût des matières premières, main-d'œuvre, etc. En général il lui reste cependant un excédent qu'on appelle bénéfice d'entreprise. Troisième élément donc : l'*entreprise* qui produit le *profit*.

La propriété a sa valeur qu'on appelle patrimoine, la finance a la sienne qu'on qualifie de capital (financier) et enfin l'entreprise elle-même a une valeur distincte et aliénable qui découle, comme on a l'habitude de le dire, non pas de secrets et de brevets techniques de fabrication mais de l'« achalandage ⁹⁸ », et qu'on considère liée à la « firme » ou « raison sociale ».

Rappelons également que pour Marx la propriété immobilière correspond à la classe des propriétaires fonciers, le capital d'exploitation et d'entreprise à la classe des entrepreneurs capitalistes. Parmi ces derniers il fait ensuite la différence entre banquiers ou financiers et entrepreneurs proprement dits. Marx et Lénine mettent parfaitement en évidence l'importance des premiers dans la concentration des capitaux et des entreprises ainsi que la possibilité de conflits d'intérêts entre les deux groupes.

Pour bien comprendre ce qu'on désigne par les expressions d'État capitaliste et de capitalisme d'État, ainsi que par les concepts d'étatisation, de nationalisation et de socialisation, il faut faire référence à la prise en charge par les organes de l'État de chacune des trois fonctions essentielles qui étaient originellement distinctes.

⁹⁸ C'est-à-dire la clientèle ; l'italien utilise ici trois termes aux sens très proches : *accorsamento*, *avviamento*, *cerchia di clientela*.

Il n'y a pas grand débat, même avec les économistes traditionnels, sur le fait que toute la propriété foncière pourrait être étatisée sans que, par là, on sorte des limites du capitalisme et sans que les rapports entre bourgeois et prolétaires aient à changer. La classe des propriétaires de biens immeubles disparaîtrait, lesquels, étant financièrement indemnisés par l'État expropriateur, investiraient cet argent en devenant banquiers ou entrepreneurs.

Les nationalisations de la terre ou des espaces urbains ne sont donc pas des réformes anticapitalistes : l'étatisation du sous-sol déjà réalisée en Italie en est un exemple. La gestion des entreprises s'effectuerait en location ou en concession, comme c'est le cas des propriétés domaniales, minières, etc. (exemple des ports et docks).

Mais l'État peut prendre en charge non seulement la propriété des équipements fixes et des outillages divers, mais également celle du capital financier en encadrant puis en absorbant les banques privées. À l'époque capitaliste ce processus est complètement achevé, d'abord en réservant à une seule banque l'impression du papier-monnaie garanti par l'Etat, puis grâce aux cartels obligatoires de banques et à leur contrôle central. Dans une entreprise, l'État peut donc plus ou moins directement représenter non seulement la propriété mais aussi le capital liquide.

Nous avons donc graduellement : propriété privée, finance privée, entreprise privée ; propriété d'État, finance et entreprise privées ; propriété et finance d'État, entreprise privée.

Dans la forme ultérieure et complète, l'État est aussi propriétaire légal de l'entreprise : soit il exproprie et indemnise le propriétaire privé, soit, dans le cas de sociétés par actions, il en acquiert toutes les actions. Nous avons alors l'entreprise d'État dans laquelle toutes les opérations d'achat des matières premières et de paiement des ouvriers se font avec l'argent de l'État, tout le produit de la vente des marchandises allant à ce dernier. En Italie, le monopole du tabac et les chemins de fer d'État en sont un exemple.

Ces formes sont connues depuis longtemps et le marxisme a maintes fois fait remarquer qu'il n'y a là rien de socialiste. Il n'est pas moins clair que l'hypothétique étatisation intégrale de tous les secteurs de l'économie productive n'est pas la réalisation de la revendication socialiste comme le répète si souvent l'opinion vulgaire.

Un système dans lequel toutes les entreprises fondées sur le travail collectif seraient étatisées et gérées par l'État s'appelle capitalisme d'État, et c'est une chose bien différente du socialisme puisqu'il est une des formes historiques du capitalisme passé, présent et futur. Diffère-t-elle de ce qu'on appelle « socialisme d'État » ? Avec la dénomination de capitalisme d'État on veut faire allusion à l'aspect économique du processus et à l'hypothèse que rentes, profits et bénéfices passeraient par les caisses de l'État. Avec celle de socialisme d'État (toujours combattu par les marxistes et considéré dans de nombreux cas comme réactionnaire même par rapport aux revendications libérales bourgeoises contre le féodalisme) on se réfère à l'aspect historique : le remplacement de la propriété des personnes privées par la propriété collective adviendrait sans qu'il y ait besoin de la lutte des classes ni de la prise révolutionnaire du pouvoir, mais au moyen de mesures législatives émanant du gouvernement ; ce qui est la négation théorique et politique du marxisme. Il ne peut y avoir de socialisme *d'État*, tant parce que l'État ne représente pas aujourd'hui la société en général mais la classe dominante, c'est-à-dire la classe capitaliste, que parce que l'État de demain représentera effectivement le prolétariat, mais qu'une fois l'organisation productive devenue socialiste, il n'y aura plus ni prolétariat ni État, mais une société sans classes et sans État.

Dans le domaine économique, l'État capitaliste est peut-être la première forme à partir de laquelle se met en mouvement l'industrialisme moderne. La première concentration de travailleurs, de moyens de subsistance, de matières premières, d'outillages n'était à la mesure d'aucune personne privée, mais seulement à celle des pouvoirs publics : Commune, Seigneurie, République, Monarchie. Un exemple évident est l'armement de navires et de flottes marchandes, fondement de la formation du marché universel, qui pour la Méditerranée date des Croisades et pour les océans des grandes découvertes géographiques de la fin du XV^e siècle. Cette forme initiale peut réapparaître comme forme finale du capitalisme et cette

évolution est gravée dans les lois marxistes de l'accumulation et de la concentration. Réunies en masses puissantes par l'État central, propriété, finance et domination du marché sont des énergies mises à disposition de l'initiative d'entreprise et de l'affairisme capitaliste dominant, surtout en tenant compte des motifs évidents de sa lutte contre l'assaut du prolétariat.

Pour affirmer donc la distance infranchissable entre capitalisme d'État et socialisme, ces deux distinctions courantes sont insuffisantes :

a) l'étatisation des entreprises n'est pas totale mais limitée à quelques-unes d'entre elles, parfois dans le but d'élever le prix de marché au bénéfice de l'organisme étatique, d'autres fois d'éviter les hausses excessives et les crises politico-sociales ;

b) l'État gestionnaire des entreprises nationalisées plus ou moins nombreuses est cependant l'État historique de la classe capitaliste, qui n'a pas encore été renversé par le prolétariat et dont toute la politique sert les intérêts contre-révolutionnaires de la classe dominante.

À ces deux critères importants il faut ajouter les suivants, non moins importants, pour conclure qu'on est en plein capitalisme bourgeois :

c) les produits des entreprises étatisées ont toutefois le caractère de *marchandises*, c'est-à-dire qu'elles sont mises sur le marché et peuvent être acquises avec de l'argent par le consommateur ;

d) les exécutants sont toutefois rémunérés en monnaie et restent donc des travailleurs salariés ;

e) l'État gestionnaire considère les différentes entreprises comme des sociétés et gérances séparées, chacune avec son propre bilan d'entrées et de sorties comptabilisées en monnaie dans ses rapports avec les autres entreprises d'État et dans tout autre rapport, et il exige que ces bilans présentent un bénéfice à leur actif.

Chapitre XV. LA FORMATION DE L'ÉCONOMIE COMMUNISTE.

*Conditions du passage du capitalisme au communisme
et exemples d'anticipation des nouvelles formes.*

[Retour à la table des matières](#)

Les caractéristiques du nouveau système de production et de distribution peuvent être décrites comme étant en opposition dialectique aux obstacles qui en empêchent le développement. Recherches sur des manifestations partielles anticipant les activités dans les formes non capitalistes.

Il faut préférer le terme de *production* et mieux encore celui d'*organisation* communiste à celui d'*économie* communiste pour ne pas tomber dans l'équivoque de la science bourgeoise qui définit comme fait économique tout procès qui ne concerne pas simplement la production au moyen de travail humain et la consommation pour satisfaire les besoins humains, mais qui comporte une tendance et une « impulsion » vers l'obtention d'un avantage dans une opération d'échange, en excluant donc ce qui se ferait tant par coercition que par sociabilité spontanée.

Il est inexact que les marxistes, à la suite de la critique qui dépassa les systèmes utopistes (non pas parce qu'ils étaient trop fantaisistes mais parce qu'ils étaient toujours une méchante réplique de l'ordre capitaliste), aient eu en horreur le dévoilement concret des caractères de l'organisation future.

Il est bien clair que tout mouvement révolutionnaire commence par montrer avec précision aux masses les formes traditionnelles qu'il veut détruire, étant entendu qu'elles sont désormais de purs obstacles à une amélioration déjà effective grâce aux ressources disponibles de la technique productive. Donc, par exemple :

abolition de l'esclavage, de la servitude féodale. Notre formule est : abolition du salariat, et nous avons démontré que celle d'abolition de la propriété privée des moyens de production n'en serait qu'une paraphrase et que même la revendication exprimée négativement (chapitre III) serait plus complète en incluant : l'abolition de la propriété sur les produits, du caractère de marchandise des produits, de la monnaie, du marché, de la séparation entre entreprises et (doit-on ajouter) de la division de la société en classes et de l'État.

L'abolition de la séparation entre les entreprises sert à bien rappeler que la vision marxiste d'une *unique* association productive est différente de celle d'un ensemble d'associations autonomes de groupes de producteurs qui échangent et passent contrat entre elles et dont les groupes ou conseils de producteurs sont les arbitres. Cette position est une idéologie de producteurs propriétaires commune aux écoles les plus diverses, objets de notre critique (Proudhon, Bakounine, Sorel et également les mazziniens, les chrétiens sociaux, les « ordinovistes ⁹⁹ »). Cette formule figure déjà dans la règle de Saint Benoît, véritablement grandiose pour l'époque.

Donc, le « plan central unique », qui tend à être mondial, est un élément caractéristique de l'organisation communiste de travail et de consommation.

Après avoir établi qu'un plan unique de l'État actuel, fût-il centralisé et étendu à des fédérations et des unions interétatiques régies par une discipline unitaire de la production et de la distribution, reste entièrement capitaliste, nous devons réaffirmer l'ensemble des caractères qui définissent une organisation sociale qui ne serait plus capitaliste.

Ayant nié que la présence d'entreprises d'État autoriserait à dire que la société est devenue socialiste, ou bien qu'elle est « en partie socialiste, en partie capitaliste », et opposé à cette appréciation des phénomènes économiques récents, entièrement prévus, le fait de la concentration de la propriété, de la finance, du capital et du marché, parallèle à celle de la force politique, militaire et policière du capitalisme et à l'expression de l'antagonisme révolutionnaire, il faut bien établir quel-

⁹⁹ L' *Ordine nuovo* était le journal de Gramsci à Turin.

le est la voie du processus de développement qui permet à un stade donné de contrôler la réalité de l'organisation communiste.

La thèse juste n'est pas : *tout* est du capitalisme plus ou moins concentré ou fragmenté, libéral ou dictatorial, libre-échangiste ou planifié, jusqu'à ce que la violence révolutionnaire brise l'État politique bourgeois et érige celui de la dictature prolétarienne. C'est seulement à partir de ce moment, secteur par secteur, que nous commencerons à voir des formes d'organisation communiste prendre la place des capitalistes, qu'existera donc une économie partiellement capitaliste et partiellement communiste, en rapide transformation. En réalité l'urgence de dépasser les anciennes formes de production ne se présente pas dans notre conception comme revendication idéale, mais comme évidence concrète qui condamne les formes anciennes et démontre le rendement infiniment supérieur des formes nouvelles, même avant la révolution politique.

Par exemple, l'esclavage s'effondre sous les coups des révoltes d'esclaves, mais avant cela, et avant même que l'État ne le répudie, il devient évident que les exploitations fondées sur le travail des esclaves entrent en crise et que les exploitations petites et moyennes des travailleurs libres ou employant des salariés, elles prospèrent. Le féodalisme vacille parce que, le temps venu, les découvertes techniques et mécaniques prouvent que les produits des premières manufactures et entreprises agricoles de travailleurs libres exigent moins de travail que les corps de métiers artisanaux et les campagnes féodales. Déjà donc en plein régime féodal, une partie toujours croissante de la production s'effectue selon le mode capitaliste.

Il doit donc être possible de rencontrer dans le capitalisme avancé des aperçus de l'organisation communiste future, non pas tant dans les entreprises d'État en tant que telles que dans des secteurs particuliers.

On peut prendre l'exemple de la poste qui devint un service d'État bien avant la révolution bourgeoise. Seul le tout-puissant seigneur privé pouvait disposer pour chacun de ses messages d'un courrier spécial à pied ou à cheval. Le service postal sur les routes principales apparut comme industrie de transport des personnes et des choses et ne se transforma qu'ensuite en service de messagerie. Mais il

ne fut gratuit qu'à l'origine, il devint rapidement payant pour le destinataire qui, cependant, pouvait refuser le pli et la taxe. Il était clair qu'un tel service n'était pas rentable en toute sûreté. L'invention du timbre-poste régla tous ces problèmes : le service fut partout et pour toujours étatisé, mais mercantile.

D'autres exigences et découvertes plus complexes mènent plus loin. De même, le télégraphe peut être payant mais pas la radio ; on considère que la redevance des usagers à la radio est un impôt et non un prix. Le service d'émission des radios non nationales est gratuit. Le service des communications des radioamateurs, en cas de dangers ou de naufrages, est gratuit et volontaire.

Dès ses premiers écrits de 1844, Engels, en faisant ressortir que la base du mercantilisme concurrentiel est le monopole, reprend la juste théorie des économistes classiques : a une valeur toute chose susceptible d'être monopolisée ¹⁰⁰. Ainsi l'air atmosphérique est plus vital que le pain mais, ne pouvant être monopolisé, il n'a pas de *valeur* et on ne l'achète pas. On dira alors que la *nature* le fournit en quantité *illimitée*.

Il existe toutefois des exemples où on ne peut fixer de limites, même pour des prestations artificielles. Les hôpitaux pour accidentés accueillent ceux qui se cassent une jambe. Mais ils ne repoussent pas ceux qui, à peine sortis, se cassent l'autre. Le service de lutte contre les incendies est non seulement gratuit, mais il ne subordonne pas son intervention à d'éventuels sauvetages précédents au même endroit ou pour la même personne. Il existe donc des services non mercantiles et illimités. C'est du reste le cas lorsqu'on utilise les voies publiques et qu'on boit à la fontaine de la rue etc., en laissant ici de côté la question des impôts.

On peut observer que le pompier et l'infirmière reçoivent un salaire en argent, et que donc ce secteur n'est pas un exemple de rapport communiste.

En ayant recours alors à l'exemple de l'armée, nous observons une communauté dont les membres sont tenus à une certaine activité, pas toujours destructive, et

¹⁰⁰ Cf. Engels, Esquisse d'une critique de l'économie politique, in : Annales franco-allemandes, 1844, éditions Aubier Montaigne 1974, p. 63.

ne sont pas rémunérés en argent, mais par des distributions en nature et en un certain sens non limitées.

Il n'y a pas de rapport entre l'activité fournie, qu'elle soit militaire ou civile, de tel détachement vis-à-vis de tel autre, et la quantité de *munitions* au sens général du terme, y compris celles de bouche, les uniformes, les moyens de transports, etc., que ces détachements consomment aux dépens de l'« intendance » centrale.

Il est donc évident et possible que, dans certains cas, des activités humaines soient organisées sans compensation monétaire ; dans d'autres cas, sans qu'il y ait proportionnalité entre la consommation de subsistances et le travail fourni ou la quantité de produit ; dans d'autres cas enfin, sans qu'on exige que, dans chaque entreprise, plus d'argent doive entrer qu'il n'en sort. Au contraire les besoins les plus vastes et les plus modernes de la vie collective *ne* peuvent être satisfaits *qu'en* sortant des critères de marché et de gain qu'on pourrait appeler « critères de bilan ». Dans la lutte, par exemple, contre les calamités naturelles, épidémies, inondations, tremblements de terre, éruptions volcaniques, non seulement on ne demande pas de rémunération aux victimes, mais, au moyen de plans centraux on cherche à mobiliser les bras de tous les habitants valides présents dans la zone, sans compensation, les subsistances et autres aides étant distribuées à tous sans contrepartie.

Il ne devrait y avoir aucun doute sur le fait que la « civilisation » capitaliste, qui, après sa phase d'accroissement gigantesque de la productivité du travail humain, devient productrice en série de destructions, de conflits, de guerres d'extermination, y compris des non combattants, et qu'elle doit être traitée aujourd'hui comme une *catastrophe*, un désastre permanent qui a envahi toute la surface terrestre.

En conclusion, dans l'activité organisée actuelle, il existe des activités et des « services » dont la structure permet de comprendre que le communisme est non seulement réalisable mais qu'il est nécessaire et historiquement imminent ; mais de tels exemples d'activités ne doivent pas être recherchés dans l'« étatisation » des entreprises productives, industrielles ou agricoles, mais au contraire dans ces cas où l'on a dépassé l'« égalité mercantile » entre travail fourni et valeur produite

pour réaliser la forme supérieure de gestion et de réglementation « physique » des opérations humaines et sociales, forme qui ne peut être représentée en partie double ni en actif de bilan et qui est rationnellement orientée en fonction du maximum d'intérêt général, au moyen de projets et de calculs où n'entre plus *l'équivalent-monnaie*.

Chapitre XVI. PHASES DE LA TRANSFORMATION ÉCONOMIQUE EN RUSSIE APRÈS 1917.

[Retour à la table des matières](#)

Prédominance dans l'économie russe actuelle du caractère capitaliste de par l'existence, en partie dissimulée d'entreprises, à l'intérieur et à l'extérieur, se mouvant dans le cadre mercantile et monétaire.

Cette histoire économique n'a pas été écrite, et il n'y a pas de données telles qu'il soit possible, non pas pour un auteur mais même pour une organisation appropriée de recherche indépendante (terme qui dans la phase actuelle a perdu tout sens concret), d'en tirer un traité exhaustif, comparable à celui de Marx sur la naissance et la vie du capitalisme anglais et européen en général. Avant tout, les pouvoirs de la classe capitaliste victorieuse ne furent à l'origine ni hermétiques ni ésotériques, et dans leur première période ils n'avaient pas intérêt à masquer les données de fait de leur économie que, naïvement, ils croyaient « naturelle » et éternelle. Le marxisme trouva donc en Angleterre non seulement des théories économiques qui s'étaient hissées à un niveau remarquable, d'où elles sont précipitamment descendues, mais surtout d'immenses matériaux authentiques ; ce qui aujourd'hui n'est pas possible pour la Russie.

Il faut en finir avec l'équivoque fondamentale de la théorie du modèle. La doctrine selon laquelle la révolution politique, première grande bataille rangée du prolétariat, peut et doit être déclenchée au point de moindre résistance historique

est juste, et peu importe que le Petrograd de 1917 fût la capitale d'un pays encore moins développé que la France au temps de la Commune de Paris. Les communistes révolutionnaires ne doivent absolument pas abandonner ce terrain bien solide pour tourner en dérision ceux qui disaient : Êtes-vous allé en Russie ? Alors faites de la propagande sur la *preuve* expérimentale que le communisme comme organisation de la production peut parfaitement fonctionner.

Lénine a dit et écrit cent fois qu'avant tout un modèle isolé n'est pas, pour le marxisme, une chose sérieuse, mais que d'autre part, pour avancer irrésistiblement vers la réalisation du socialisme, il fallait prendre Berlin, Paris et Londres. Ce qui n'eut pas lieu. Il faut alors voir clairement les faits économiques et les positions sociales programmatiques *dans les différentes périodes*, en revendiquant celles des bolcheviks de 1903 à 1917 et de 1917 à 1923 environ. Et en démontrant que les positions du gouvernement russe depuis cette date furent, d'un point de vue ouvrier, toujours plus gravement contre-révolutionnaires dans les phases suivantes : destruction du groupe révolutionnaire bolchevik ; alliance avec les puissances capitalistes occidentales, d'abord l'Allemagne, ensuite les anglo-américains ; phase actuelle de propagande pour la collaboration de classe dans tous les pays et à l'échelle mondiale.

1) La naissance du capitalisme russe dans des zones limitées est due à l'initiative de l'État féodal et non pas à la formation d'une puissante bourgeoisie indigène (1700-1900).

2) Lors de la phase pendant laquelle la Russie était la seule nation européenne qui n'était pas gouvernée par la bourgeoisie, ce qui empêchait la diffusion de la production capitaliste répandue sur l'immense territoire, il était juste que le prolétariat et son parti révolutionnaire endossassent les difficultés de deux révolutions immédiatement soudées. Politiquement, la Russie se révéla le pays le plus favorable à la tactique du défaitisme révolutionnaire en période de guerre (1900-1917).

3) Les mesures sociales de la période qui suivit immédiatement la conquête du pouvoir de la part du parti prolétarien ne pouvaient être qu'empiriques et transitoires, plutôt que des « modèles de propagande », puisque la tâche primordiale était de battre les forces contre-révolutionnaires : a) féodales ; b) bourgeoises, démo-

cratiques et opportunistes à l'intérieur ; c) extérieures, non pas en se heurtant indéfiniment aux interventions armées, perspective historique illusoire, mais en attaquant les métropoles bourgeoises par la révolution de classe interne.

Comme l'a décrit Lénine, le tableau économique russe était un *mélange* de toutes les formes économiques : prémercantiles (communisme primitif, seigneurie ou théocratie asiatique, baronnie terrienne), mercantiles (capitalisme industriel, commercial et bancaire, libre propriété foncière privée), post-mercantiles (premières réalisations du communisme « de guerre », c'est-à-dire de « guerre sociale », comme la gratuité du pain, des maisons, des transports dans les grandes villes, et autres choses semblables). Il est vrai que, dans ce cadre transitoire, les étatisations d'usines, d'entreprises, de banques et de fermes agricoles sont bien des mesures révolutionnaires, mais d'une révolution *capitaliste*. C'est aussi le cas des réquisitions forcées de blé sans compensation faites aux dépens des paysans, passés rapidement de l'état de serfs de la glèbe à celui de producteurs autonomes. Les révolutions bourgeoises réalisèrent des choses analogues : l'histoire le montre (1917-1921).

4) Lénine a dit tout ceci avec fermeté au moment de la N.E.P., Trotski, qui approuvait ses directives, expliqua qu'elle était du socialisme avec une comptabilité capitaliste ; en effet, c'est bien le type de comptabilité qui définit la forme économique. L'expression marxiste correcte était celle-ci : capitalisme avec comptabilité capitaliste, mais dont les registres sont tenus par l'État prolétarien. Il y eut le marché libre et le libre commerce, la libre production artisanale et petite-bourgeoise, la libre culture petite et moyenne de la terre : toutes formes prêtes à jaillir mais jusqu'ici étouffées par la machine gouvernementale féodalo-tsariste. Une soupape sociale révolutionnaire fut ouverte.

Dans la perspective de Lénine le danger de ce tournant était décrit sans sous-entendus : formation d'une classe et d'une accumulation capitalistes, inévitable dans l'ambiance du marché libre. Lénine pensait que la révolution prolétarienne en Occident *aurait permis d'aller plus vite*. C'est alors seulement que les mesures *despotiques* ultérieures d'intervention dans le corps de l'économie russe auraient pu prendre une direction socialiste (1921-1926).

5) Une fois abandonnée la perspective de la révolution politique dans les pays capitalistes, la prétendue théorie du socialisme dans un seul pays et les interventions centrales du pouvoir d'État pour réprimer les forces de la culture, du commerce et de l'industrie petits et moyens, en empêchant qu'elles ne deviennent des forces politiques, sont des exemples de capitalisme d'État sans le moindre caractère prolétarien ni socialiste. Le degré de maturité générale de la technique, qui, en un certain sens, est un patrimoine international, et donc le démarrage d'un capitalisme et d'un industrialisme à un niveau de productivité technique énormément supérieur à celui de leur début en Angleterre, en France, en Allemagne, et en Amérique, abrégèrent les étapes de la concentration et de l'accumulation.

L'État né comme État du prolétariat vainqueur connut une involution dans le sens d'un État capitaliste et s'érigea - seul moyen pour arriver à la production par grandes entreprises - en employeur du prolétariat industriel russe et, en grande partie, du prolétariat agricole ; à partir de ce moment, la dynamique de sa politique ne le relie pas à la classe prolétarienne des pays capitalistes mais aux États bourgeois, que ce soit sous la forme d'alliance, de guerre ou de négociation.

6) Dans la situation qui s'est ainsi créée de manière originale, l'économie capitaliste de marché et d'entreprise subsiste pleinement. La difficulté d'identifier le groupe physique d'hommes qui remplacent cette bourgeoisie qui ne s'est pas formée spontanément, ou, pour autant que celle-ci s'est formée sous le tsarisme, fut détruite après Octobre, n'est une grave difficulté que sous l'effet du mode de penser démocratique et petit-bourgeois dont les prétendus dirigeants de la classe ouvrière ont infecté cette dernière depuis bien des décennies. Au fur et à mesure que l'entreprise et le négoce bourgeois, de personnels qu'ils étaient, deviennent collectifs, anonymes et pour finir « publics », la bourgeoisie, qui n'a jamais été une *caste*, mais qui est née en défendant le droit à la totale égalité « virtuelle », devient « un réseau de cercles d'intérêts qui se forment dans le cadre de chaque entreprise ». Les figurants de ce réseau sont très variés : ce ne sont plus des propriétaires, des banquiers ou des actionnaires, mais de plus en plus des affairistes, des conseillers économiques, des *businessmen*. Une des caractéristiques du développement de l'économie est que la classe privilégiée dispose d'un matériel humain de plus en plus changeant et fluctuant (le roi du pétrole qui était huissier, etc.).

Comme dans toutes les époques, ce réseau d'intérêts, et de personnes, qui apparaissent ou non à la surface, a des rapports avec la bureaucratie d'État, mais n'est pas la bureaucratie ; il est en rapport avec les « cercles d'hommes politiques », mais n'est pas le personnel politique.

Et surtout, sous le capitalisme, ce réseau est « international » et aujourd'hui il n'y a plus de classes bourgeoises nationales, mais une bourgeoisie mondiale. Ce qui existe plutôt, ce sont les *États nationaux* de la classe capitaliste mondiale.

L'État russe est aujourd'hui l'un d'eux, mais il a son origine historique particulière. C'est le seul en effet qui soit né de deux révolutions soudées dans une victoire politique et insurrectionnelle ; c'est le seul qui s'est retiré de la deuxième tâche révolutionnaire mais n'est pas encore venu à bout de la première : faire de toutes les Russies une aire d'économie *mercantile*. Avec les profonds effets sur l'Asie qui en résultent.

La voie la plus rapide pour y arriver, sans quoi on ne peut lutter - ni forniquer - victorieusement avec les autres États nationaux, est celle de l'État maître de la terre et du capital, la plus féconde et la plus chaude des couveuses pour une jeune et vigoureuse économie de marché et d'« entreprise »¹⁰¹.

La clé de la critique marxiste du capitalisme est qu'il ne réduit pas à néant les forces productives par la consommation de survaleur, d'ailleurs très limitée, des entrepreneurs, mais par la compétition destructive et impitoyable entre entreprises et groupes de parasites (voire de prétentieux) que chacune d'elles nourrit en son sens : dans l'anatomie de la société russe, où il n'est pas très facile de planter le bistouri, ce phénomène parasitaire est non seulement vivant et vital mais y atteint le maximum de sa virulence.

¹⁰¹ Ital. : *impresismo*, néologisme forgé par Bordiga.

Chapitre XVII. UTOPIE, SCIENCE, ACTION.

*Unité, dans le mouvement prolétarien révolutionnaire, de la théorie,
de l'organisation et de l'action.*

[Retour à la table des matières](#)

Le mouvement prolétarien révolutionnaire possède la théorie positive du développement social et des conditions de la révolution communiste. Le maintien de la juste ligne dépend de la continuité, de la cohérence et de la rectitude de l'orientation donnée à l'action.

Ce mouvement ne peut être conduit que par une organisation qui accueille une minorité de la classe en lutte.

Par les expressions de socialisme (scientifique) et de communisme (critique), on entend communément l'ensemble formé par l'interprétation du déroulement des faits de la société humaine, l'espoir et la revendication que le cours futur présente certains traits, la lutte que mène la classe laborieuse pour y parvenir et les méthodes de cette lutte.

Il y a dans tout ceci l'affirmation implicite qu'on peut décrire à grands traits les lignes directrices du développement futur, et en même temps qu'une mobilisation des forces pour favoriser et hâter ce développement est nécessaire.

Si tous ces traits se retrouvent de façon éloquente dans le marxisme – à tel point qu'à partir du moment où il a été formulé, même ceux qui ne l'acceptent pas doivent à chaque instant régler leurs comptes avec lui, ils apparaissent néanmoins - quoique sous une forme non organique - dans tous les « systèmes » précédents.

En laissant de côté des questions obscures, comme celle de considérer comme une illusion commune aux théoriciens, auteurs, propagandistes et militants de partis de toute tendance le fait qu'il vaille la peine d'influer sur les événements, d'en étudier le développement et de participer aux luttes, nous relèverons que toute manifestation d'attente du futur, toute lutte pour « changer les choses », pré-suppose une certaine expérience et connaissance du passé et des situations présentes et que d'autre part toute étude et description du passé et des faits contemporains n'a jamais été menée que pour arriver d'une façon ou d'une autre à des prévisions plausibles et à des innovations pratiques. Il faut se limiter à constater qu'il en a été ainsi pour tous les mouvements réels sans affronter a priori (c'est-à-dire de manière métaphysique et vaine) les casse-tête habituels du finalisme ou du mécanisme.

Les entités, hommes et groupes indifférents au fait de savoir « où on allait » ou de chercher à changer la direction du mouvement, ont tout autant été imperméables aux attraits d'une recherche froidement cognitive et descriptive qui *classe les résultats* sans s'occuper de rien d'autre ni trouver une quelconque utilité aux archives. S'il était possible de se contenter de la photographie de la réalité et du monde, il n'y aurait pas besoin d'aller au delà de la première photographie ; quand on en prend une série, cela signifie qu'on cherche des règles de régularité et d'irrégularité parmi les *clichés* ¹⁰² tirés, et si on le fait c'est une manière de dire ce que saisira la photographie suivante avant même de l'avoir faite.

Les groupes humains ont même commencé par des tentatives de connaître le futur avant d'avoir édifié des systèmes de connaissance, même primitifs, de la nature et de l'histoire des événements passés. Le premier système est la transmission héréditaire des notions concernant la protection contre les obstacles, les dangers et les cataclysmes ; vient ensuite l'enregistrement, même embryonnaire, des faits et des données contemporains et passés. La chronique naît après les règles pratiques. L'instinct animal lui-même, qui se réduit à une première forme de connaissance quantitativement faible, règle le comportement en fonction des événements futurs à éviter ou à favoriser ; un spécialiste du sujet en donne cette belle définition : « l'instinct est la connaissance héréditaire d'un plan spécifique de

¹⁰² En français dans le texte.

vie ». Quiconque élabore et dispose de *plans* travaille sur des données du futur. C'est encore mieux si nous entendons l'adjectif *spécifique* comme se rapportant à « l'espèce », c'est-à-dire non pas un plan particulier, mais un « plan pour l'espèce ».

En survolant l'ensemble du cycle, le communisme est la « connaissance d'un plan de vie pour l'espèce ». C'est-à-dire pour l'espèce humaine.

Dans la conception utopiste, le communisme voulait élaborer le futur en oubliant ou en négligeant le passé et le présent. Le marxisme donna la plus complète et la plus définitive des critiques de l'utopie comme étant le plan ou le rêve d'un auteur ou d'une secte éclairée semblant dire : avec notre venue, le problème est résolu, comme il l'aurait été, avec le même plan, si nous étions venu il y a mille ans.

Selon le marxisme tous les systèmes de pensée et d'idées, religieux ou philosophiques, ne sont pas le produit de cerveaux individuels, mais l'expression, si informe soit-elle, des éléments de connaissance d'une certaine époque sociale organisés en vue de fixer ses règles de comportement. Ils ne sont pas la cause mais le produit du mouvement historique général. Au cours de leur succession, ils peuvent se révéler dépassés, c'est-à-dire dans la mesure où leur formulation reflète les conditions anciennes, et dans d'autres cas annonciateurs, dans la mesure où ils sont l'effet de la décomposition de ces vieilles formes et de leurs contradictions, de sorte qu'ils expriment l'avenir. Ainsi, à l'époque de l'esclavage, la revendication, face à la loi et à la coutume, qu'un homme ne devait pas être la propriété d'un autre homme prenait la forme mystérieuse de l'égalité des âmes devant le dieu unique. Mais ceci ne se produit pas parce que le dieu aurait décidé de se révéler mais plutôt du fait de la décomposition et de la non-adéquation de la production esclavagiste : les chrétiens y soumièrent les noirs quand les conditions adaptées – beaucoup de terre libre pour peu d'occupants – réapparurent avec les découvertes géographiques.

Cependant les thèses sur l'unité de dieu et l'immortalité de l'âme ne sont pas émises par hasard mais disent, avec d'autres mots, que les temps où chaque travailleur sera libre de sa personne sont imminents. Pour les croyants, les idéolo-

gues, les juristes, il s'agit d'une conquête de la *personne humaine*, pour nous il s'agit d'une conquête, venue en son temps, d'un nouveau et plus efficace « plan de vie de l'espèce ».

En conséquence le marxisme, tout en rendant hommage à l'utopisme du XVIII^e siècle qui exprime à son tour et de façon approximative la maturité des conditions sociales, en montre la faiblesse dans son incapacité à relier la finalité de l'économie de propriété privée, non seulement d'un homme sur l'autre mais aussi d'un homme sur le travail humain, à l'évolution achevée d'une forme sociale donnée, le capitalisme.

L'utopisme est une anticipation du futur ; le communisme scientifique ne le rappelle à la connaissance du passé et du présent que parce qu'une anticipation arbitraire et romantique du futur ne suffit pas et qu'une prévision scientifique est nécessaire ; cette prévision spécifique, qui est rendue possible par la pleine maturation de la forme capitaliste de production et qui se relie étroitement aux caractères de cette forme, de son développement, et des antagonismes particuliers qui surgissent en son sein.

Tandis que dans les vieilles doctrines, le mythe et le mystère exprimèrent la description des événements antérieurs et contemporains, et que la philosophie moderne de la classe capitaliste se vante (avec toujours moins de résolution) d'avoir éliminé ces éléments fantastiques dans la science des faits enregistrés jusqu'à ce jour, la nouvelle doctrine prolétarienne construit les lignes de la science du futur totalement débarrassée de tout élément arbitraire ou passionnel.

Si une connaissance générale de la nature et de l'histoire, qui en est une partie, est possible, elle implique l'étude de l'avenir dont elle est inséparable ; toute polémique sérieuse contre le marxisme ne peut se placer que sur le terrain de la négation de la connaissance humaine et de la science.

Il ne s'agit pas ici de dresser le tableau complet de ce problème, mais d'éliminer les déformations qui prétendent admettre du marxisme l'analyse originale incomparable de l'histoire humaine et de l'actuelle structure sociale capitaliste pour arriver ensuite, par refroidissement, à des positions sceptiques, agnostiques et

élastiques au sujet de la *trajectoire* précise de l'avenir révolutionnaire et de la possibilité de l'avoir connue et tracée *dans son essence* dès que la classe prolétarienne est effectivement apparue sur la scène sociale en masses capables d'agir.

Après avoir réglé leur compte aux prophètes, on fit de même avec les Héros que les vieilles conceptions de l'histoire plaçaient sur un piédestal, tant sous la forme de chefs militaires que de législateurs et organisateurs de peuples et d'États. Il est inutile aussi de dire qu'à l'égard de tout système prophétique, tous les hauts faits des conquérants et des innovateurs politiques sont passés au crible par la critique marxiste comme autant d'expressions ou de résultats traduisant les effets profonds des « plans de vie » qui se succèdent, vieillissent et s'imposent.

La nouvelle doctrine ne peut donc être liée à un système de tables ou de textes préexistants à toute la bataille ; de même qu'on ne peut se fier au succès d'un Chef ou d'une avant-garde combattante riche en volonté et en force. Prophétiser *un* futur, ou vouloir réaliser *un* futur sont des positions toutes deux inadéquates pour les communistes. Tout cela est remplacé par l'histoire de la lutte d'une classe considérée comme un cours unitaire dont, à tout moment contingent, seul un tronçon, en attendant le suivant, a déjà été parcouru. Les données du cours futur sont tout aussi fondamentales et indispensables que celles du cours passé. Du reste les erreurs et les déviations sont possibles dans l'évaluation du mouvement précédent comme dans celle du mouvement à venir : et toutes les polémiques de partis et dans le parti sont là pour le prouver.

Par conséquent le problème de la praxis du parti n'est pas de connaître l'avenir, ce qui serait peu, ni de le vouloir, ce qui serait trop, mais de « maintenir la ligne d'avenir de sa classe ».

Il est clair que si le mouvement ne sait pas étudier, analyser et connaître cette ligne, il ne sera pas non plus en mesure de la maintenir. Il est non moins clair que si le mouvement ne sait pas distinguer entre la volonté des classes établies et ennemies et celle de sa propre classe, la partie est également perdue et la ligne, abandonnée. Le mouvement communiste n'est pas une question de pure doctrine ; ce n'est pas non plus une question de pure volonté ; cependant le défaut de doctri-

ne le paralyse, le défaut de volonté aussi. Et défaut veut dire absorption des doctrines et de la volonté d'*autrui*.

Ceux qui raillent la possibilité de tracer une grande trajectoire historique alors que son cours n'est qu'à la moitié (comme il adviendrait de celui qui, ayant descendu le fleuve de la source à mi-parcours, se mettrait à en dessiner la carte jusqu'à l'océan ; induction qui n'est pas accessible à la science de la géographie physique) sont portés à exclure toute possibilité d'influence d'individus et de groupes sur l'histoire ou à l'exagérer, du moins en ce qui concerne l'avenir immédiat.

On trouve des erreurs volontaristes dans les deux grandes déviations révisionnistes de la fin du dix-neuvième siècle et du début du vingtième. Le réformisme, tout en prétendant conserver la doctrine classique en tant qu'étude de l'histoire et de l'économie, refusa comme illusoire la description du cours futur et se contenta de poursuivre des objectifs de détail, à brève échéance et qu'on renouvelle de temps en temps. Sa devise fut : « le but n'est rien, le mouvement est tout » ; ce qui revient à dire : « les principes ne sont rien, le mouvement est tout ». Dans cette orientation naît la confusion entre un objectif immédiat de la classe ouvrière et celui de ses chefs et dirigeants : l'un comme l'autre peuvent se trouver opposés à l'objectif de classe général. Là est l'opportunisme. L'autre école, le syndicalisme, refusa le déterminisme, s'engageant à accepter la doctrine de la lutte de classe économique et la méthode violente mais non la lutte politique, ce qui l'exclut de la lutte pour le cours général de la classe. Le réformisme et le syndicalisme confluent dans la dégénérescence social-patriotique.

Une dégénérescence tout à fait parallèle est celle de la Troisième Internationale et du parti russe dans le second quart de ce siècle ; abandon de l'objectif général de la classe et poursuite de résultats immédiats, locaux, variables selon les phases.

La question de l'action communiste, de la stratégie, de la tactique ou de la praxis se pose dans les mêmes termes, à savoir en *maintenant la ligne* d'avenir de la classe, et elle se pose dès que la classe prolétarienne apparaît sur la scène sociale. On ne conteste pas qu'il y ait des solutions différentes selon les époques et les pays, mais dans cette même succession de solutions il doit y avoir une continuité et une *règle* dont l'abandon entraîne la déviation du mouvement. À cette lumière

les questions d'organisation et de discipline sortent du constitutionnalisme des formules juridiques qui relient la base, les cadres et le centre, pour obliger le centre dirigeant à ne pas abandonner la « règle » d'action sans laquelle il n'y a pas de parti et encore moins de parti révolutionnaire.

Donc, si personne ne conteste que dans les nations où la bourgeoisie devait encore renverser le pouvoir féodal, le prolétariat ne peut pas ne pas appuyer cette lutte, la gauche marxiste voulut que, dans les pays à pouvoir capitaliste, on érigeât en règle l'interdiction de passer des alliances avec des fractions de la bourgeoisie. Au temps de Lénine, la critique et la politique prolétarienne assimilèrent à ces dernières les partis qui, tout en se disant ouvriers, refusaient le postulat de l'action violente et de la dictature prolétarienne.

La gauche de la Troisième Internationale dut combattre, comme nouvelle formule gradualiste et possibiliste, le front unique avec les partis sociaux-démocrates et elle fut battue dans le domaine de l'organisation ; dans le domaine de la théorie, elle a vaincu en prévoyant que cette méthode conduirait à la collaboration avec des partis, des classes et des États capitalistes et impérialistes et enfin à la destruction du mouvement révolutionnaire.

Cela suffit à démontrer que le parti et l'Internationale révolutionnaires doivent absolument avoir un système rigide de règles pratiques que les centres (et ce qu'on appelle les chefs) ne doivent pas avoir la possibilité de transgresser sous prétexte de situations nouvelles et imprévues. Ou bien cette élaboration de règles à partir d'un ensemble de prévisions fondées sur le développement historique est possible, et alors la gauche avait raison ; ou bien ce n'est pas le cas, mais alors ce n'est pas seulement la gauche marxiste qui aurait tort, mais plutôt la méthode marxiste elle-même qui serait caduque dans la mesure où elle serait réduite à un enregistrement de météorologie sociale et à une défense localiste et au jour le jour d'intérêts contingents des catégories de travailleurs, prétention insuffisante pour distinguer le parti marxiste de n'importe quel autre parti politique agissant aujourd'hui dans n'importe quel pays.

La garantie contre les *dégringolades* ruineuses et répétées du mouvement n'a jamais résidé ailleurs que dans la démonstration historique qu'il ne peut renaître

qu'armé non seulement de la théorie marxiste et déterministe réaffirmée, mais d'un corps de normes d'action tiré de l'expérience séculaire accumulée et surtout des leçons très utiles des insuccès et des défaites, en réussissant à éviter les inconvénients dus aux manœuvres improvisées, à l'habileté, aux stratagèmes politiques des *chefs* qui, s'il le faut, doivent être sans répit renouvelés et écartés individuellement dès qu'ils vacillent et tombent dans cette praxis indigne.

Dans d'autres textes, on a montré que tout recours à des statuts ou des règlements pour établir qui *est* sur la grande ligne historique n'est qu'une illusion tant qu'on ne juge pas possible de convoquer à cette suprême hypocrisie que sont les *consultations*, forme purement bourgeoise, les générations historiques successives de la classe : les morts, les vivants et ceux qui naîtront !

Nous plaçons au fondement de notre *théorie* du passé, du présent et du futur le *Manifeste* de 1848, le *Capital*, les œuvres critiques de Marx et d'Engels, surtout celles portant sur la valeur des luttes pour le pouvoir et de la Commune de Paris, la restauration anti-révisionniste de Lénine et des bolcheviks à l'époque de la première guerre mondiale.

Concernant la praxis tactique, on peut se fonder solidement sur le *Manifeste*, étant entendu que de nombreuses révolutions capitalistes restaient encore à accomplir, et qu'à cette époque aucun parti ne se disait ouvrier s'il n'était pas sur le terrain de la lutte armée anti-bourgeoise. Qu'ensuite, au cours d'un siècle, soient nés des partis ouvriers dotés de programmes non seulement constitutionnels mais antirévolutionnaires, n'est pas un fait historique nouveau, mais une confirmation du *cours* des prévisions qui s'édifia sur le *Manifeste*.

Il nous suffit de mettre en exergue deux passages du *Manifeste* :

Les communistes « combattent pour les intérêts et les buts immédiats de la classe ouvrière ; mais dans le mouvement présent, ils défendent et représentent en même temps l'avenir du mouvement » ¹⁰³.

¹⁰³ *Manifeste du Parti communiste*, éditions sociales, 1972, p. 115.

Tout mouvement présent est pour les déterministes un fait qu'on ne peut nier. Mais les communistes sont les seuls à « représenter l'avenir du mouvement », c'est-à-dire de la classe en lutte, et qui lutte pour supprimer les classes.

« Les communistes appuient en tous pays tout mouvement révolutionnaire contre l'ordre social et politique existant » ¹⁰⁴.

Deux conditions permettent de reconnaître les mouvements révolutionnaires : ils utilisent la force et rompent avec la légalité ; ils modifient les rapports de pouvoir entre les classes.

« Dans tous ces mouvements, ils mettent en avant la question de la propriété, à quelque degré d'évolution qu'elle ait pu arriver, comme la question fondamentale du mouvement » ¹⁰⁵.

Dans les textes marxistes la question de la propriété est équivalente à la question de l'économie, à la question de classe : *formes de propriété* équivaut à *rapports de production*.

La révolution capitaliste en Allemagne en 1848 et en Russie en 1917 intéressait donc les communistes pour deux raisons : *primo* pour qu'elle pût déclencher immédiatement la révolution prolétarienne en Europe ; *secundo* pour que, même dans l'hypothèse où le mouvement s'enliserait au stade de la révolution bourgeoise, celle-ci bouleversât la base des rapports de production féodaux et provoquât l'essor irrésistible des formes modernes de production et d'échange capitalistes et mercantiles à la place de la léthargie féodale.

En 1848, en 1917, ou en 1952, l'existence d'un parti également solide en doctrine, organisation et tactique, est la seule garantie qu'on ne confonde pas ces *deux* motifs, raisons ou buts, dotés d'une pleine réalité historique, avec un *troisième*, fictif et ruineux d'après lequel, d'abord et *avant* la lutte de classe spécifique les opposant, bourgeois et prolétaires partageraient un certain domaine de théorie et

¹⁰⁴ Ibid., p. 119.

¹⁰⁵ Ibid.

d'action, suivant les postulats d'une prétendue civilisation humaine, tels que les différents thèmes idéologiques, libéraux, égalitaires, pacifistes et patriotiques.

À chaque fois le mouvement, faute d'avoir empoigné la dialectique des positions historiques, a fait naufrage dans ce marais.

Nous avons traité le sujet *Propriété et Capital* pour qu'il soit bien évident qu'à l'époque historique où nous vivons, après la chute du féodalisme non seulement en Allemagne, Russie et Japon, mais aussi en Chine et en Inde, il n'y a qu'une seule question historique mondiale de la Propriété, et c'est la question du Capital, de la mort du Capital dont il faut continuer à écrire l'histoire à l'avance.

Pour tracer ce cours, théorie et action, science historique et économique, programme politique marchent encore une fois du même pas, en visant le but final du mouvement dans le temps et dans l'espace.

Ce qui est décisif au sujet du faux communisme et de l'État russe, ce n'est pas l'étude, qui ne laisse d'ailleurs aucun doute, de la situation économique au delà du rideau de fer et des rapports sociaux correspondants, mais l'étude et la simple constatation de l'action politique de ce parti et de cet État.

Dans des *limites* données d'espace et de temps, la thèse d'un parti victorieux exerçant la dictature ouvrière et occupé à transformer les formes de propriété féodale en formes capitalistes n'est pas absurde du point de vue marxiste. Mais ce parti NE LE DISSIMULERAIT PAS, il proclamerait au contraire ses propres buts comme le *Manifeste* l'impose : faire éclater la révolution dans les pays capitalistes classiques en maintenant jusque là le pouvoir les armes à la main, pour ensuite *mettre en route* la transformation sociale.

La dégénérescence de la tactique depuis 1923, la politique d'alliances avec des États et des partis représentant des formes bourgeoises de production sur les plans de la politique intérieure et internationale, et sur le plan militaire lors de la seconde guerre mondiale, vont à l'encontre de l'application à la Russie d'aujourd'hui d'une semblable hypothèse. Il n'est pas besoin d'en savoir plus, et comme preuve de ce diagnostic il n'est qu'à voir dans les rangs ouvriers la honteuse propagande

tous azimuts du pacifisme social et constitutionnel à l'intérieur des pays bourgeois et de l'émulation et du pacifisme à l'échelle internationale.

On ne peut nier l'importance d'une situation où la guerre impérialiste, au lieu de mettre aux prises deux groupes d'États *ouvertement* capitalistes, verrait tous ces derniers dans un même camp et dans l'autre, seul ou presque, l'État « crypto-capitaliste » héritier d'une révolution prolétarienne ; car une telle situation comporterait la « dénonciation », dans la politique intérieure de tous les États ennemis, de toute tactique de détente et de collaboration sociale, voire même l'emploi de moyens de sabotage et de guerre civile de la part des forces soi-disant communistes.

La certitude que même dans cette hypothèse il s'agira d'une politique contre-révolutionnaire, c'est-à-dire en opposition avec la fin générale du communisme prolétarien, ne découle pas de *chimismes* économiques et sociaux embrouillés, mais réside fermement dans la constatation des ruptures et inversions de la ligne historique et dans la *conviction d'imposture* à laquelle sont liés historiquement ceux qui ont présenté comme révolutionnaire la politique visant à la restauration illusoire de la démocratie contre le fascisme mondial et qui présentent comme société communiste un mercantilisme industriel banal, lequel, néanmoins, incendie le cœur de l'Asie assoupie depuis des millénaires.

Le marxisme sera mis à l'épreuve par la phase de paix et de marché mondial sans rideau de fer ou par la troisième guerre mondiale. Il n'en sortira qu'avec la conviction que, sur la ligne directrice du grand cours historique tracée, comme le fit Colomb allant dialectiquement vers l'Orient à partir de l'Occident, il y a de terribles et dangereux ralentissements, des obstacles effrayants, mais qu'il faut garder le même cap que le jour où on leva l'ancre, dans une certitude éclatante clamée à la face d'un monde ennemi.

Fin du texte